

REGION DU SUD

DEPARTEMENT DE LA MVILA

COMMUNE DE BIWONG-BULU



REPUBLIQUE DU CAMEROUN

Paix- Travail - Patrie

B.P : 657 Ebolowa - Cameroun ; E-mail : communebiwongbulu@yahoo.fr

PLAN COMMUNAL DE DEVELOPPEMENT

ELABORE AVEC L'APPUI FINANCIER DU PROGRAMME NATIONAL DE
DEVELOPPEMENT PARTICIPATIF (PNDD)



Août 2011

SOMMAIRE

SOMMAIRE	2
RESUME.....	4
LISTE DES ABREVIATIONS	5
LISTE DES TABLEAUX	6
LISTE DES PHOTOS.....	8
LISTE DES CARTES ET DES FIGURES.....	9
LISTE DES ANNEXES	10
1. INTRODUCTION	11
1.1. CONTEXTE ET JUSTIFICATION.....	11
1.2. OBJECTIFS DU PCD	11
1.3. STRUCTURE DU DOCUMENT.....	11
2. METHODOLOGIE	12
2.1. PREPARATION DE L'ENSEMBLE DU PROCESSUS.....	12
2.1.1. <i>La mise en place du dispositif institutionnel de planification</i>	12
2.1.2. <i>L'adoption du programme de planification</i>	13
2.1.3. <i>L'information et la sensibilisation des autorités et des parties prenantes</i>	13
2.1.4. <i>La collecte des données de base :</i>	13
2.2. COLLECTE DES INFORMATIONS ET TRAITEMENT.....	13
2.2.1. <i>Le diagnostic participatif niveau villages</i>	14
2.2.2. <i>Le Diagnostic Institutionnel Communal (DIC)</i>	14
2.2.3. <i>Le Diagnostic de l'Espace Urbain Communal (DEUC) :</i>	15
2.3. CONSOLIDATION DES DONNEES DU DIAGNOSTIC ET CARTOGRAPHIE	15
2.4. ATELIER DE PLANIFICATION, DE MOBILISATION DES RESSOURCES ET DE PROGRAMMATION.....	16
2.5. MISE EN PLACE DU MECANISME DE SUIVI EVALUATION PARTICIPATIF.....	16
3. PRESENTATION SOMMAIRE DE LA COMMUNE	17
3.1. LOCALISATION DE LA COMMUNE	17
3.2. MILIEU BIOPHYSIQUE	19
3.2.1. <i>Climat</i>	19
3.2.2. <i>Sols</i>	19
3.2.3. <i>Relief</i>	19
3.2.4. <i>Hydrographie</i>	20
3.2.5. <i>Flore et Végétation</i>	20
3.2.6. <i>Faune</i>	20
3.3. MILIEU HUMAIN	22
3.3.1. <i>Histoire de la Commune</i>	22
3.3.2. <i>Population</i>	22
3.3.3. <i>Groupes ethniques et relations interethniques</i>	25
3.3.4. <i>Religion</i>	25
3.3.5. <i>Activités économiques</i>	26
3.4. PRINCIPALES INFRASTRUCTURES PAR SECTEUR	29
3.5. PRINCIPALES POTENTIALITES ET RESSOURCES DE LA COMMUNE	29
4. SYNTHESE DES RESULTATS DU DIAGNOSTIC	30
4.1 SYNTHESE DU DIC	30

4.1.1. <i>Forces et Faiblesses</i>	30
4.1.2. <i>Axes de renforcement de la Commune</i>	32
4.2. PRINCIPAUX PROBLEMES ET BESOINS IDENTIFIES ET CONSOLIDES PAR SECTEUR.....	33
5. PLANIFICATION STRATEGIQUE.....	42
5.1. VISION ET OBJECTIFS DU PCD.....	42
5.1.1. <i>vision</i>	42
5.1.2. <i>Objectifs</i>	42
5.2. CADRES LOGIQUES PAR SECTEUR.....	43
5.3. COUT ESTIMATIF DU PCD.....	63
5.4. ESQUISSE DU PLAN D'UTILISATION ET DE GESTION DES TERRES DE L'ESPACE COMMUNAL.....	64
6. PROGRAMMATION.....	66
6.1. CADRE DE DEPENSES A MOYEN TERME (CDMT).....	66
6.2. CADRE SOMMAIRE DE GESTION ENVIRONNEMENTALE DU CDMT.....	76
6.2.1. <i>Principaux impacts potentiels et mesures envisageables</i>	76
6.2.2. <i>Plan de Sommaire de Gestion l'Environnement (PSGE)</i>	79
6.3. PLAN D'INVESTISSEMENT ANNUEL (PIA) :.....	81
6.3.1. <i>Ressources mobilisables et échéances</i>	81
6.3.2. <i>Programmation annuelle des projets prioritaires</i>	81
6.3.3. <i>Plan de Passation des marchés du PIA</i>	82
7. MECANISME DE SUIVI-EVALUATION.....	83
7.1. COMPOSITION ET ATTRIBUTIONS DU COMITE DE SUIVI-EVALUATION DU PCD.....	83
7.1.1. <i>Composition</i>	83
7.1.2. <i>Attributions</i>	83
7.1.3. <i>Critères d'éligibilité dans le bureau exécutif</i>	84
7.2. INDICATEURS DE SUIVI ET D'EVALUATION (PAR RAPPORT AU PIA).....	84
7.3. DISPOSITIF, OUTILS ET FREQUENCE DU REPORTING.....	85
7.4. MECANISME DE PREPARATION DU PIA ET DE REVISION DU PCD.....	85
8. PLAN DE COMMUNICATION SUR LA MISE EN ŒUVRE DU PCD.....	86
8.1. OBJECTIFS DU PLAN.....	86
8.2. ETAPES D'ELABORATION ET DE MISE EN ŒUVRE DU PLAN.....	86
8.3. STRATEGIE.....	87
8.4. CIBLES DE LA COMMUNE.....	87
8.5. LES ATTENTES PAR CIBLES.....	88
8.6. ACTIONS DE COMMUNICATION AU SEIN DE LA COMMUNE.....	88
8.7. DISPOSITIF DE COMMUNICATION AU NIVEAU COMMUNAL.....	89
8.8. PLANIFICATION DES ACTIVITES DE COMMUNICATION AU NIVEAU COMMUNAL.....	90

Résumé

Dans le cadre de la mise en œuvre de la stratégie pour la croissance et l'emploi et la mouvance actuelle de la décentralisation, les Communes occupent de plus en plus une place centrale et deviennent de véritables acteurs du processus de développement socio économique.

Dans ce contexte, le transfert de responsabilité aux Communes ne saurait se faire d'une manière spontanée. C'est ainsi qu'avec l'aide des partenaires au développement, le Gouvernement du Cameroun met en œuvre le PNDP afin de permettre aux Communes de prendre leurs responsabilités dans le processus progressif de décentralisation, afin de se doter des moyens d'une participation effective au processus de développement.

C'est ainsi qu'il fallait doter la Commune de BIWONG BOULOU d'un Plan Communal de Développement (PCD), tout en lui transférant les compétences en planification et programmation lui permettant d'actualiser son PCD et d'élaborer son Plan d'Investissement Annuel (PIA) à travers un Diagnostic niveau Villages, un Diagnostic de l'Institution Communal (DIC), un Diagnostic de l'Espace Urbain Communal (DEUC) et la consolidation des données recueillies.

L'analyse des principaux problèmes met en évidence les problématiques suivantes :

- L'absence des infrastructures sociales de base ;
- Le faible niveau de revenus des populations et de la Commune ;
- La dégradation accentuée des ressources naturelles ;
- La faiblesse de l'organisation administrative et technique du fait de l'insuffisance des ressources humaines, matérielles et financières ;
- Le recul du comportement citoyen au sein de la population.

Un certain nombre d'actions sont prévues dans l'optique d'une amélioration des conditions de vie des populations de la Commune de Biwong Bulu.

La consolidation des résultats des trois diagnostics nous a permis de :

- Evaluer les activités à réaliser et leurs coûts dans le cadre d'un Plan stratégique ;
- Présenter l'esquisse de plan d'utilisation et de gestion des terres ;
- Elaborer un Cadre de Dépenses à Moyen Terme (CDMT) avec son coût ;
- Elaborer un Plan Sommaire de Gestion Environnementale (PSGE) associé au CDMT ;
- Sortir un Plan d'Investissement Annuel (PIA) ainsi que son coût ;
- Elaborer un Plan de passation des marchés (PPM) ;
- Présenter le comité de suivi et évaluation du PCD mis en place ;
- Elaborer un plan de communication sur la mise en œuvre du PCD.

Liste des abréviations

ADE : Association pour le Développement d'Enguepanyu
AGR : Activité Génératrice de Revenu
AMED : Approche des Moyens d'Existence Durable
APEE : Association des Parents d'Elèves et Enseignants
CAC : Centime Additionnel Communal
CAIPE : Centre d'Appui aux Initiatives Paysannes d'Ebolowa
CEAC : Centre d'Education et d'Actions Communautaires
CES : Collège d'Enseignement Secondaire
CETIC : Collège d'Enseignement Technique Industriel et Commercial
CMA : Centre Médical d'Arrondissement
COFIL : Comité de Pilotage
CRTV : Cameroon Radio and Television
CSI : Centre de Santé Intégré
CVUC : Communes et Villes Unies du Cameroun
DESS : Diplôme d'Etudes Supérieures Spécialisées
DEUC : Diagnostic de l'Espace Urbain Communal
DIC : Diagnostic de l'Institution Communal
DSCE : Document Stratégique pour la Croissance et l'Emploi
FC : Forêt Communautaire
FNE : Fonds National de l'Emploi
GIC : Groupe d'Initiatives Commune
ISS : Interview Semi Structurée
IST : Infection Sexuellement Transmissible
km² : Kilomètre carré
MARF : Méthode Accélérée de Recherche Participative
MINADER : Ministère de l'Agriculture et du développement Rural
OAL : Organisme d'Appui Local
PAJER-U : Programme d'Appui à la Jeunesse Rurale et Urbaine
PCD : Plan Communal de Développement
PFNL : Produit Forestier Non Ligneux
PIA : Plan d'Investissement Annuel
PIASI : Programme d'Insertion des Acteurs du Secteur Informel
PLEG : Professeur des Lycées d'Enseignement Général
PNDP : Programme National de Développement Participatif
PV : Procès Verbal
RAS : Rien à Signaler
RFA : Redevance Forestière Annuelle
SIDA : Syndrome Immuno-Déficience Acquis
TIC : Technologie de l'Information et de la Communication
UFA : Unité Forestière d'Aménagement
VC : Vente de Coupe

Liste des tableaux

Tableau 1 : Composition du COPIL	12
Tableau 2 : Composition des équipes	12
Tableau 3 : Composition du Comité de suivi évaluation	17
Tableau 4 : Espèces fauniques	20
Tableau 5 : Lignages de la Commune	25
Tableau 6 : Infrastructures religieuses	25
Tableau 7 : Forces et faiblesses de l'institution Communale.....	30
Tableau 8 : axes de renforcement de la Commune	32
Tableau 9 : SECTEUR 1 AGRICULTURE	33
Tableau 10 : SECTEUR 2 ELEVAGE, PECHE ET INDUSTRIES ANIMALES.....	33
Tableau 11 : SECTEUR 3 DOMAINES ET AFFAIRES FONCIERES.....	33
Tableau 12 : SECTEUR 4 DEVELOPPEMENT URBAIN ET DE L'HABITAT	34
Tableau 13 : SECTEUR 5 : ENVIRONNEMENT ET PROTECTION DE LA NATURE	34
Tableau 14 : SECTEUR 6 : FORET ET FAUNE.....	34
Tableau 15 : SECTEUR 7 ADMINISTRATION TERRITORIALE, DECENTRALISATION ET MAINTIEN DE L'ORDRE.....	34
Tableau 16 : SECTEUR 8 EDUCATION DE BASE	35
Tableau 17 : SECTEUR 9 ENSEIGNEMENTS SECONDAIRES	36
Tableau 18 : SECTEUR 10 ENSEIGNEMENT SUPERIEUR.....	36
Tableau 19 : SECTEUR 11 SANTE PUBLIQUE	36
Tableau 20 : SECTEUR 12 EAU et ENERGIE	37
Tableau 21 : SECTEUR 13 TRAVAUX PUBLICS.....	37
Tableau 22 : SECTEUR 14 AFFAIRES SOCIALES	37
Tableau 23 : SECTEUR 15 PROMOTION DE LA FEMME ET DE LA FAMILLE	38
Tableau 24 : SECTEUR 16 JEUNESSE.....	38
Tableau 25 : SECTEUR 17 SPORTS ET EDUCATION PHYSIQUE.....	38
Tableau 26 : SECTEUR 18 TRANSPORT	39
Tableau 27 : SECTEUR 19 EMPLOI ET FORMATION PROFESSIONNELLE	39
Tableau 28 : SECTEUR 20 PETITES ET MOYENNES ENTREPRISES, ECONOMIE SOCIALE ET ARTISANAT	39
Tableau 29 : SECTEUR 21 RECHERCHE SCIENTIFIQUE ET INNOVATIONS.....	39
Tableau 30 : SECTEUR 22 TOURISME.....	40
Tableau 31 : SECTEUR 23 CULTURE.....	40
Tableau 32 : SECTEUR 24 MINES ET DEVELOPPEMENT INDUSTRIEL.....	40
Tableau 33 : SECTEUR 25 COMMERCE	40
Tableau 34 : SECTEUR 26 POSTES ET TELECOMMUNICATION.....	41
Tableau 35 : SECTEUR 27 COMMUNICATION	41
Tableau 36 : SECTEUR 28 TRAVAIL ET SECURITE SOCIALE	41
Tableau 37 : CL TRAVAUX PUBLICS	43
Tableau 38 : CL EAU ET ENERGIE	44
Tableau 39 : CL TRANSPORT.....	44
Tableau 40 : CL POSTES ET TELECOMUNICATIONS	45

Tableau 41 : CL DEVELOPPEMENT URBAIN ET HABITAT.....	46
Tableau 42 : CL DOMAINES ET AFFAIRES FONCIERES.....	47
Tableau 43 : CL MINADER.....	47
Tableau 44 : CL MINEPIA.....	48
Tableau 45 : CL MINFOF.....	49
Tableau 46 : CL MINEP.....	50
Tableau 47 : CL MINATD.....	51
Tableau 48 : CL MINTOUR.....	52
Tableau 49 : CL MINCOMMERCE.....	53
Tableau 50 : CL MINPMEESA.....	54
Tableau 51 : CL MINMIDT.....	54
Tableau 52 : MINRESI.....	55
Tableau 53 : MINEDUB.....	56
Tableau 54 : MINESEC.....	57
Tableau 55 : MINEFOP.....	58
Tableau 56 : MINESUP.....	59
Tableau 57 :MINSANTE.....	60
Tableau 58 : MINJEUN.....	61
Tableau 59 : MINAS.....	62
Tableau 60 : MINPROFF.....	63
Tableau 61 : estimation des coûts du PCD.....	63
Tableau 62 : cadre de dépenses à moyen terme.....	66
Tableau 63 : Impacts potentiels et mesures envisageables.....	76
Tableau 64 : Plan sommaire de gestion de l'environnement.....	79
Tableau 65 : mobilisation des ressources Communales.....	81
Tableau 66 : plan d'investissement annuel.....	81
Tableau 67 : plan de passation des marchés.....	82

Liste des photos

PHOTO 1 : Une plante d'Ebam domestiquée	28
PHOTO 2 : Une exploitation de moyenne importance.....	29

Liste des cartes et des figures

Figure 1 : carte de localisation de la Commune 18
Figure 2 : carte des ressources naturelles..... 21
Figure 3 : carte de répartition de la population 24

Liste des annexes

Document A : Atlas des cartes (cartes thématiques de référence, Planification spatiale des infrastructures prioritaires à construire en format A 3)

Document B : Rapport du Diagnostic participatif

1. INTRODUCTION

1.1. Contexte et justification

Dans le cadre de la mise en œuvre du Document de Stratégie pour la Croissance et de l'Emploi (DSCE) et dans la mouvance actuelle de la décentralisation avec le transfert effectif et progressif des moyens et des compétences par l'Etat aux Communes, les Communes occupent de plus en plus une place centrale et deviennent de véritables acteurs du processus de développement socio-économique.

Dans ce contexte, le transfert de responsabilités aux Communes ne saurait se faire d'une manière spontanée. C'est ainsi qu'avec des partenaires au développement, le Gouvernement du Cameroun met en œuvre le Programme National de Développement Participatif (PNDP) afin de permettre aux Communes de prendre leurs responsabilités dans le processus progressif de décentralisation, pour se doter des moyens d'une participation effective au processus de développement.

Ainsi, et en raison des nouveaux défis auxquels les Communes fragiles et peu outillées dont celle de BIWONG-BULU devront faire face, le PNDP prévoit dans sa stratégie d'intervention d'utiliser des Organismes d'Appui Local (OAL) pour accompagner les Communes dans le processus de planification. A ce titre, la Commune de BIWONG-BULU a sélectionné le Centre d'Appui aux Initiatives Paysannes d'Ebolowa (CAIPE) comme OAL sur la base de ses qualifications et de ses expériences.

1.2. Objectifs du PCD

Le PCD est un document constitué par l'ensemble des projets prioritaires arrêtés par les villages présents sur le territoire communal pour être réalisés en fonction des moyens disponibles et potentiels (financiers, humains et matériels). L'initiative de son élaboration se fonde sur une approche participative à même d'appréhender les réalités des territoires, leurs forces, leurs faiblesses et leurs opportunités d'évolution. Il interpelle tous les acteurs qui y vivent à coopérer et à se mettre en synergie. Ainsi, la planification participative du développement au niveau des collectivités territoriales décentralisées, semble être une étape importante dans la mise en œuvre de la décentralisation au Cameroun. C'est ce qui justifie l'engagement de la municipalité de BIWONG-BULU dans la réalisation de son PCD, document de planification spatiale et temporelle des priorités de développement, élaboré avec les appuis financier du PNDP et technique du CAIPE.

L'objectif de la mission confiée au CAIPE est de doter la Commune de BIWONG-BULU d'un Plan Communal de Développement (PCD), tout en lui transférant les compétences en planification et programmation lui permettant d'élaborer son Plan d'Investissement Annuel (PIA et plus tard, d'actualiser son PCD).

1.3. Structure du document

Le présent document est l'aboutissement du processus de la mission d'accompagnement de la Commune de BIWONG-BULU dans l'élaboration de son PCD.

Il est structuré de la manière suivante :

- la présentation de la méthodologie utilisée ;
- la présentation sommaire de la Commune ;
- la synthèse des diagnostics, la planification stratégique ;

- la programmation ;
- le mécanisme de suivi-évaluation ;
- le plan de communication.

2. METHODOLOGIE

2.1. Préparation de l'ensemble du processus

L'étape de préparation du processus de planification vise à :

- rechercher l'adhésion de toutes les parties prenantes au processus de planification ;
- définir le rôle de chacun dans le processus ;
- favoriser la participation effective de toutes les parties prenantes dont les populations, à l'élaboration, la mise en œuvre et le suivi-évaluation du Plan Communal de Développement;
- programmer le processus dans l'espace et le temps avec les parties prenantes (intégrer les aspects logistiques) ;
- convenir des produits attendus ;
- rassembler les moyens de mise en œuvre du processus.

La préparation du processus de planification s'est effectuée en quatre principales phases :

2.1.1. La mise en place du dispositif institutionnel de planification

Il s'est agit d'une part de la mise en place du comité de pilotage (COPIL) ayant pour mission :

- définir les orientations et la stratégie d'élaboration du plan de développement;
- veiller au bon déroulement du processus de planification ;
- s'assurer de la participation effective des populations à tous les stades.

L'arrêté communal portant création, attributions et composition du comité de pilotage a été signé le 17 décembre 2010.

Tableau 1 : Composition du COPIL

N°	NOMS ET PRENOMS	QUALITE
1	AKOM Salomon Daudet	Président
2	OWONO MBARGA Justin Alfred	Secrétaire
3	ONDOUA MBA Richard	Membre
4	ENGOTO Cyril	Membre

D'autre part, l'OAL a constitué quatre équipes pluridisciplinaires de consultants devant conduire le diagnostic sur le terrain. C'est ainsi qu'a eu lieu du 29 au 30 juin 2010 au siège du CAIPE la séance de restitution de l'atelier de formation des OAL.

Tableau 2 : Composition des équipes

N°	NOMS ET PRENOMS	QUALITE	QUALIFICATION	VILLAGES CONCERNES
EQUIPE 1				
1	MESSI Alain	Chef d'équipe	Ingénieur Msc	Akak yévol, Nkong edjom,

	Simon			Nkolbityé, Okpweng, Momebili, Biba yévol, Mvong, Efulan, Nsélang, Nkpwaébaéll
2	MEKOU Suzel	Consultante	Technicienne d'agriculture	
3	ASSE Jules	Consultant	Agent technique d'agriculture	
EQUIPE 2				
1	AFANE Cedric Christel	Chef d'équipe	Master en géographie	Biboulmam, Nkoétyé, Minkpwele, Essangong, Zoébefam, Nloupessa, Messambe, Mvoula, Metyipkwale, Nkpwaébaé I
2	ZE Samson	Consultant	Technicien d'agriculture	
3	ZE EVINA Richard	Consultant	Technicien supérieur de génie civil	
EQUIPE 3				
1	ESSAMA Jean Marie	Chef d'équipe	Ingénieur agronome	Eminevom I, Akom, Nkonmedjap I, Nkonmedjap II, Ondondo, Ngone, Melane, Ebé, Nkone, Nkolenyeng
2	ESSOME NDENG	Consultant	Technicien supérieur d'agriculture	
3	ONANA	Consultant	Ingénieur des eaux, forêts et chasse	
EQUIPE 4				
1	BILHEU Jean Marie	Chef d'équipe	PLEG, DESS en Science de l'environnement	Eminevom II, Biba III, Mang, Ngomeden, Lobé, Elone, Akpwaé, Nkolebane, Abiete, Mamenyié
2	ETOUNDI Edgard	Consultant	Ingénieur principal des travaux d'agriculture	
3	MONEBENE François	Consultant	Technicien d'agriculture	

2.1.2. L'adoption du programme de planification

Le chronogramme indicatif soumis le 09 décembre 2010 lors de la signature du contrat a été discuté avec le comité de pilotage puis validé avec l'exécutif communal le 02 janvier 2011.

2.1.3. L'information et la sensibilisation des autorités et des parties prenantes

Elles se sont faites à travers la prise de contact avec les autorités, l'atelier de lancement tenu le 26 janvier 2011 à BIWONG BULU, les correspondances aux élites extérieures, les communiqués et des interventions à la CRTV-Sud et enfin à travers une tournée de prise de contact, d'information et de sensibilisation dans les villages.

2.1.4. La collecte des données de base :

Les données sur la Commune disponibles auprès des sectoriels ont été collectées à travers des rencontres avec ces responsables des services déconcentrés ; en vue d'avoir une idée sur la situation de référence nous permettant d'organiser la collecte des données sur le terrain.

2.2. Collecte des informations et traitement

Le diagnostic participatif vise à :

- identifier et analyser les atouts, problèmes et contraintes par secteur ;
- mieux faire connaître le milieu à tous les acteurs par la collecte participative d'informations ;
- amener les populations à prendre conscience des atouts et des potentialités, dont elles disposent et des contraintes à lever pour leur développement.

Il a été réalisé en trois phases :

2.2.1. Le diagnostic participatif niveau villages

Il s'est fait en trois étapes : les villages témoins, le diagnostic proprement dit et la restitution : *La première étape* (du 05 au 07 février 2011) consistait à une continuité de l'atelier de restitution c'est-à-dire tous les consultants avec le pool de coordination ont pratiqué en grandeur nature le diagnostic dans certains villages témoins pour mieux harmoniser la compréhension du travail à faire par village en temps réel et dans les conditions pratiques. Deux villages ont été désignés, à savoir KOUNGOULOU-NGOE pour l'axe MBILEBEKON et SONKOE pour l'axe ENGUEPANYU. Après ces villages témoins les quatre groupes de consultants se sont déployés dans les autres villages.

La deuxième étape (du 07 au 07 mars 2011) a été le déploiement proprement dit de quatre équipes sur le terrain, chacune ayant la charge de dix (10) villages, soit au total quarante villages et deux villages témoins à toucher. Le quarante troisième village a fait l'objet de la clôture du diagnostic niveau village rassemblant toutes les équipes.

Après le constat de l'existence de deux villages ne figurant pas sur le diagnostic préliminaire, deux équipes sont descendues suite à la validation de cet ajout par le Maire (PV en annexe) ; portant ainsi le nombre de villages à 45 en dehors de Biwong-Bulu, Chef-lieu de la Commune.

Les données collectées par les équipes pluridisciplinaires et centralisées par le pool de coordination ont été restituées pour validation, aux membres des Comités de Concertation, par l'équipe ayant effectué la tournée de sensibilisation composée du Coordinateur du CAIPE, des Chefs d'équipes multidisciplinaires ayant mené le processus sur le terrain et des membres du Comité de Pilotage. Les outils utilisés sont les outils participatifs servant dans l'Approche des Moyens d'Existence Durable (AMED) et la MARP. Parmi ces outils, nous pouvons citer les cartes participatives des ressources et infrastructures, le transect, le diagramme de venn, la Check-list des activités sur le terrain, les ISS, la Liste des problèmes prioritaires par secteurs, le Tableau des causes pertinentes, le Tableau de planification des solutions endogènes.

2.2.2. Le Diagnostic Institutionnel Communal (DIC)

Le Diagnostic Institutionnel Communal est une analyse participative de la situation structurelle et organisationnelle de la Commune en tant qu'institution. Il a pour but d'évaluer la capacité de la Commune à remplir ses missions et à assurer la maîtrise du développement communal. Il permet, sur la base de cette évaluation, d'identifier les principaux axes de renforcement nécessaires à l'amélioration de l'efficacité et de la qualité des services fournis par la Commune.

Les objectifs du Diagnostic Institutionnel Communal sont :

- recueillir et documenter les informations liées à la situation administrative, financière, patrimoniale et celle des ressources humaines de l'institution communale ;
- analyser et décrire la structure et le mode de fonctionnement des organes de la Commune;

- analyser les relations entre l'institution communale et les acteurs publics et privés du développement au niveau local ;
- identifier les forces et faiblesses de l'institution communale à travers une auto-évaluation faite par l'équipe communale (élus et personnel) ;
- identifier les principaux axes/actions de renforcement de la Commune en vue de la maîtrise du rôle et des compétences qui lui sont confiées par la loi.

Sur le plan méthodologique il a été divisé en quatre étapes principales :

1. La préparation ;

Il s'est agit de s'accorder avec le COPIL, le secrétaire général de la Commune et le receveur municipal sur les objectifs, le calendrier de travail, l'implication et le rôle de chacun. Elle a permis d'informer les différents acteurs de l'institution communale pour collecter des informations qui ont été analysées aussi bien qualitativement que quantitativement.

2. Le diagnostic participatif ;

Nous avons utilisé comme outils l'observation, les ISS et un guide d'entretien. Au cours d'une séance de travail collective et des entretiens individuels, nous avons procédé au remplissage des fiches de collecte des données conçues à cet effet.

3. Le dépouillement, le traitement et l'analyse des données ;

Les données collectées ont été organisées et synthétisées au cours d'une séance de travail avec le COPIL, le secrétaire général de la Commune et le receveur municipal et après consultation des sectoriels.

4. La validation des résultats et l'identification des axes de renforcement des capacités ;

Les résultats du diagnostic ont été présentés au COPIL et à l'exécutif communal pour amendements et validation. Aussi, de manière participative, les faiblesses identifiées ont permis de dégager les axes de renforcement des capacités pouvant endiguer lesdites faiblesses.

2.2.3. Le Diagnostic de l'Espace Urbain Communal (DEUC) :

A travers une enquête socio économique et environnementale sommaire des activités, nous devons identifier les opportunités, les contraintes, les causes et les effets, puis les solutions aux problèmes que connaît l'espace qui deviendra la ville de Biwong-Bulu. Le résultat de ce travail est une situation de référence de l'état d'urbanisation de Biwong-Bulu en tant que ville.

2.3. Consolidation des données du diagnostic et cartographie

Il s'est agit de faire une synthèse par secteur des données du diagnostic par village afin d'en dégager une situation de référence par secteur, de reformuler les problèmes et d'identifier les solutions par secteur et par village, puis de faire une mise en commun du DIC, du DEUC et du diagnostic niveau villages.

Les coordonnées GPS relevées au cours des diagnostics ont été traitées par un spécialiste afin de ressortir les cartes thématiques.

2.4. Atelier de planification, de mobilisation des ressources et de programmation

La préparation de l'atelier a été faite avec quatre partenaires stratégiques :

- Le PNDP pour la relecture, amendement et validation du rapport diagnostic soumis à son appréciation.
- La Commune pour la mobilisation du conseil et la négociation d'une date avec le préfet.
- La préfecture pour la présidence de l'atelier et la convocation des sectoriels.
- Les sectoriels pour la relecture et l'amendement éventuels des cadres logiques préparés par l'OAL avant la tenue de l'atelier.

L'atelier proprement dit s'est tenu les 15, 16 et 17 juin 2011 avec six grandes articulations :

- I. Les cérémonies protocolaires constituées de : l'Hymne national, du Mot de bienvenue du Maire, de la Présentation des objectifs et du programme de l'atelier, de la Présentation de la méthodologie de la planification et du Discours d'ouverture de l'atelier.
- II. La restitution des travaux de l'OAL : diagnostic niveau villages, Diagnostic de l'Institution Communale et Diagnostic de l'Espace Urbain Communal.
- III. La validation des cadres logiques ; les sectoriels, les conseillers et les membres du COPIL ont travaillé en quatre groupes. Les travaux en groupe consistaient à amender les cadres logiques, faire des estimations financières des activités, prioriser les activités puis les programmer et enfin restituer les travaux.

La composition des groupes était la suivante :

1. Secteurs infrastructures (06) : MINTP, MINEE, MINT, MINPOSTEL, MINDUH, MINDAF.
 2. Secteurs sociaux (11) : MINEDUB, MINSEC, MINESUP, MINRESI, MINSANTE, MINJEUN, MINAS, MINPROFF, MINSEP, MINTSS, MINEFOP.
 3. Secteurs rural et gouvernance (07) : MINATD, MINJUSTICE, MINFOPRA, MINADER, MINEPIA, MINFOF, MINEP.
 4. Secteurs industries et services (04) : MINIMIDT, MINPMEESA, MINCOMERCE, MINTOUR
- IV. La présentation des ressources mobilisables par le Maire a constitué le quatrième temps fort de l'atelier.
 - V. Le conseil a ensuite planché avec la facilitation des consultants de l'OAL : CAIPE, sur la planification stratégique, le CDMT et le PIA.
 - VI. Deux sous commissions ont bouclé les travaux. L'une constituée des membres de la commission de passation de marchés assistés des facilitateurs a peaufiné le Plan de Passation des Marchés. L'autre regroupant les facilitateurs et le Délégué Départemental MINEP travaillait sur le Plan Simplifié de Gestion Environnementale.

2.5. Mise en place du mécanisme de suivi évaluation participatif

Lors de l'atelier de planification, après un bref exposé de l'OAL sur la nécessité, le rôle et l'importance de la mise en place d'un mécanisme de suivi évaluation participatif ; la motion a été donnée et adoptée que ce travail soit confié à une commission restreinte. Une séance de

travail regroupant l'OAL et l'exécutif Communal a débouché sur la mise en place du mécanisme de suivi évaluation participatif.

Après évaluation du COPIL, il a été décidé de reconduire certains membres du COPIL pour appartenir au comité de suivi évaluation tout en ajoutant d'autres membres épousant les critères de choix et ayant les capacités, le profil de l'emploi. Mais aussi, le cahier de charges du comité a été clarifié afin que la Commune et le Comité aient une vision harmonisée du travail à faire et les responsabilités bien précisées.

Un arrêté municipal a été pris pour la nomination des membres du comité.

Tableau 3 : Composition du Comité de suivi évaluation

N°	NOMS ET PRENOMS	QUALITE
1	AKOM Salomon Daudet	Président
2	OWONO MBARGA Justin Alfred	Secrétaire
3	ONDOUA MBA Richard	Membre
4	ENGOTO Cyril	Membre
5	L'Agent Communal de développement	Membre
6	Représentant de l'ADE	Membre

3. PRESENTATION SOMMAIRE DE LA COMMUNE

3.1. Localisation de la Commune

La Commune de BIWONG-BULU qui épouse les contours du territoire de l'Arrondissement du même nom est située dans la Région du Sud Cameroun, Département de la Mvila. Elle a été créée par décret présidentiel N°2007/117 du 24/04/2007.

Elle est limitée au Nord par la Commune de MENGONG, au Nord-Est par la Commune de SANGMELIMA, au Sud-Ouest par la Commune d'EBOLOWA 2 et au Sud-Est par la Commune de MVANGAN. La Commune a une superficie totale de 1.445,37 km².

La Commune compte quarante six (46) villages.

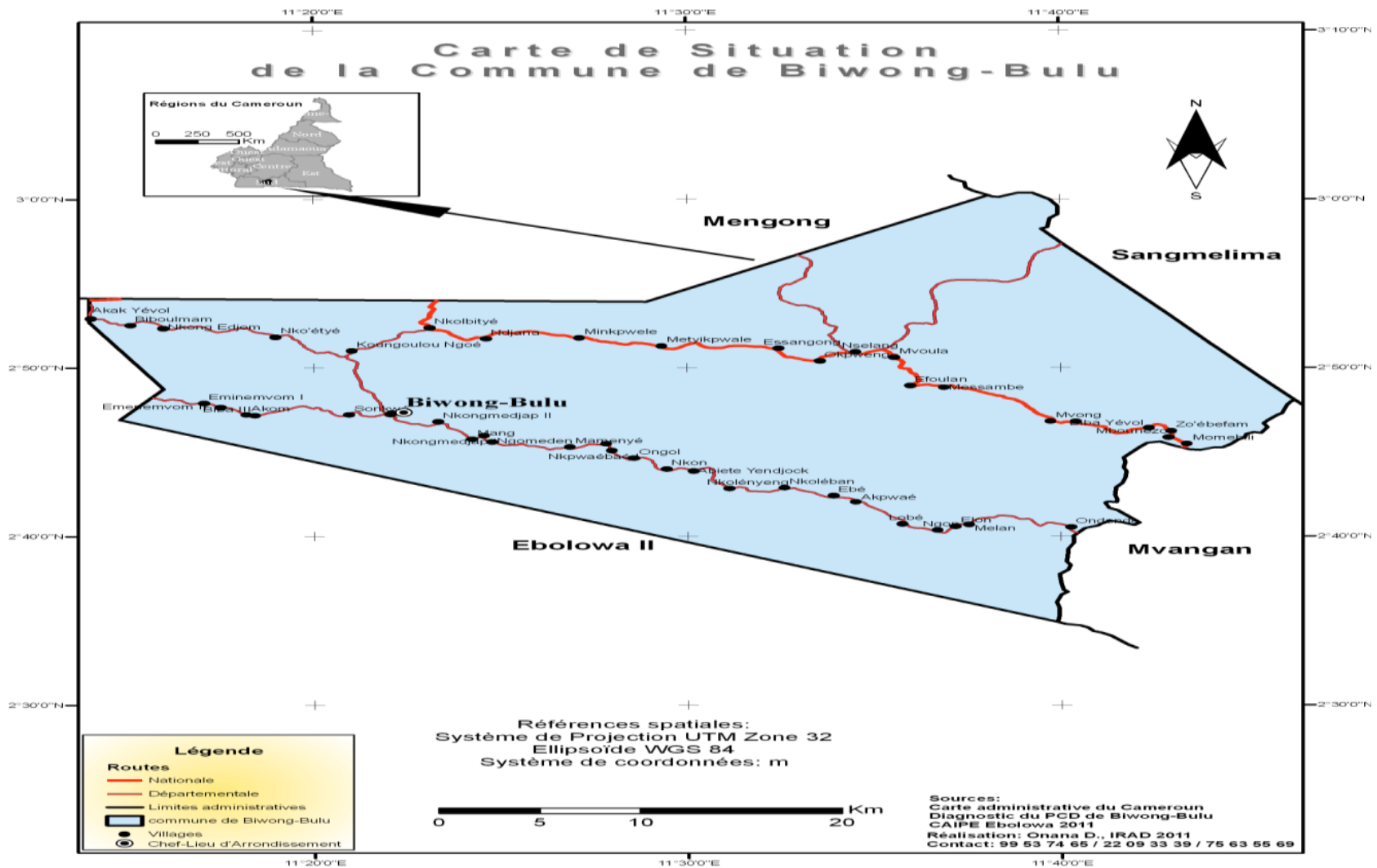


Figure 1 : carte de localisation de la Commune

3.2. Milieu biophysique

3.2.1. Climat

La zone de Biwong-Bulu subit dans son ensemble l'influence du climat équatorial de type guinéen classique comme l'indique une étude menée sur l'ensemble de l'ex-Commune d'Ebolowa dans laquelle cette zone se retrouve. La Mousson et l'Harmattan qui forment le front intertropical donne au climat son rythme saisonnier qui se caractérise par quatre périodes bien distinctes :

- La petite saison des pluies qui va de mi-mars à fin juin ;
- La petite saison sèche qui va de fin juin à la mi-août ;
- La grande saison des pluies qui s'étale de la mi-août jusqu'à la mi-novembre ;
- La grande saison sèche qui s'étale entre la mi-novembre et la mi-mars.

Il est important de noter que les changements climatiques qui affectent la plupart des régions du monde n'épargnent pas cette localité.

La pluviométrie varie entre 1200 mm et 2000 mm de pluie par an. La température oscille entre 22 et 26°C. Les vents sont violents en saison des pluies et causent parfois des dégâts sur les cultures et même sur l'habitat.

3.2.2. Sols

La structure géologique est celle du socle cristallophyllien imbriqué de roches plutoniques. Cette structure comprend des unités lithologiques plus connues sous l'appellation de « complexe du Ntem » composé de Gneiss à pyroxène, de schiste, de micaschiste et de granite.

Trois types de sol peuvent être distingués dans la localité de Biwong-Bulu à savoir :

- Les sols ferrallitiques rouges dérivés des roches métamorphiques qui représentent l'essentiel des sols de la zone : ces sols ont une forte teneur en argile, ce qui entraîne l'acidité de ces sols dont le PH varie de 4 à 8. Ces sols ne sont pas très profonds avec une couche humifère très réduite, ce qui limite leur fertilité à divers endroits.
- Les sols ferrallitiques rouges dérivés des roches basaltiques ;
- Les sols à Gley ou alluviaux et les sols hydromorphes rencontrés en bordure inondable.

L'utilisation des engrais chimiques étant encore limitée, le risque de dégradation n'est pas imminent. Seulement, dans les villages d'installation lointaine on assiste à un appauvrissement des sols du fait de la culture répétée ; les populations doivent parcourir de longues distances à la recherche des terres fertiles.

3.2.3. Relief

La zone se trouve dans le secteur où le relief est relativement calme et monotone. Il s'agit en général d'un relief de plateau, plat et faiblement ondulé. Le relief est constitué des plaines, des plateaux et de quelques collines dont la hauteur atteint rarement les 1000 mètres.

3.2.4. Hydrographie

La Commune est assez arrosée. Seulement, elle ne regorge pas de cours d'eau de grande importance ; leur régime étant irrégulier d'où les assèchements par endroits en saison sèche. On y rencontre essentiellement des rivières et des ruisseaux.

3.2.5. Flore et Végétation

La forêt est située dans le secteur forestier toujours vert camerouno-congolais ; avec environ 300 espèces.

- Les principales formations forestières sur sol ferme sont :
 - ✚ Les forêts sempervirentes congolaises (forêts denses) ;
 - ✚ Les forêts semi décidues (jachères).
- Les formations végétales sur sols hydromorphes constituées :
 - ✚ Des forêts marécageuses inondées qui se retrouvent temporairement dans les zones affaissées, bas-fonds, vallées ainsi qu'à la périphérie des zones marécageuses ;
 - ✚ Des raphises marécagus ; forêts marécageuses inondées en permanence qui sont caractérisées par la présence de différents types de raphia dont les plus rencontrés sont le *Raphia hookeri* et le *Raphia mombutorum*. Ces formations sont caractérisées par la présence des essences telles que le Bahia (*Migragyna ciliata*), le Rikio (*Uapaca guineensis*), l'Odjobi (*Xylopija staudtii*) et le Nsangomo (*Allamblackia floribunda*).

Plusieurs essences de la flore de Biwong-Bulu sont utilisées en pharmacopée traditionnelle ; seulement, à cause de la perte des valeurs culturelles, cette pratique est en voie de disparition.

3.2.6. Faune

Des études et autres observations démontrent que les densités de la population faunique étaient très élevées dans la zone. Elles avaient permis d'identifier :

- 96 espèces de papillons appartenant à 17 sous-familles ;
- 90 espèces d'oiseaux ;
- 120 espèces de poissons ;
- 54 espèces de mammifères (singes, porc-épic, lièvres, pangolin, etc.)

Malheureusement, la densité de cette faune aurait diminué à cause du braconnage intensif, surtout pour celle des mammifères.

Tableau 4 : Espèces fauniques

N°	NOM COMMUN	NOM SCIENTIFIQUE
1	MAMBA VERT	<i>Rendroaspis janesoni</i>
2	EPERVIER	<i>Accipiter erythropus</i>
3	TORTUE	<i>Chelonidae sp</i>
4	VARAN	<i>Varanus niloticus</i>
5	VIPERE	<i>Bitis gabonica</i>
6	PANGOLIN	<i>Nanis tricuspis</i>
7	PORC EPIC	<i>Hystriacristata sp</i>
8	CIVETTE	<i>Viverra civatta</i>
9	CHIMPANZE	<i>Pan troglodytes</i>
10	ELEPHANT	<i>Loxodonta africana</i>
11	ANTILOPPE	<i>Cephalophus callipygis</i>
12	GORILLE	<i>Gorilla gorilla</i>

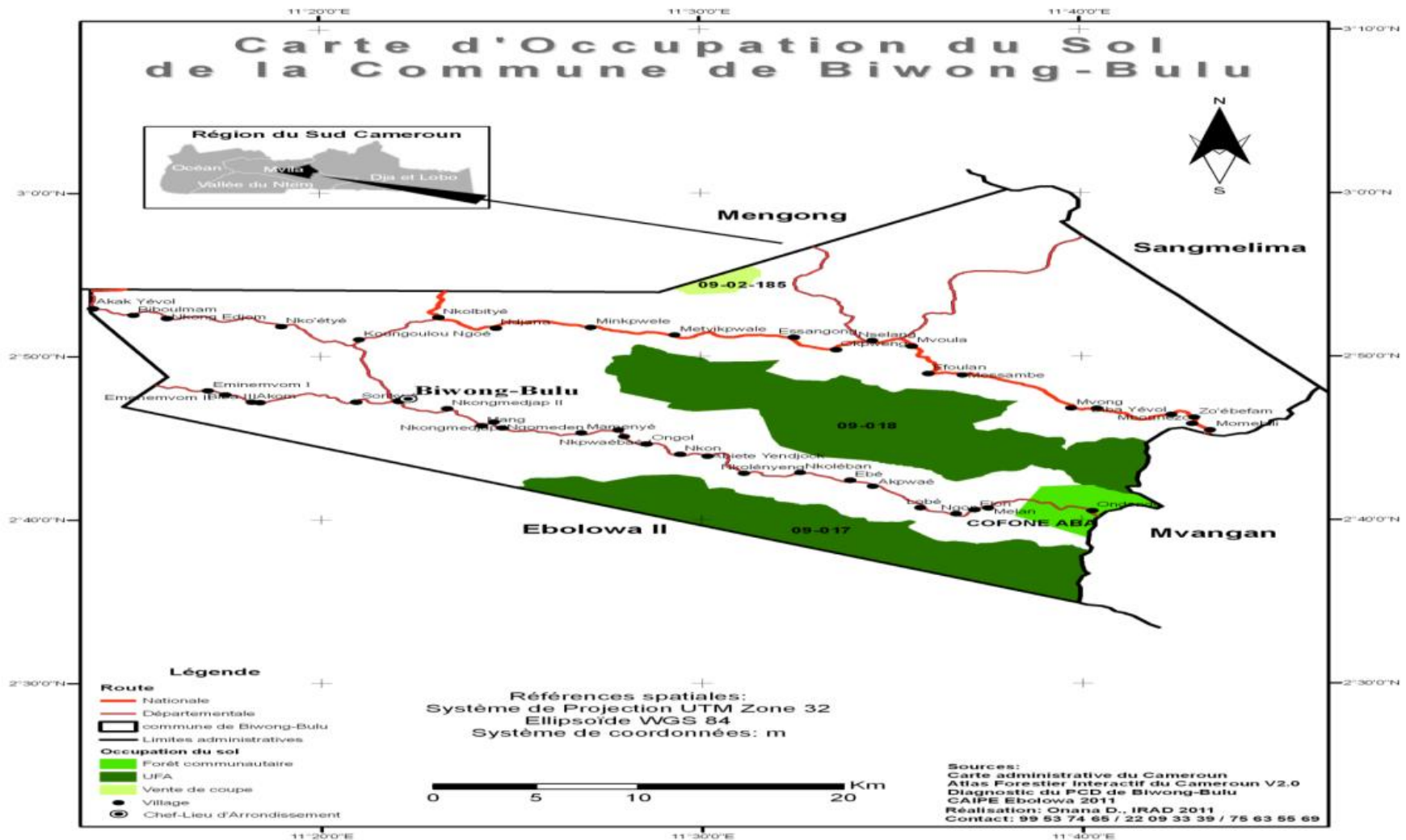


Figure 2 : carte des ressources naturelles

3.3. Milieu humain

3.3.1. Histoire de la Commune

La Commune de BIWONG-BULU est d'une création récente issue de l'éclatement de l'ex Commune Rurale d'Ebolowa ; cependant, les populations qui y vivent s'y sont installées à l'aube de la période coloniale et à la suite des divers mouvements migratoires.

Le nom BIWONG-BULU est composé de deux mots « BIWONG » qui dérive du substantif bulu « e wong » c'est-à-dire « rassembler quelque chose de rare » et « BULU » qui est l'ethnie dominante dans la Commune. Historiquement, la zone de Biwong-Bulu était d'abord occupée par les Bétis ; avec les flux migratoires des populations vers la quête du sel se retrouvant à la mer, les Bulus devaient faire escale dans la zone pour repousser les bétis. Les premiers à arriver attendaient donc les autres pour les rassembler afin de faire face à la résistance des bétis d'où le nom BIWONG-BULU.

Deux sous-préfets se sont succédé à la tête de l'Arrondissement : M. NDZANA NGONO, 1^{er} Sous-préfet de BIWONG-BULU et M. KOUALAN SISSA qui est actuellement en poste. Le 1^{er} Magistrat municipal reste en poste, il s'agit de M. MBO MVOM HENRI MIELOT.

BIWONG-BULU est peuplé à l'origine par des populations Bulu du lignage Ngoé en provenance des zones de la Commune de Mvangan (MEBEMENKO, AKO'OBETE) à la recherche du sel.

Les grands événements ayant marqué positivement l'histoire de l'implantation de la ville au sein de la communauté sont la création de la circonscription administrative, l'installation du 1^{er} sous-préfet, la construction de l'hôtel de ville.

3.3.2. Population

Taille et structure de la population

Il faut dire de prime abord qu'il est très difficile d'avoir les statistiques sur les effectifs de la population. Cela est dû au fait que la Commune a été créée après le dernier recensement général de la population. Nous avons pu avoir une estimation de la population sur la base des enquêtes de nos consultants et en nous référant sur les indicateurs du dernier recensement dans la Région du Sud. Ainsi, la population de la Commune de BIWONG- BULU serait de 34.374 habitants.

En terme de répartition, on constate que :

- ✚ □ La population masculine représente 50,7% soit 17.428 hommes alors que la population féminine est de 49,3% soit 16.946 femmes ;
- ✚ □ la population de moins de 15 ans représente 38,8%¹ dans la région du Sud ; soit 13.337 habitants ;
- ✚ □ La population entre 15-60ans représente 52,5%² dans la région du Sud ; soit 18.046 habitants.

¹ Selon le rapport de présentation des résultats définitifs du dernier recensement général

² Selon le rapport de présentation des résultats définitifs du dernier recensement général

- ✚ La population de plus de 60 ans représente 8,7%³ dans la région du Sud ; soit 2.991 habitants.

³ Selon le rapport de présentation des résultats définitifs du dernier recensement général

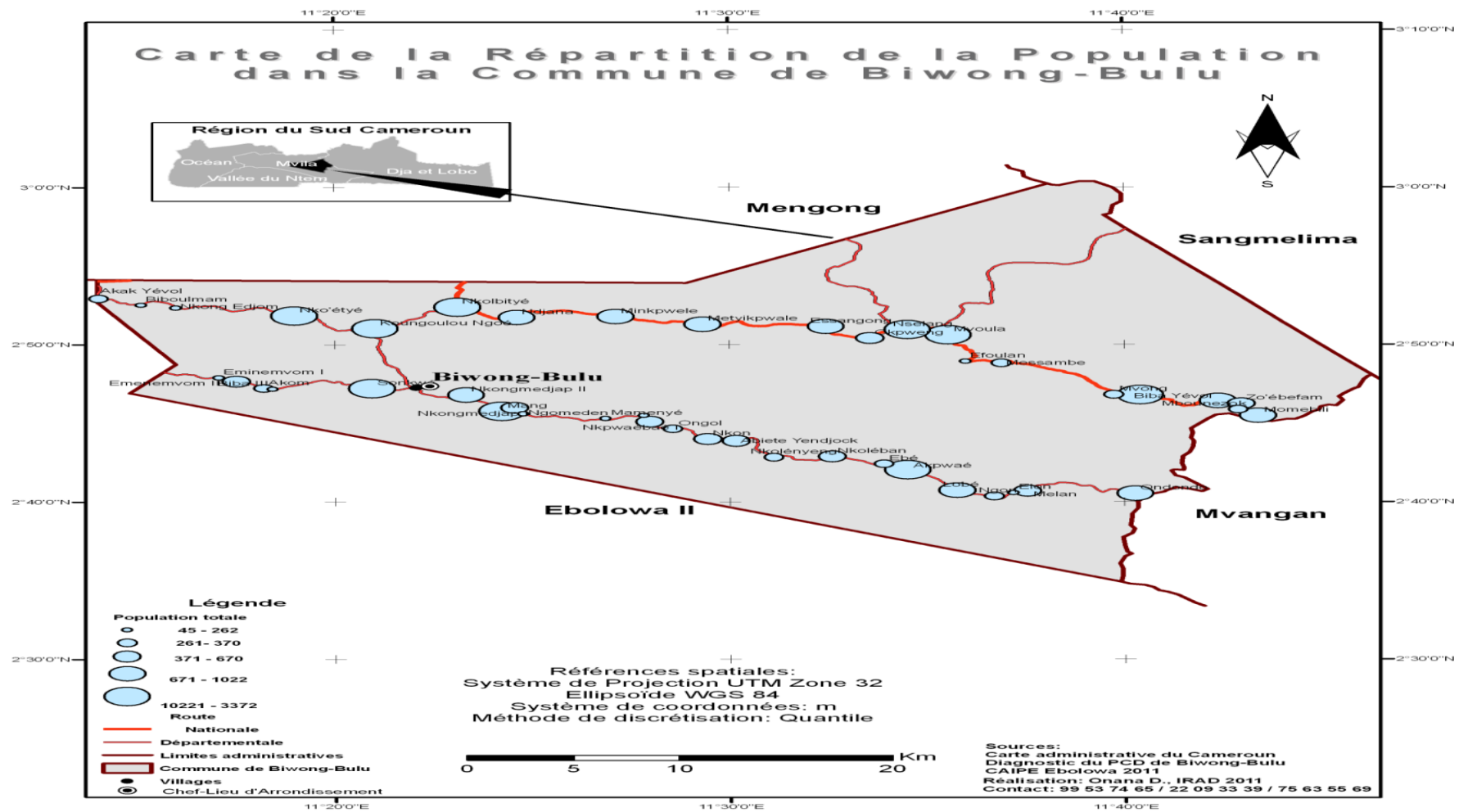


Figure 3 : carte de répartition de la population

3.3.3. Groupes ethniques et relations interethniques

Le BULU est le seul grand groupe ethnique de la Commune. On y trouve plusieurs lignages dont les Ngoé, les Esse, les Yévol, les yendjok, les Yengap, les Essaebeng, les Yémissem les Ndong, les Yémekak, les Yékombo, et les Yémvan. Le tableau suivant donne la répartition des lignages par village.

Tableau 5 : Lignages de la Commune

N°	Lignages	Villages concernés
1	ESSE	MOMEBILI, ZOEBEFAM, MBOUNEZOK, MVOULA, NSELANG, METYIKPWALE, MINKPWELE, NJANA, NKOLBITYE,
2	NDONG	MVONG, MESSAMBE, EFOULAN
3	NGOE	METYIKPWALE, KOUNGOULOU, ONDONDO, MELANE, NKPWAEBAE 1, MA'AMENYIE, NGOMEDEN,
4	YENDJOK	AKPWAE, EBE, NKOLEBANE, ABIETE, NKONE, AKOM
5	YENGAP	LOBE, SONKOE, EMINEMVOM 1, EMINEMVOM 2
6	YEMISSEM	NKOLENYENG, ONGOL, MANG, BIBA 3,
7	YEVOL	BIBA, NLOUPESSA, OKPWENG, ESSANGONG, NKOETYE, NKONG EDJOM, BIBOULEMAM, AKAK,
8	ESSAEBENG	NKPWAEBAE 2, NKONGMEDJAP1, NKONGMEDJAP 2,
9	YEMEKAK	ELONE
10	YEKOMBO	NGONE
11	YEMVAN	NGONE

Il existe plusieurs mariages contactés entre ces différents lignages qui vivent paisiblement dans l'espace de la Commune.

3.3.4. Religion

La principale religion est le christianisme avec deux groupes : les catholiques et les protestants (EPC, EPCO, etc.).

Les infrastructures de ces religions sont réparties ainsi qu'il suit :

Tableau 6 : Infrastructures religieuses

N°	Villages	Nature de l'infrastructure religieuse
1.	ONDONDO	CATHOLIQUE, EPC, EPCO
2.	MELANE	EPCO
3.	ELONE	EPCO
4.	NGONE	CATHOLIQUE, EPCO
5.	LOBE	EPC, EPCO
6.	AKPWAE	EPC, EPCO, CATHOLIQUE
7.	NKOLEBANE	EPC, EPCO
8.	ABIETE	EPC, EPCO, CATHOLIQUE
9.	NKPWAEBAE1	UEBC
10.	ONGOL	EPCO, EPC, CATHOLIQUE
11.	NGOMEDEN	EPC
12.	NKONMEDJAP2	EPCO, EPC
13.	NKONMEDJAP1	EPC, EPCO, CATHOLIQUE
14.	MANG	EPCO, EBC, UEBC, CATHOLIQUE, EPC
15.	SONKOE	EPC, EPCO, CATHOLIQUE, EBC
16.	AKOM	EPCO
17.	EMINEMVOM2	EPC
18.	ZOEBEFAM	CATHOLIQUE
19.	BIBA YEVOL	CATHOLIQUE
20.	NLOUPESSA	EPC, EPCO, CATHOLIQUE
21.	MVONG	EPC, EPCO

N°	Villages	Nature de l'infrastructure religieuse
22.	MESSAMBE	EPC, EPCO, CATHOLIQUE
23.	MVOULA	EPCO
24.	NSELANG	EPC
25.	ESSAGONG	EPC, EPCO, CATHOLIQUE
26.	METYIKPWALE	EPCO
27.	OKPWENG	CATHOLIQUE, EPC
28.	MINKPWELE	EPC, EPCO
29.	NDJANA	EPCO, EPC, CATHOLIQUE
30.	NKOLBITYE	EPC, EPCO
31.	KOUNGOULOU	EPC, EPCO
32.	NKOETYE	EPCO, EPC, CATHOLIQUE
33.	NKONG EDJOM	EPC, Catholique
34.	AKAK YEVOL	EPCO, CATHOLIQUE

3.3.5. Activités économiques

Agriculture

C'est l'activité principale des populations dans la Commune. On y pratique généralement et principalement comme système cultural : l'agriculture itinérante sur brulis. Pour créer une plantation ici en zone forestière, on défriche le sous-bois, puis on procède à l'abattage généralement à la hache, l'utilisation de la tronçonneuse étant au-dessus des moyens de la majorité. Vu la faiblesse des revenus et l'effort nécessaire pour la création d'un champ, les villageois ne peuvent cultiver que sur de petites superficies. La main d'œuvre est généralement familiale, on pratique la polyculture et l'âge moyen des jachères est de sept ans.

L'activité agricole repose sur les cultures vivrières et de rente. Les vivriers couvrent des superficies d'environ un hectare en moyenne par femme et par an. Les principales spéculations sont : manioc, macabo, concombre, banane plantain, arachide. La grande partie de la production est destinée à l'autoconsommation, seulement environ ¼ est vendue. Les contraintes sont l'enclavement, l'éloignement des marchés, l'insuffisance de l'encadrement, le mauvais état des routes d'évacuation des produits et le manque d'outils et de matériel de travail adéquats.

La principale culture de rente est la cacaoculture pratiquée par la majorité des ménages. Mais la production connaît une baisse à cause du vieillissement des planteurs et des plantations, le désengagement de l'Etat de la filière, le manque d'encadrement technique, l'insuffisance d'informations d'où la faible productivité (environ 300 Kg par hectare). La relance observée dans la cacaoculture augure des lendemains meilleurs. Le palmier à huile reste l'une des substitutions envisagées par certains ménages.

Sylviculture

C'est une activité envisagée dans les forêts communautaires; mais dans la pratique, elle n'est pas encore encrée dans les habitudes.

Élevage et pêche

Généralement, l'élevage est traditionnel. Il est constitué de volailles, des porcs, de quelques têtes de bœufs, des moutons et chèvres. Les animaux sont généralement laissés en divagation et sont destinés à satisfaire des besoins socio-culturels (consommation à des occasions spéciales). Quelques éleveurs veulent se lancer dans l'élevage en claustration moderne mais sont limités par le manque d'encadrement technique, la rareté des appuis financiers et surtout l'insuffisance d'informations.

La pêche est pratiquée soit par les hommes (à la ligne ou au filet) soit par les femmes (au barrage ou à la nasse). Il faut noter pour le déplorer l'apparition de certaines espèces de poissons appelées « poissons courants » qui chassent les autres espèces qui jadis existaient. La pratique de la pisciculture reste encore peu développée faute de moyens et de connaissances.

Chasse

C'est une pratique très présente dans la Commune. La technique la plus utilisée reste le piégeage. La chasse au fusil plus prolifique reste le privilège des personnes aux revenus au-dessus de la moyenne. Bien qu'elle soit illicite, la vente du gibier se pratique régulièrement, mais son caractère illégal rend difficile l'estimation de sa contribution au revenu du ménage. Cependant, il est à noter que l'importance de cette activité dépasse les aspects alimentaire et économique ; elle a une valeur sociale et culturelle considérable. Un bon chasseur véhicule des valeurs telles que : le courage, l'habileté, la force, la sagesse, etc.

Les espèces les plus chassées sont : Rat, porc-épic, pangolin, lièvre, biche, antilope, singe, hérisson.

Exploitation forestière

Il existe deux (02) Unités Forestières d'Aménagement (UFA) dans la Commune d'une superficie totale de 389,426 km² : soit 171,281 km² pour la 09-018 et 118,145 km² pour la 09-017. La Commune est aussi dotée d'une Vente de Coupe : la VC 09-02-185 d'une superficie de 7,1997 km². Ces UFA sont exploitées par des opérateurs économiques intervenant dans la filière qui reversent les taxes issues de cette activité à l'Etat. Il existe aussi une Forêt Communautaire (FC) attribuée de 21,3843 Km² dans la zone Sud-Est de la Commune et chevauchant la Commune de Mvangan. Seulement on note aussi une exploitation frauduleuse du bois. Le processus d'attribution de la Forêt Communale est en cours ; la Commune recherche un partenaire pour le financement de l'élaboration du plan de gestion (réalisation de l'enquête socio économique et inventaire forestier entre autres).

Collecte des produits forestiers non ligneux

La collecte des produits forestiers non ligneux (PFNL) est une activité largement pratiquée ; seulement son impact est sous-estimé par la population. Les principaux produits collectés servent à l'alimentation, à la pharmacopée traditionnelle et quelques fois à la vente. Parmi les PFNL collectés nous retenons les principaux que sont : la mangue sauvage « Ndo'o », le Ndjanssang, l'Ebaé, les fruits de Moabi, le raphia, le rotin, les feuilles et écorces diverses.

Certains PFNL font déjà l'objet d'une domestication ; c'est le cas de l'ébam dont on utilise les écorces et les fruits pour soigner le paludisme ; ou du Ndo'o dont un champ d'expérimentation de 2 ha est mis en place à Koungoulou Ngoé.



PHOTO1 : Une plante d'Ebam domestiquée

Artisanat

La Commune regorge de quelques artisans travaillant sur le bois ou les produits forestiers non ligneux. Ils fabriquent principalement des mortiers et pilons, les paniers, les nasses et même quelques meubles (chaises en rotin). Seulement, cette activité n'est pas compétitive et ne connaît pas un engouement de la part des jeunes pour sa pérennisation.

Commerce

L'activité commerciale peut revêtir trois types dans la Commune :

- Le petit commerce pratiqué par les hommes et les femmes. Il s'agit de la vente en détail des produits de première nécessité (pétrole, savon, sel, boissons,...etc.).
- La vente régulière des produits vivriers (Plantain, macabo, manioc et ses dérivés, arachide, etc.) ainsi que les produits d'élevage et les produits forestiers non ligneux se fait généralement par les femmes vers les villes d'Ebolowa, de Mengong et de Mvangan.
- La vente des produits de la chasse et du bois d'œuvre qui concerne beaucoup plus les hommes.

Services (banque, transport, etc ;)/Secteur privé.

Le secteur privé en général et même celui des services restent pratiquement inexistantes : aucune banque, aucun secrétariat informatique, pas de salon de coiffure, le transport reste inter urbain Ebolowa- Mvangan.

Autres activités économiques

Dans la Commune de BIWONG-BULU, d'autres activités économiques sont menées telles que l'extraction du sable dans des villages comme : Mvong, Sonkoé

3.4. Principales infrastructures par secteur

N°	Secteur	Infrastructures
1	AGRICULTURE	Délégation d'Arrondissement 06 postes agricoles 01 CEAC
2	FORET ET FAUNE	01 Poste forestier
3	ADMINISTRATION TERRITORIALE, DECENTRALISATION ET MAINTIEN DE L'ORDRE	01 hôtel de ville une sous préfecture en construction
4	EDUCATION DE BASE	28 écoles primaires 07 écoles maternelles
5	ENSEIGNEMENT SECONDAIRE	01 lycée 03 CES 01 CETIC
6	SANTE	06 CSI 02 centres de santé privés 01 CMA
7	EAU ET ENERGIE	05 forages 31 Puits 03 sources
8	TRAVAUX PUBLICS	175 Km de route de réseau routier prioritaire (route RD 39)
9	POSTE ET TELECOMMUNICATION	02 télé centres communautaires

3.5. Principales potentialités et ressources de la Commune

- 1) Proximité du Chef-lieu de la Région du Sud (Ebolowa est à 50 Km) ;
- 2) Présence de la forêt, avec possibilité de pratique de l'agriculture et de valorisation des ressources forestières ;



PHOTO2 : une exploitation de moyenne importance

- 3) Disponibilité des terres fertiles pour l'agriculture ;
- 4) Existence des forêts de production (UFA) et Vente de Coupe avec comme retombée la Redevance Forestière Annuelle (RFA);
- 5) Dense réseau hydrographique ; dégageant des zones propices à la pratique de la pisciculture ;
- 6) Populations dynamiques et innovantes ;
- 7) Cadre réglementaire et législatif favorable (Lois et Actes sur la décentralisation) ;
- 8) Existence du réseau de communication téléphonique par endroits.

4. SYNTHÈSE DES RESULTATS DU DIAGNOSTIC

4.1 Synthèse du DIC

4.1.1. Forces et Faiblesses

Tableau 7 : Forces et faiblesses de l'institution Communale

Thème	Etat des lieux	Forces	Faiblesses
RESSOURCES HUMAINES	(08) agents communaux dont 03 hommes et 05 femmes. 06 agents permanents dont 03 femmes et 03 hommes. 02 agents temporaires	<ol style="list-style-type: none"> 1. Existence des contrats de travail et d'un plan de carrière (avancements); 2. Répartition des tâches entre le maire et ses adjoints ; 3. Bonne définition des tâches 4. Bonne procédure de recrutement du personnel (Conseil municipal) 5. Effectif du personnel acceptable 	<ol style="list-style-type: none"> 1. La non application de l'organigramme ; 2. Effectif insuffisant en quantité et en qualité ; 3. Absence d'un plan de formation du personnel 4. Absence de règlement intérieur ; 5. Absence d'un cadre de concertation du personnel ; 6. Arriérés de salaires et d'indemnités
RESSOURCES FINANCIERES	Les recettes budgétaires sont constituées par les recettes fiscales (impôt libérateur, RFA) pour moins de 71 millions FCFA /an, les C.A.C. pour environ 40 millions FCFA/an, les taxes communales indirectes (taxe d'abattage, droits de fourrière, droit de place, stationnement, publicité, etc.) pour moins de 760 000 FCFA/an, les produits de l'exploitation du domaine et des services communaux (locations, prestations de services, etc.) néant. Budget en augmentation entre 2008 et 2010, mais restant toujours inférieur à 100 millionsFCFA / exercice.	<ol style="list-style-type: none"> 1. Existence des sources de financement externes (subventions FEICOM, PNDP, CAC) 2. Existence de la RFA, 3. Existence de la logistique de collecte des recettes 4. Existence d'un coffre fort et d'un compte bancaire pour la sécurisation des fonds ; 5. Rôles bien définis dans la gestion des fonds : Maire=ordonnateur principal ; 6. Existence d'une nomenclature budgétaire réglementaire ; 7. Bonne méthodologie d'élaboration du budget (sur la base des recettes réelles); 8. Existence d'une commission de passation des marchés 	<ol style="list-style-type: none"> 1. Insuffisance de partenariats (ONG, Sectoriels, opérateurs économiques) ; 2. Insuffisance de capacités des conseillers dans l'adoption des budgets et comptes administratifs 3. Faible taux de recouvrement de recettes locales 4. Difficulté d'application de l'impôt libérateur en milieu paysan ; 5. Inefficacité des responsables de recouvrement des recettes; 6. Endettement de la Commune auprès du FEICOM (baisse de CAC)
PATRIMOINE	01 pick up Toyota 4 x 4 Hilux, 01 Groupe électrogène, 03 Motos, 01 bâtiment servant d'hôtel de ville, 02 ordinateurs complets, 01 ordinateur portable et 04 tronçonneuses.	<ol style="list-style-type: none"> 1. Existence d'un véhicule et de 02 motos; 2. Existence d'un hôtel de ville équipé ; 3. Existence d'un équipement informatique 	<ol style="list-style-type: none"> 1. Absence d'un service de maintenance ; 2. Absence d'une bibliothèque municipale ; 3. Absence d'un mode de contrôle du patrimoine ; 4. Manque de lotissement communal.

			5. Absence d'un cimetière municipal
RELATIONS EXTERIEURES	L'exécutif et les agents communaux de BIWONG-BULU entretiennent certes de bonnes relations avec l'extérieur ; cependant, en dehors de la relation avec le PNDP et le FEICOM, la Commune de BIWONG-BULU en tant qu'institution n'a de relation formelle ni avec les services étatiques locaux, ni avec des organisations de la société civile (ONG) et encore moins avec une Commune extérieure (Jumelage).	<ol style="list-style-type: none"> 1. Disponibilité des autres acteurs ; 2. Existence des relations avec des partenaires (FEICOM, PNDP); 	<ol style="list-style-type: none"> 1. Inexistence de relation de partenariat avec les services techniques, les producteurs et autres acteurs à la base 2. Inexistence des relations avec l'extérieur (jumelage) ; 3. Manque de services techniques communaux
ORGANES / SERVICES DE LA COMMUNE	21 conseillers sur les 25, un maire et deux adjoints pour 06 commissions techniques dont : La commission des affaires sociales, La commission de la coopération et de la décentralisation, La commission de développement, La commission de la communication, des sports et des affaires culturelles, La commission des finances et la commission des grands travaux	<ol style="list-style-type: none"> 1. Procédures de convocation du conseil conforme à la loi ; 2. Taux de participation au conseil élevé ; 3. Tenue des sessions du conseil conforme à la loi ; 4. Existence des commissions techniques au sein du conseil 5. Présence et implication de l'autorité administrative ; 6. Exécutif municipal pourvu ; 	<ol style="list-style-type: none"> 1. Disfonctionnements des commissions techniques au sein du conseil 2. Mauvaise organisation des services communaux 3. Manque de formation des conseillers et de l'exécutif communal en procédures, réglementation et fonctionnement de la Commune.

4.1.2. Axes de renforcement de la Commune

Tableau 8 : axes de renforcement de la Commune

Activités	Tâches	Indicateurs	Responsable	Partenaire
Adoption d'un profil de carrière pour les agents	- avancements - promotions régulières - Stabilisation de l'emploi	Un profil de carrière disponible	Commune	Etat
Adoption d'un règlement intérieur	Elaboration d'un règlement intérieur	Règlement intérieur élaboré	Commune	Etat
Mise en place d'une nouvelle politique de recrutement	- Elaboration des critères de recrutement	Manuel de recrutement est élaboré	Commune	Services déconcentrés
Développement des stratégies de communications internes et externes	- Réunion mensuelle de mise au point - Autres voies de communication	Arrêté Communal instituant les réunions mensuelles Nombre de réunions mensuelles tenues PV de séance	Commune	Etat et acteurs de la société civile
Organisation des formations du personnel communal et du conseil municipal	- Renforcement des capacités - Organisation des séminaires et ateliers de formation	Nombre de CM et AC formés	Commune	Etat, Société civile et PNDP
Développement de nouvelles sources de financement du budget de la commune	- Elargissement du fichier des contribuables - Création de nouvelles sources de financement du budget	Le fichier des contribuables est amélioré D'autres sources de financement du budget sont identifiées	Commune	Services techniques déconcentrés, acteurs de la société civile, d'autres programmes tels que le PNDP
Publication du budget communal	Afficher le budget communal sur les tableaux	Nombre de personnes ayant connaissance du budget communal	Commune	
Développement des stratégies pour le recouvrement des taxes fiscales et patentes	Recrutement d'un agent chargé de recouvrement	Contrat avec l'agent de recouvrement	Commune	Services techniques, PNDP
Création d'un organe de gestion des conflits dans l'institution communale	Elaboration de l'arrêté communal portant création d'un organe de gestion de conflit dans la commune	Arrêté communal et PV de constitution de l'organe disponibles	Commune	Etat et PNDP
Renforcement des relations avec les services déconcentrés de l'Etat de l'arrondissement	Elaboration des accords de partenariat Implication des services dans les activités de la commune	Nombre de partenariat signés avec les services déconcentrés de la commune PV de travaux avec les services déconcentrés	Commune	Etat
Amélioration du suivi du patrimoine communal	Elaboration des termes de références d'un magasinier communal	Contrat signé du recrutement d'un magasinier	Commune	Etat
Dotation de la commune en matériel logistique (véhicule de liaison)	Négocier des partenariats	Des partenariats sont établis avec d'autres structures pour une fourniture de matériel et logistique	Commune	Partenaires privés
Création des comités de suivi pour une meilleure gestion des biens communaux	Elaboration de l'arrêté portant création du comité de suivi	Acte de création du comité et PV de séance	Commune	Services techniques, PNDP et d'autres partenaires

4.2. Principaux problèmes et besoins identifiés et consolidés par secteur

Tableau 9 : SECTEUR 1 AGRICULTURE

Villages	Problème	Causes	effets	Besoins exprimés
Tous les villages	Faible production et productivité agricoles	<ul style="list-style-type: none"> • Insuffisance des pesticides • Eloignement des terres fertiles • Difficulté d'accès aux exploitations • Insuffisance d'encadrement technique • Absence des semences améliorées • Pénibilité des travaux agricoles • Manque d'organisation • Difficulté d'Abattage • Vieillesse des plantations 	<ul style="list-style-type: none"> • Diminution des superficies cultivées • Faible production agricole • Faible revenus • Pauvreté • Famine 	<ul style="list-style-type: none"> • Construction de 25 Km de piste agricole ; • Affectation du personnel d'encadrement ; • Formation des producteurs agricoles aux techniques innovantes ; • Promotion des regroupements des producteurs par filières ; • Octroi des financements aux producteurs agricoles ;

Tableau 10 : SECTEUR 2 ELEVAGE, PECHE ET INDUSTRIES ANIMALES

Villages	Problème	Causes	effets	Besoins exprimés
Tous les villages	Faible production animale	<ul style="list-style-type: none"> • Insuffisance d'encadrement technique • Absence des espèces améliorées • Manque d'organisation 	<ul style="list-style-type: none"> • Faible production • Faible revenus • Pauvreté • Malnutrition • Famine 	Création de 05 centres zootechniques et Affectation du personnel d'encadrement ; Formations ; Octroi des financements.
	Faible production halieutique	<ul style="list-style-type: none"> • Insuffisance d'encadrement technique • Absence des espèces améliorées • Manque d'organisation 	<ul style="list-style-type: none"> • Faible production • Faible revenus • Pauvreté • Malnutrition • Famine 	Organisations des formations en techniques pisciculture Création des étangs piscicoles Appuis financiers et techniques

Tableau 11 : SECTEUR 3 DOMAINES ET AFFAIRES FONCIERES

villages	Problèmes	Causes	Effets	Besoins exprimés
Tous les villages	Difficultés d'accès aux titres fonciers et aux titres de propriété	<ul style="list-style-type: none"> • Manque d'information • Négligence • Manque d'autorités des chefs traditionnels • Faible niveau de sensibilisation des populations sur les procédures foncières • Absence d'un lotissement communal 	<ul style="list-style-type: none"> • Présence des litiges fonciers • Rareté des terres • Exode rural • Risque de déguerpissement sans dédommagement • Conflits entre les villages voisins 	<ul style="list-style-type: none"> - Formation et sensibilisation des populations par le MINDAF - Création d'un lotissement communal

Tableau 12 : SECTEUR 4 DEVELOPPEMENT URBAIN ET DE L'HABITAT

Village	Problèmes	Causes	Effets	Besoins exprimés
BIWONG BULU	Urbanisation embryonnaire	<ul style="list-style-type: none"> Mise en œuvre du plan d'urbanisation en attente Absence de la quasi-totalité des infrastructures urbaines Voirie urbaine non aménagée 	<ul style="list-style-type: none"> Insalubrité Habitat anarchique Exode rural 	Validation et Mise en œuvre du plan d'urbanisation

Tableau 13 : SECTEUR 5 : ENVIRONNEMENT ET PROTECTION DE LA NATURE

Village	Problèmes	Causes	Effets	Besoins exprimés
Tous les villages	Insalubrité	<ul style="list-style-type: none"> Paresse Exode rural Insuffisance de sensibilisation 	<ul style="list-style-type: none"> Maladies Augmentation des dépenses liées à la santé Diminution de la force de travail 	RAS
Tous les villages	La non prise en compte des aspects socio-environnementaux	<ul style="list-style-type: none"> Manque de sensibilisation Pas d'activité de reboisement Mauvaise gestion des ressources naturelles Mauvaise foi des utilisateurs de la forêt Coupe abusive du bois 	<ul style="list-style-type: none"> Déforestation Nuisance sonore Erosion des flancs de collines Changement climatique 	Sensibilisation vulgarisation et formation par les OSC et partenariat avec la Commune et le MINEP

Tableau 14 : SECTEUR 6 : FORET ET FAUNE

Villages	Problèmes	Causes	Effets	Besoins exprimés
Tous les villages	Déforestation	<ul style="list-style-type: none"> Méconnaissance de la valeur des essences Exploitation frauduleuse de l'essence forestière Ignorance de la législation en vigueur Sous information Pauvreté 	<ul style="list-style-type: none"> Disparition de certaines essences végétales et espèces animales Rareté de certaines espèces fauniques et forestières 	<ul style="list-style-type: none"> Attribution de six (06) forêts communautaires Sensibilisation et appuis dans la domestication des PFNL

Tableau 15 : SECTEUR 7 ADMINISTRATION TERRITORIALE, DECENTRALISATION ET MAINTIEN DE L'ORDRE

villages	problèmes	Causes	Effets	Besoins exprimés
Tous les villages	Difficultés d'accès aux actes d'Etat civil	<ul style="list-style-type: none"> Eloignement du centre d'état civil Indisponibilité de l'officier d'état civil Vacances 	<ul style="list-style-type: none"> Promotion de l'union libre Enfants sans actes de naissances Déperdition scolaire Sous scolarisation 	Création de 04 centres d'état civil

Tous les villages	Insécurité	<ul style="list-style-type: none"> Désœuvrement des jeunes Consommation abusive d'alcool et des drogues 	<ul style="list-style-type: none"> Sous emplois Vol Bagarres inectives 	<p>Implantation et couverture de la Commune par les Forces de maintien de l'ordre</p> <p>Encadrement de la jeunesse</p>
	Faible développement institutionnel de la Commune	<ul style="list-style-type: none"> Insuffisance du personnel qualifié ; Faible capacité financière et managériale ; Non valorisation du potentiel relationnel ; Difficultés de mobilisation des recettes communales ; Faible maîtrise du patrimoine communal Faible patrimoine communal Ignorance du rôle du conseil municipal par les conseillers Faiblesse du mécanisme de recouvrement des créances Faible capacité de mobilisation des ressources propres 	<ul style="list-style-type: none"> 	<p>Augmentation des allocations par la tutelle</p> <p>Transfert complet des moyens sectoriels</p>

Tableau 16 : SECTEUR 8 EDUCATION DE BASE

Villages	Problème	Causes	effets	Besoins exprimés
Tous les villages	Difficultés d'accès à l'éducation de base de qualité	<ul style="list-style-type: none"> Insuffisance du personnel enseignant qualifié Insuffisance des salles de classe Non réfection des bâtiments et salles de classe dégradées Faible niveau d'équipement des salles de classe Absence d'écoles maternelles Accès limité au matériel didactique (élèves et enseignants) Aires de jeux non aménagées Insuffisance de latrines et points d'eau potable dans les écoles Faible intérêt des parents pour l'éducation des enfants Eloignement des structures scolaires ; Insuffisances des revenus ; 	<ul style="list-style-type: none"> Sous-scolarisation Analphabétisme Délinquance juvénile Difficulté d'insertion socioprofessionnelle des jeunes Prostitution Calendrier scolaire inachevée Programme scolaire non couvert Scolarisation tardive Dépenses élevées Pertes de valeurs culturelles 	<p>Création/construction et équipement de 10 écoles maternelles et 06 écoles primaires</p> <p>Construction et équipement de 103 salles de classes</p> <p>Aménagement de 43 établissements scolaires (reboisement, Construction puits, latrines et aires de jeu) ;</p> <p>Construction d'une inspection d'arrondissement ;</p> <p>Construction de 105 logements pour enseignants ;</p> <p>Réfection et réhabilitation des infrastructures.</p>

Tableau 17 : SECTEUR 9 ENSEIGNEMENTS SECONDAIRES

Villages	Problème	Causes	effets	Besoins exprimés
Tous les villages	Difficultés d'accès à un enseignement secondaire de qualité	<ul style="list-style-type: none"> • Insuffisance du personnel enseignant qualifié • Insuffisance des salles de classe • Faible niveau d'équipement des salles de classe • Absence d'établissements • Accès limité au matériel didactique (élèves et enseignants) • Absence de bibliothèques scolaires fonctionnelles • Aires de jeux non aménagées • Insuffisance de latrines et points d'eau potable dans les établissements existants • Eloignement de structures scolaires existantes; • Insuffisances des revenus ; 	<ul style="list-style-type: none"> • Sous-scolarisation • Délinquance juvénile • Difficulté d'insertion socioprofessionnelle des jeunes • Prostitution • Programme scolaire non couvert • Dépenses élevées • Pertes de valeurs culturelles 	Transformation du CES de Biwong-Bulu en Lycée ; Création de 02 CES (Biboulmam et Biba yévol) ; Création d'un CETIC à Sonkoé construction/construction et équipement de 25 salles de classes ; aménagement des établissements scolaires (reboisement, Constructions puits, latrines et aires de jeu) ; Construction de 10 logements pour enseignants

Tableau 18 : SECTEUR 10 ENSEIGNEMENT SUPERIEUR

Village	Problèmes	Causes	Effets	Besoins exprimés
Tous les villages	Difficultés à accéder à l'enseignement supérieur	<ul style="list-style-type: none"> • Absence d'université • Manque de moyens financiers de la Commune • Insuffisance des revenus des parents • Eloignement des institutions universitaires 	<ul style="list-style-type: none"> • Difficulté d'insertion socioprofessionnelle des jeunes • Coûts élevés des études • Abandon des études • Délinquance juvénile et sénile • Sous-développement • Nombre insuffisant des élites intellectuelles 	Octroyer des bourses aux jeunes diplômés de la Commune Construction de mini cité dans les universités d'Etat

Tableau 19 : SECTEUR 11 SANTE PUBLIQUE

Villages	Problème	Causes	effets	Besoins exprimés
Tous les villages	Difficultés d'accès aux soins de santé de qualité	<ul style="list-style-type: none"> • Eloignement des structures sanitaires • Insuffisance des revenus • Inexistence d'un centre de santé • Inexistence d'un CLLS • Faible couverture sanitaire • Insuffisance du personnel soignant qualifié • Equipement insuffisant des formations 	<ul style="list-style-type: none"> • Diminution de la force de travail • Baisse de la production • Baisse des revenus • Automédication • Mortalité 	<ul style="list-style-type: none"> • Création de deux CSI à Biboulmam et Ongol • Réhabilitation de deux bâtiments de CSI • construction et équipement de 05 CSI • Sensibilisation aux IST/VIH/SIDA • Affectation du personnel soignant

		sanitaires • Faible accès aux médicaments		
--	--	--	--	--

Tableau 20 : SECTEUR 12 EAU et ENERGIE

Villages	Problème	Causes	effets	Besoins exprimés
Majorité des villages	Difficultés d'accès à l'eau potable	<ul style="list-style-type: none"> Eloignement des points d'eau Manque d'organisation Inexistence des points d'eau potable 	<ul style="list-style-type: none"> Prolifération des maladies hydriques Augmentation des dépenses liées à la santé Diminution de la force de travail Baisse de la production Baisse des revenus Pauvreté 	Formation en technique de traitement de l'eau Construction de 05 forages, 95 puits et aménagement de 06 sources
	Inexistence d'un réseau électrique	<ul style="list-style-type: none"> Eloignement du réseau AES SONEL Retard dans la programmation gouvernementale 	<ul style="list-style-type: none"> Non utilisation du matériel électroménager Sous information 	Electrification de 150 km

Tableau 21 : SECTEUR 13 TRAVAUX PUBLICS

Villages	Problème	Causes	effets	Besoins exprimés
Majorité des villages	<ul style="list-style-type: none"> Enclavement des villages de la Commune 	<ul style="list-style-type: none"> Mauvais état des routes Entretien irrégulier et insuffisant des routes Retard dans la programmation gouvernementale Insuffisance des moyens de la Commune 	<ul style="list-style-type: none"> Coût élevé du transport des personnes et des biens Cherté des produits de première nécessité Ecoulement difficile des produits agropastoraux Difficulté de déplacement des personnes et des biens Surcharge des passagers et bagages Perte des opportunités 	<ul style="list-style-type: none"> Reprofilage régulier des deux axes routiers soit 175 km Ouverture de 25 km de route

Tableau 22 : SECTEUR 14 AFFAIRES SOCIALES

Villages	Problème	Causes	effets	Besoins exprimés
Tous les villages	Faible encadrement des populations défavorisées	<ul style="list-style-type: none"> Inexistence d'un fichier des nécessiteux de la Commune Absence de structures d'encadrements (privée ou publique) Manque du personnel d'encadrement 	<ul style="list-style-type: none"> Troubles psychologiques Délinquance juvénile 	Appuis des personnes vulnérables, Création/construction et équipement d'un centre social Affectation de 02 travailleurs sociaux

Tableau 23 : SECTEUR 15 PROMOTION DE LA FEMME ET DE LA FAMILLE

Villages	Problème	Causes	effets	Besoins exprimés
Tous les villages	Concubinage	Société patriarcale Ignorance des droits de la femme	<ul style="list-style-type: none"> • Difficulté d'accès à l'héritage • Paupérisation des veuves • Chosification de la femme 	Sensibilisation sur les droits des femmes Organisation des mariages collectifs
	Dépendance de la femme	<ul style="list-style-type: none"> • Société patriarcale • Absence de dialogue • Faible pouvoir économique de la femme • Faible représentativité et participation de la femme dans les instances de décisions • Fort attachement à la tradition/Poids culturel 	<ul style="list-style-type: none"> • Fragilisation de la gente féminine • Dépravation des mœurs • Relâchement de l'encadrement de la famille • Prolifération du phénomène des filles-mères et enfants abandonnés • Exode rural 	Construction de la délégation d'Arrondissement Construction et équipement des résidences d'astreintes pour les femmes et familles en détresse Construction et équipement des centres de promotion de la femme et de la famille à :Biwong Bulu, Nselang, Nkoétyé. Affectation d'un fonds d'appui aux CPFF

Tableau 24 : SECTEUR 16 JEUNESSE

Villages	Problème	Causes	effets	Besoins exprimés
Tous les villages	Encadrement insuffisant des jeunes	<ul style="list-style-type: none"> • Analphabétisme accentué • Incivisme des jeunes • Absence des structures d'encadrement • Faible capacité entrepreneuriale • Faible accès au financement • Faible mobilisation des jeunes autour des activités génératrices des revenus (AGR) • Pauvreté des parents • Insuffisance de formateurs • Conflit de générations • Exode rural • Sorcellerie 	<ul style="list-style-type: none"> • Désœuvrement et oisiveté • Déperdition scolaire • Délinquance juvénile • Dépravation des mœurs • Consommation abusive d'alcool et des drogues • Propagation des IST/VIH/SIDA • Chômage 	<ul style="list-style-type: none"> - Construction délégation d'arrondissement ; - Création, construction et équipement d'un CMPJ ; - Création et équipement d'un foyer des jeunes - Appui PAJER-U

Tableau 25 : SECTEUR 17 SPORTS ET EDUCATION PHYSIQUE

Village	Problèmes	Causes	Effets	Besoins exprimés
Tous les villages	Absence d'infrastructures	<ul style="list-style-type: none"> • manque de moyens financiers et techniques 	<ul style="list-style-type: none"> • faible pratique du sport • faible essor de certaines 	Aménagement des aires de pratiques des sports

	sportives adéquates	<ul style="list-style-type: none"> manque d'organisation retard de la programmation gouvernementale 	disciplines sportives <ul style="list-style-type: none"> insuffisance de valorisation des talents non détectés 	Encadrement de proximité
--	---------------------	---	---	--------------------------

Tableau 26 : SECTEUR 18 TRANSPORT

villages	Problèmes	Causes	Effets	Besoins exprimés
Tous les villages	Précarité des conditions de transport	<ul style="list-style-type: none"> Mauvais état des routes inexistence d'une gare routière aménagée Inexistence d'agences de voyage Non respect de la réglementation en matière de transport Forte spéculation sur les prix de transport Etat défectueux des véhicules utilisés par les transporteurs Surcharge des véhicules de transport Automobilistes en marge de la réglementation Non respect du code de la route par les automobilistes et les autres usagers 	<ul style="list-style-type: none"> Risques d'Accidents de circulation très élevés Coût élevé de transport Usagers exposés aux intempéries aux lieux d'attente des véhicules Insécurité routière 	Promotion du transport inter urbain et urbain Construction d'une gare routière Acquisition de deux véhicules de transport en commun

Tableau 27 : SECTEUR 19 EMPLOI ET FORMATION PROFESSIONNELLE

Village	Problèmes	Causes	Effets	Besoins exprimés
Tous les villages	Sous emploi	<ul style="list-style-type: none"> Inadéquation formation-emplois Inexistence des structures d'insertion professionnelle Sous scolarisation Faible capacité entrepreneuriale 	<ul style="list-style-type: none"> Prolifération du secteur informel Exode rural 	Création/construction et équipement d'une institution d'enseignement technique et professionnelle Encadrement et recherche des opportunités (PIASI, FNE)

Tableau 28 : SECTEUR 20 PETITES ET MOYENNES ENTREPRISES, ECONOMIE SOCIALE ET ARTISANAT

Villages	Problème	Causes	effets	Besoins exprimés
Tous les villages	Faible compétitivité des produits de l'artisanat	Insuffisance de moyens techniques et financiers Manque d'encadrement Insuffisance des capacités	<ul style="list-style-type: none"> Produits rudimentaires Difficultés de commercialisation Faible rendement Découragement Rupture dans la transmission de l'art 	Renforcement des capacités Appuis matériel et financier MINPMEESA

Tableau 29 : SECTEUR 21 RECHERCHE SCIENTIFIQUE ET INNOVATIONS

Village	Problèmes	Causes	Effets	Besoins exprimés
Tous les villages	Difficultés d'accès aux innovations	<ul style="list-style-type: none"> éloignement des structures de recherche 	<ul style="list-style-type: none"> utilisation du matériel végétal et animal peu 	Sensibilisation Formation

		<ul style="list-style-type: none"> faible diffusion des innovations coûts prohibitifs des innovations insuffisance des revenus 	performant ou non amélioré <ul style="list-style-type: none"> faible production et productivité agricole et animale baisse des revenus 	Promotion et diffusion des innovations
--	--	---	--	--

Tableau 30 : SECTEUR 22 TOURISME

Villages	Problème	Causes	effets	Besoins exprimés
Tous les villages	Absence de valorisation du potentiel touristique	Méconnaissance du potentiel Non aménagement des sites touristiques Enclavement Quasi inexistance des infrastructures touristiques	<ul style="list-style-type: none"> Absence d'un fichier du potentiel Faible attraction des touristes Baisse des revenus 	Elaboration et tenue d'un fichier du potentiel Viabilisation des sites touristiques Promotion du potentiel

Tableau 31 : SECTEUR 23 CULTURE

Villages	Problème	Causes	effets	Besoins exprimés
Tous les villages	Pertes des valeurs culturelles	<ul style="list-style-type: none"> Exode rural Absence d'un cadre de concertation adultes-jeunes Faible capacité de promotion et de développement des initiatives culturelles Absence d'infrastructures socioculturelles Faible capacité organisationnelle et financière Absence d'encadrement 	<ul style="list-style-type: none"> Extraversion Non contribution de la culture à l'économie locale Dépravation de la culture locale Délinquance 	Organisation et encadrement des événements culturels Construction et équipement des foyers communautaires

Tableau 32 : SECTEUR 24 MINES ET DEVELOPPEMENT INDUSTRIEL

Villages	Problème	Causes	effets	Besoins exprimés
Tous les villages	Inexistence des activités du secteur industriel et minier	Manque de capacités Insuffisance des moyens techniques et financiers Inexistence d'un fichier des ressources existantes	<ul style="list-style-type: none"> Méconnaissance de la ressource Sous exploitation du potentiel Paupérisation des populations riveraines 	Elaboration et tenue du fichier des potentialités Renforcement des capacités Appui matériel et financier Valorisation du potentiel

Tableau 33 : SECTEUR 25 COMMERCE

villages	Problèmes	Causes	Effets	Besoins exprimés
	Coxage du cacao	<ul style="list-style-type: none"> Manque d'organisation Acheteurs véreux 	<ul style="list-style-type: none"> Baisse des revenus Pauvreté 	Appui à la mise en place des marchés périodique et d'un fond de péréquation

Tous les villages		<ul style="list-style-type: none"> • Faible production • Impatience des producteurs 	<ul style="list-style-type: none"> • Non maîtrise des statistiques de production • Ventes non organisées 	
-------------------	--	---	--	--

Tableau 34 : SECTEUR 26 POSTES ET TELECOMMUNICATION

villages	Problèmes	Causes	Effets	Besoins exprimés
Tous les villages	Faible couverture des réseaux téléphoniques	Eloignement des antennes de relais	<ul style="list-style-type: none"> • Insuffisance de communication • Difficultés d'accès au TIC • Sous information • Pertes des opportunités 	Création, construction et équipement d'un bureau CAMPOST Installation des antennes relais Promotion de la couverture d'internet

Tableau 35 : SECTEUR 27 COMMUNICATION

Villages	Problèmes	Causes	Effets	Besoins exprimés
Tous les villages	Faible couverture des réseaux radio/télé	Eloignement des antennes de relais Absence d'une radio communautaire Insuffisance des moyens techniques et financiers	<ul style="list-style-type: none"> • Pertes des opportunités • Sous information • Difficultés de relayer l'information 	Installation des antennes relais Création/construction et équipement d'une radio communautaire communale

Tableau 36 : SECTEUR 28 TRAVAIL ET SECURITE SOCIALE

Village	Problèmes	Causes	Effets	Besoins exprimés
Tous les villages	Insécurité sociale des agriculteurs	<ul style="list-style-type: none"> • Non couverture par la CNPS • Inexistence d'assurance (vieillesse, maladie) 	<ul style="list-style-type: none"> • Pas d'allocation familiale • Pas d'indemnisation des accidents de travail • Pas de pension vieillesse • Indigence • pauvreté 	Couverture sociale des agriculteurs

5. PLANIFICATION STRATEGIQUE

5.1. Vision et objectifs du PCD

5.1.1. vision

Au vu des opportunités et contraintes externes identifiées ci-dessus et compte tenu du challenge des collectivités territoriales décentralisées avec la décentralisation, la Commune de BIWONG-BULU s'est positionnée en définissant sa vision et ses objectifs/missions.

«À l'horizon 2035, BIWONG-BULU est devenu une grange agro-sylvo-pastorale de la Région du Sud Cameroun et de la sous-région Afrique Centrale, dans une cité bien urbanisée, sous le pilotage d'une institution Communale dotée de services municipaux compétitifs »

5.1.2. Objectifs

Depuis l'indépendance jusqu'au milieu des années 80, le Cameroun a inscrit sa politique de développement et ses choix d'investissement dans une vision stratégique s'exprimant par le biais des plans quinquennaux de développement économique et social. Cependant, avec la survenue de la crise économique, le Gouvernement a été contraint d'adopter une politique de gestion à très court terme. Cette situation a fortement diminué la capacité d'intervention des pouvoirs publics dans les secteurs économiques et sociaux ; A cet effet, un ensemble de mesures institutionnelles ont été prises. En dépit de l'engagement dans le chantier de la décentralisation, avec la promulgation des textes y afférant et du retour à la planification, l'on a assisté à la multiplication d'actions, à la diversité d'approches de planification et à une implication à des degrés variables des populations bénéficiaires. Cette situation était à l'origine du gaspillage d'énergie et de ressources, des duplications, d'absence de synergie, du manque de cohérence dans les interventions dans le domaine du développement local d'où l'élaboration d'un guide qui vise à fournir un cadre d'harmonisation de cette dynamique avec l'action de l'Etat au niveau central. Il répond à un double souci, celui d'accroître la capacité des acteurs à maîtriser le processus de planification tout comme celui qui consiste à élaborer des plans de développement de qualité. C'est ainsi que de manière spécifique la Commune de BIWONG-BULU vise à :

- **Développer un partenariat actif en vue d'améliorer la qualité des ressources humaines, des organes et des services municipaux ;**
- **Renforcer les capacités techniques et organisationnelles des populations pour la valorisation des ressources et du potentiel agricole, pastoral, piscicole et sylvicole;**
- **Rechercher l'épanouissement des populations dans les domaines de l'éducation, la santé, les travaux publics, l'eau et l'énergie, les sports et loisirs.**

5.2. Cadres Logiques par secteur

Tableau 37 : CL TRAVAUX PUBLICS

Stratégie		Indicateurs par niveaux de la stratégie et Sources		Suppositions	Indicateurs de suppositions et sources		
Niveaux	Formulations	Indicateurs	Sources		Indicateurs	Sources	
Vision, but, Objectif Global : développer les infrastructures routières	Assurer une fonctionnalité optimale des infrastructures	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Niveau de service incluant ouvrages et services de gestion ▪ Au moins 175 km de voies réhabilitées 	Rapports Lettre commande PV de réception	Réalisation des travaux en bonne saison Disponibilité des ressources financières à temps	Période de réalisation Montant alloué	Contrat, réception BIP PV	
Objectif spécifique :	Entretien le réseau prioritaire Etendre le réseau routier	Proportion d'incidents dus à l'état du parc Niveau de fiabilité dans la régularité des flux de biens et de services Niveau de conformité des infrastructures aux standards internationaux de qualité Taux de satisfaction des usagers	Rapports Lettre commande PV de réception	Réalisation des travaux en bonne saison Disponibilité des ressources financières Disponibilité des ressources matérielles et humaines	Période de réalisation Montant alloué Personnel qualifié disponible en nombre suffisant Matériel de travail disponible	Contrat, réception BIP Contrat Rapports PV	
Résultats (Axes stratégiques)	1. Etat du parc amélioré	Au moins 165 km entretenus régulièrement	Rapports Lettre commande PV de réception	Réalisation des travaux en bonne saison Disponibilité des ressources financières Disponibilité des ressources matérielles et humaines	Période de réalisation Montant alloué Personnel qualifié disponible en nombre suffisant Matériel de travail disponible	Contrat, réception BIP Contrat Rapports PV	
	2. Réseau étendu	Extension du réseau routier de 25 km	Rapports d'activités Lettre commande PV de réception	Réalisation des travaux en bonne saison Disponibilité des ressources financières Disponibilité des ressources matérielles et humaines	Période de réalisation Montant alloué Personnel qualifié disponible en nombre suffisant Matériel de travail disponible	Contrat, réception BIP Contrat Rapports PV	
Activités				Cadre estimatif			
Pour R1 :200 000 000		Pour R2 : 100 000 000		Libellés		Montants	
1.1. montage dossier technique		2.1 montage dossier technique		Total investissement		300 000 000	
1.2. dépôt et suivi du dossier		2.2 dépôt et suivi du dossier		Total Fonctionnement		100 000 000	
1.3. processus de passation marché		2.3. processus passation de marché		Imprévus		50 000 000	
1.4. réception des travaux		2.4. réception des travaux		Total estimatif		450 000 000	
1.5. pérennisation		2.5. pérennisation					

Tableau 38 : CL EAU ET ENERGIE

Stratégie		Indicateurs par niveaux de la stratégie et Sources		Suppositions	Indicateurs de suppositions et sources	
Niveaux	Formulations	Indicateurs	Sources		Indicateurs	Sources
Vision, but, Objectif Global : développer les infrastructures d'hydraulique et d'électrification rurales	Assurer une fonctionnalité optimale des infrastructures	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Niveau de service incluant ouvrages et services de gestion ▪ Au moins 5 Forages, 95 puits et 06 sources construits ▪ 150 Km électrifié 	Rapports Lettre commande PV de réception	Disponibilité des ressources	Budget commune	Rapports
Objectif spécifique :	<p>Construire des forages</p> <p>Construire des puits équipés de pompes à motricité humaine</p> <p>Aménager des sources</p> <p>Etendre le réseau électrique</p>	<p>Prévalence des maladies hydriques</p> <p>Niveau de mécanisation des travaux</p> <p>Niveau de conformité des infrastructures aux standards internationaux de qualité</p> <p>Taux de satisfaction des usagers</p>	Rapports Lettre commande PV de réception	Disponibilité des ressources Sous sol favorable Bonne identification des sources Existence du réseau AES SONEL à proximité	Budget commune Distance	Rapports
Résultats (Axes stratégiques)	1. Forages construits	Au moins 05 forages construits	Rapports Lettre commande PV de réception	Disponibilité des ressources	Budget commune	Rapports
	2. Puits construits	95 puits construits	Rapports d'activités Lettre commande PV de réception	Disponibilité des ressources	Budget commune	Rapports
	3. Sources aménagées	06 sources aménagées	Rapports d'activités Lettre commande PV de réception	Disponibilité des ressources	Budget commune	Rapports
	4. Réseau électrique étendu	Réseau électrique étendu de 150 Km	Rapports d'activités Lettre commande PV de réception	Disponibilité des ressources	Budget commune	Rapports
Activités				Cadre estimatif		
Pour R1 :40000000	Pour R2 :570000000	Pour R3 :12000000	Pour R4 :378000000	Libellés		Montants
1.1. montage dossier technique	2.1. montage dossier technique	3.1. montage dossier technique	4.1. montage dossier technique	Total investissement		1 000 000 000
1.2. dépôt et suivi du dossier	2.2. dépôt et suivi du dossier	3.2. dépôt et suivi du dossier	4.2. dépôt et suivi du dossier	Total Fonctionnement		280 000 000
1.3. processus de passation marché	2.3. processus passation de marché	3.3. processus passation de marché	4.3. processus passation de marché	Imprévus		120 000 000
1.4. réception des travaux	2.4. réception des travaux	3.4. réception des travaux	4.4. réception des travaux	Total estimatif		1 400 000 000
1.5. pérennisation	2.5. pérennisation	3.5. pérennisation	4.5. pérennisation			

Tableau 39 : CL TRANSPORT

Stratégie		Indicateurs par niveaux de la stratégie et Sources		Suppositions	Indicateurs de suppositions et sources	
Niveaux	Formulations	Indicateurs	Sources		Indicateurs	Sources

Vision, but, Objectif Global : développer les infrastructures et moyens de transport	Assurer une fonctionnalité optimale des infrastructures	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Niveau de service incluant ouvrages et services de gestion ▪ Au moins 01 agence de voyage implantée ▪ Une gare routière construite 	Rapports Lettre commande PV de réception	Disponibilité des ressources	Budget commune, BIP	Rapports
Objectif spécifique :	Construire une gare routière Organiser le transport interurbain	Niveau de conformité des infrastructures aux standards internationaux de qualité Taux de satisfaction des usagers	Rapports Lettre commande PV de réception	Disponibilité des ressources Adhésion des opérateurs économiques	Budget commune, BIP Nombre d'opérateurs dans le secteur	Rapports
Résultats (Axes stratégiques)	1. Une gare routière construite	Une gare routière fonctionnelle	Rapports Lettre commande PV de réception	Disponibilité des ressources	Budget commune	Rapports
	2. Transport interurbain organisé	Conditions de déplacement améliorées Temps moyen de déplacement réduit Temps d'attente d'un moyen de transport réduit	Rapports d'activités	Collaboration sectoriel et opérateurs privés	Cadre de concertation	Rapports
Activités				Cadre estimatif		
Pour R1 :150000000		Pour R2 :5000000		Libellés	Montants	
1.1. montage dossier technique		2.1 réunion des parties prenantes		Total investissement	150 000 000	
1.2. dépôt et suivi du dossier		2.2 création d'un cadre de concertation		Total Fonctionnement	16 000 000	
1.3. processus de passation marché		2.3. mise en œuvre des résolutions		Imprévu	9 000 000	
1.4. réception des travaux		2.4. suivi évaluation		Total estimatif	175 000 000	
1.5. pérennisation		2.5. pérennisation				

Tableau 40 : CL POSTES ET TELECOMUNICATIONS

Stratégie		Indicateurs par niveaux de la stratégie et Sources		Suppositions	Indicateurs de suppositions et sources	
Niveaux	Formulations	Indicateurs	Sources		Indicateurs	Sources
Vision, but, Objectif Global : développer les infrastructures routières	Assurer une fonctionnalité optimale des infrastructures	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Niveau de service incluant ouvrages et services de gestion ▪ Taux de couverture de la population 	Rapports Lettre commande PV de réception	Possibilité d'extension des infrastructures	Infrastructures existantes	rapports

Objectif spécifique :	Améliorer l'accès aux services Télécoms/TIC Accroissement de l'offre de téléphonie	Taux d'utilisation des infrastructures des télécom par sexe Niveau d'industrialisation dans le secteur des télécoms % du budget alloué à la consommation des moyens de Télécoms/TIC ; Taux de pénétration mobile Taux de pénétration fixe Niveau de conformité des infrastructures aux standards internationaux de qualité Taux de satisfaction des usagers	Rapports Lettre commande PV de réception	Disponibilité des ressources humaines, matérielles et financières	Montant alloué dans le BIP	Journal des projets
Résultats (Axes stratégiques)	Deux antennes de relais installées.	Les hommes et les femmes ont un meilleur accès aux services des télécoms / TIC ; La télé densité s'est accrue	Rapports Lettre commande PV de réception	Disponibilité des ressources humaines, matérielles et financières	Montant alloué dans le BIP	Journal des projets
Activités				Cadre estimatif		
Pour R1 :50000000				Libellés	Montants	
1.1. montage dossier technique				Total investissement	50 000 000	
1.2. dépôt et suivi du dossier				Total Fonctionnement	16 000 000	
1.3. processus de passation marché				Imprévu	3 000 000	
1.4. réception des travaux				Total estimatif	69 000 000	
1.5. pérennisation						

Tableau 41 : CL DEVELOPPEMENT URBAIN ET HABITAT

Stratégie		Indicateurs par niveaux de la stratégie et Sources		Suppositions	Indicateurs de suppositions et sources	
Niveaux	Formulations	Indicateurs	Sources		Indicateurs	Sources
Vision, but, Objectif Global : Améliorer et adapter le dispositif réglementaire de gestion des installations humaine	Assurer une fonctionnalité optimale des infrastructures	Taux de couverture des services Proportion de l'espace urbain bâti aménagé et réglementaire (50%)	Rapports Lettre commande PV de réception	Disponibilité des ressources	Budget commune	Rapports
Objectif spécifique :	Elaborer, approuver et mettre en œuvre des documents de planification urbaine	Niveau de conformité des infrastructures aux standards internationaux de qualité Taux de satisfaction des usagers	Rapports Lettre commande PV de réception	Disponibilité des ressources humaines, matérielles et financières	Budget commune	Rapports
Résultats (Axes stratégiques)	Un plan d'urbanisation mis en œuvre	Plan d'urbanisation approuvé et mis en œuvre	Rapports Lettre commande PV de réception	Disponibilité des ressources humaines, matérielles et financières	Budget commune	Rapports
Activités				Cadre estimatif		
Pour R1 :15370000				Libellés	Montants	
1.1. montage dossier technique				Total investissement	15 370 000	

1.2. dépôt et suivi du dossier	Total Fonctionnement	500 000
1.3. processus d'approbation du plan d'urbanisation	Imprévus	1 537 000
1.4. réception et mis en œuvre	Total estimatif	17 407 000
1.5. suivi et évaluation de la mis en œuvre		

Tableau 42 : CL DOMAINES ET AFFAIRES FONCIERES

Stratégie		Indicateurs par niveaux de la stratégie et Sources		Suppositions	Indicateurs de suppositions et sources	
Niveaux	Formulations	Indicateurs	Sources		Indicateurs	Sources
Vision, but, Objectif Global : Mettre en œuvre des opérations d'urbanisme d'envergure à un cout acceptable par la collectivité	Assurer une fonctionnalité optimale des infrastructures	Taux d'occupation des lotis Nombre de logements collectifs Proportion de la population ventilée par sexe (hommes-femmes) ayant accès aux lots Proportion de l'espace couvert par le lotissement	Rapports	Disponibilité des ressources	Budget commune	Rapports
Objectif spécifique :	Développer des opérations de lotissement à équipement minimum	Nombre de lots Niveau de conformité des infrastructures aux standards internationaux de qualité Taux de satisfaction des usagers	Rapports Actes d'acquisition	Disponibilité des ressources humaines, matérielles et financières	Budget commune	Rapports
Résultats (Axes stratégiques)	Lotissement Communal créé	Lotissement communal exploité 10 HA	Rapports	Disponibilité des ressources humaines, matérielles et financières	Budget commune	Rapports
Activités				Cadre estimatif		
Pour R1 :417750000				Libellés		Montants
1.1. montage dossier technique				Total investissement		417 750 000
1.2. dépôt et suivi du dossier				Total Fonctionnement		500 000
1.3. processus d'acquisition foncière				Imprévus		1 750 000
1.4. réception et aménagement/viabilisation				Total estimatif		420 000 000
1.5. suivi et évaluation						

Tableau 43 : CL MINADER

Stratégie		Indicateurs par niveaux de la stratégie et Sources		Suppositions	Indicateurs de suppositions et sources	
Niveaux	Formulations	Indicateurs	Sources		Indicateurs	Sources

Vision, but, Objectif Global : Intensifier les activités agricoles	Assurer une production durable en quantité et en qualité des filières végétales	Les produits sont compétitifs et gagnent des parts additionnelles sur les marchés sous-régionaux et internationaux. Augmentation de la contribution du secteur agricole à l'économie locale Volume et taux de transformation des produits locaux	Rapports	Personnel qualifié et disponible pour conduire les projets	Expérience en gestion des projets Présence effective sur le terrain	Fichier du service local d'appui
Objectif spécifique :	améliorer la vulgarisation et le conseil agricoles développer les capacités de production des filières appuyer l'installation des jeunes en milieu rural	Ratio de 40 a 50 Organisations des Producteurs agricoles (OPA) par conseiller agricole/vulgarisateur Augmentation des offres des intrants dans les filières prioritaires Taux d'accès aux intrants modernes amélioré Nombre de bénéficiaires nombre de jeunes installés Nombre d'exploitations par filières	Rapports	Existence des producteurs	Activités menées	Rapport d'évaluation
Résultats (Axes stratégiques)	1. Le secteur agricole est plus productif	Doublement de la production agricole en 2014	Rapports Statistiques			
	2. Les filières sont plus productives	Doublement des niveaux de production de 2010 pour les filières stratégiques	Rapports Statistiques	Existence des producteurs	Activités menées et croissance de la production	Rapport d'évaluation
Activités				Cadre estimatif		
Pour R1 :30000000		Pour R2 :120000000		Libellés		Montants
1.1. recensement des jeunes agriculteurs potentiels		2.1 recensement des actifs agricoles		Total investissement		150 000 000
1.2. sélection des jeunes à installer		2.2 choix des filières stratégiques		Total Fonctionnement		8 250 000
1.3. installation des jeunes agriculteurs		2.3. organisation des OPA par filière		Imprévus		10 000 000
1.4. appui technique, matériel et financier		2.4. appui technique, matériel et financier		Total estimatif		168 250 000
1.5. suivi évaluation		2.5. suivi évaluation				

Tableau 44 : CL MINEPIA

Stratégie		Indicateurs par niveaux de la stratégie et Sources		Suppositions	Indicateurs de suppositions et sources	
Niveaux	Formulations	Indicateurs	Sources		Indicateurs	Sources

Vision, but, Objectif Global : Intensifier les activités pastorales et piscicoles	Assurer une production durable en quantité et en qualité des filières animales	Les produits sont compétitifs et gagnent des parts additionnelles sur les marchés sous-régionaux et internationaux. Augmentation de la contribution du secteur élevage à l'économie locale Volume et taux de transformation des produits locaux	Rapports	Tenue des statistiques	Augmentation production et productivité	Rapport statistiques
Objectif spécifique :	améliorer la vulgarisation et le conseil pastoral développer les capacités de production des filières appuyer l'installation des jeunes en milieu rural	Ratio de 40 a 50 Organisations des Producteurs agricoles (OPA) par conseiller pastorale/vulgarisateur Augmentation des offres des intrants dans les filières prioritaires Taux d'accès aux intrants modernes amélioré Nombre de bénéficiaires nombre de jeunes installes Nombre d'exploitations par filières	Rapports	Existence des producteurs	Activités menées et augmentation de la production	Rapport d'évaluation
Résultats (Axes stratégiques)	1. Le secteur pastoral et piscicole est plus productif	Doublement de la production pastorale et piscicole d'ici 2014	Rapports Statistiques	Existence des producteurs	Quantités produites	Rapport d'évaluation
	2. Les filières sont plus productives	Doublement des niveaux de production de 2010 pour les filières stratégiques	Rapports Statistiques	Existence des producteurs	Activités menées	Rapport d'évaluation
Activités				Cadre estimatif		
Pour R1 :22500000		Pour R2 :120000000		Libellés	Montants	
1.1. recensement des jeunes éleveurs et pisciculteurs potentiels		2.1 recensement des actifs agricoles		Total investissement	142 500 000	
1.2. sélection des jeunes à installer		2.2 choix des filières stratégiques		Total Fonctionnement	8 250 000	
1.3. installation des jeunes éleveurs et pisciculteurs		2.3. organisation des OPA par filière		Imprévus	5 000 000	
1.4. appui technique, matériel et financier		2.4. appui technique, matériel et financier		Total estimatif	155 750 000	
1.5. suivi évaluation		2.5. suivi évaluation				

Tableau 45 : CL MINFOF

Stratégie		Indicateurs par niveaux de la stratégie et Sources		Suppositions	Indicateurs de suppositions et sources	
Niveaux	Formulations	Indicateurs	Sources		Indicateurs	Sources

Vision, but, Objectif Global : développer les productions sylvicoles	Assurer une production durable en quantité et en qualité des filières sylvicoles	Les produits sont compétitifs et gagnent des parts additionnelles sur les marchés sous-régionaux et internationaux. Augmentation de la contribution du secteur sylvicole à l'économie locale Volume et taux de transformation des produits locaux	Rapports d'inventaire et d'enquête	Production des plants forestiers	Production effective des plants	Rapport de suivi de la production
Objectif spécifique :	Développer les capacités de production des filières forestières et fauniques	Les prélèvements à l'hectare sur une base durable atteignent le niveau de 15m3/ha Nombre de forêts communautaires (FC) et les marchés ruraux (MR) opérationnels nombre d'essences à usages multiple promues et adoptées par les paysans	Rapports	Création d'une pépinière dans la Commune	Pépinière effective et plants distribués en milieu paysan	Rapport de production
Résultats (Axes stratégiques)	1. Les filières forestières et fauniques sont plus productives	Doublement de la contribution du secteur sylvicole à l'économie locale d'ici 2014	Rapports Statistiques	Instauration des ventes groupées de PFNL	Vente groupée effective	rapport
Activités				Cadre estimatif		
Pour R1 :18000000		Pour R2 :7000000		Libellés		Montants
1.1. recensement des espaces éligibles à la foresterie communautaire		2.1 recensement des essences à usages multiples à vulgariser		Total investissement		25 000 000
1.2. dossier technique de demande d'attribution et suivi du dossier		2.2 appui technique, matériel et financier des paysans sélectionnés		Total Fonctionnement		3 000 000
1.3. élaboration plan simple de gestion		2.3. mis en place et conduite des plantations		Imprévus		2 000 000
1.4. exploitation et gestion des FC		2.4. suivi évaluation		Total estimatif		30 000 000
1.5. suivi évaluation						

Tableau 46 : CL MINEP

Stratégie		Indicateurs par niveaux de la stratégie et Sources		Suppositions	Indicateurs de suppositions et sources	
Niveaux	Formulations	Indicateurs	Sources		Indicateurs	Sources
Vision, but, Objectif Global : Gérer Durablement les ressources naturelles	Exploiter et préserver les ressources naturelles actuelles pour les générations futures et assurer une meilleure adaptation aux changements climatiques	Evolution de la fertilité des sols Evolution de la désertification Evolution de la qualité des eaux Evolution de la biodiversité	Rapports	Adhésion des populations Disponibilité des moyens de travail	Changement des comportements Personnel qualifié et moyens matériel	Rapports rapports

Objectif spécifique :	Gérer les ressources naturelles de manière durable et responsable	· nombre d'arbres plantés dans les zones dénudées · Nombre EIE réalisées et approuvées · Stratégie de communication mise en œuvre · Régularité de l'information des acteurs au sujet de l'évolution environnementale du secteur rural · Nombre de rapports de suivi · Plan d'occupation des terres mis en œuvre	Rapports Certificat de conformité environnemental signé	Implication accrue de la Commune	Actes et décisions	Rapports
Résultats (Axes stratégiques)	Les ressources naturelles contribuent au développement de la commune sans compromettre leur capacité de régénération	L'ensemble des projets réalisés respectent les normes environnementales L'utilisation de foyers améliorés en augmentation	Rapports Statistiques	Implication accrue de la Commune	Actes et décisions	Rapports
Activités				Cadre estimatif		
Pour R1 :10000000		Pour R2 :3000000		Libellés	Montants	
1.1. recensement des projets à mettre en œuvre		2.1 sensibilisation sur l'utilisation des foyers améliorés		Total investissement	10 000 000	
1.2. examen environnemental/étude d'impact environnemental par projet		2.2 vulgarisation des foyers améliorés		Total Fonctionnement	8 000 000	
1.3. un PSGE élaboré		2.3. appui technique et matériel		Imprévu	2 000 000	
1.4. mise en œuvre du PSGE		2.4. suivi évaluation		Total estimatif	20 000 000	
1.5. suivi évaluation						

Tableau 47 : CL MINATD

Stratégie		Indicateurs par niveaux de la stratégie et Sources		Suppositions	Indicateurs de suppositions et sources	
Niveaux	Formulations	Indicateurs	Sources		Indicateurs	Sources
Vision, but, Objectif Global :	Sécurité des personnes et des biens assurée L'accès à la citoyenneté facilité Capacités et compétences des élus locaux développées	Nombre d'actes d'état civil délivrés Nombre de formations Effectif forces de maintien de l'ordre	Rapports	Disponibilité des ressources humaines, matérielles et financières	Montant alloué par le BIP et Budget de la Commune	rapports

Objectif spécifique :	Rapprocher l'Administration des administrés Garantir la sécurité des hommes et des biens Développer l'institution communale	Fonctionnement efficace et efficient de la chefferie de 3ème degré Nombre d'actes délivrés Proportion des personnes disposant des actes d'état civil Présence des forces de maintien de l'ordre 90% des compétences et des ressources à transférer à la commune le sont	Rapports	Disponibilité des ressources humaines, matérielles et financières Renforcement des capacités du personnel Communal	Montant alloué par le BIP et Budget de la Commune Nombre de formations	Rapports de formations
Résultats (Axes stratégiques)	1. Création des centres d'état civil et des chefferies ou désignation des chefs	Nombre de centre d'état civil créé Nombre de chefferie créée Nombre de chef désigné	Rapports Statistiques	Conformité des Procédures de choix Transparence et légalité	Qualité du choix Fonctionnement des structures	Rapports
	2. Présence effective des forces de maintien de l'ordre	Nombre d'unités opérationnel		Personnel disponible	État du personnel	Rapports
	3. L'Administration de la commune dispose des structures et des ressources humaines, financières et matérielles adéquates	un Organigramme type 90% des personnels requis recrutés et formés 70% des infrastructures et des équipements requis existent		Renforcement des capacités de la Commune et du personnel Communal	Nombre et qualité de formation Qualité et quantité du personnel	rapports
Activités					Cadre estimatif	
Pour R1 :450000		Pour R2 :75000000		Pour R3 :89550000		
			Libellés		Montants	
1.1. recensement des villages potentiels	2.1 évaluation de la demande	3.1 élaboration et adoption de l'organigramme	Total investissement	165 000 000		
1.2. sélection et désignation des responsables	2.2 suivi du dossier	3.2 recrutement du personnel	Total Fonctionnement	15 000 000		
1.3. formation, création et installation	2.3. création, construction et équipement	3.3 formation du personnel	Imprévus	10 000 000		
1.4. suivi évaluation	2.4. affectation du personnel	3.4 mise en place des infrastructures	Total estimatif	190 000 000		
1.5.	2.5. fonctionnement des unités	3.5 acquisition des équipements				

Tableau 48 : CL MINTOUR

Stratégie		Indicateurs par niveaux de la stratégie et Sources		Suppositions	Indicateurs de suppositions et sources	
Niveaux	Formulations	Indicateurs	Sources		Indicateurs	Sources
Vision, but, Objectif Global : développer et promouvoir le tourisme	Développer les produits touristiques de la Commune pour faire de Biwong- Bulu une destination touristique	Nombre de touristes internationaux par an Nombre, par sexe de touristes internes Nombre de sites touristiques aménagés et normalisés Contribution tourisme à l'économie locale	Rapports visites	Disponibilité des ressources	Budget Commune et BIP	Journal des projets et rapports

Objectif spécifique :	Développer une offre touristique de qualité	Nombre entreprises touristiques Nombre de sites touristiques aménagés Taux de satisfaction des touristes	Rapports visites	Implication des opérateurs économiques	Nombre d'opérateurs dans le secteur	Rapports
Résultats (Axes stratégiques)	1. Qualité de l'offre touristique améliorée	un fichier du potentiel touristique élaboré sites touristiques viabilisés Promotion du potentiel	Rapports Statistiques Spots publicitaires visites	Capacités des opérateurs renforcées	Qualité des opérateurs	rapports
Activités				Cadre estimatif		
Pour R1 :15000000				Libellés	Montants	
1.1. élaboration d'un fichier du potentiel touristique de la commune				Total investissement	15 000 000	
1.2. tenue du fichier				Total Fonctionnement	3 000 000	
1.3. viabilisation des sites touristiques				Imprévus	2 000 000	
1.4. promotion du potentiel existant				Total estimatif	20 000 000	
1.5. suivi évaluation						

Tableau 49 : CL MINCOMMERCE

Stratégie		Indicateurs par niveaux de la stratégie et Sources		Suppositions	Indicateurs de suppositions et sources	
Niveaux	Formulations	Indicateurs	Sources		Indicateurs	Sources
Vision, but, Objectif Global : développer et promouvoir la commercialisation adéquate du Cacao	Faciliter l'accès des produits (Cacao et vivres frais) aux marchés	Volume de la production écoulée Taux de coxage Taux des ventes groupées	Rapports visites	Renforcement des capacités des producteurs	Quantité vendue	Rapports
Objectif spécifique : Percevoir le juste prix	Réorganiser la commercialisation du Cacao et des vivres frais Barrer la route aux coxeurs et bayam sellam véreux	Proportion des ventes groupées Niveau de structuration des producteurs Fiabilité des statistiques Augmentation du niveau des revenus	Rapports visites	Implication de la Commune	Actes et décisions prises	Rapports
Résultats (Axes stratégiques)	1. Organisation des marchés périodiques	Nombre de marchés organisés Taux d'adhésion des producteurs	Rapports Statistiques visites	Mise à contribution des forces de maintien de l'ordre	Ordre pendant les marchés	Rapports
	2. Mise en place d'un fonds de péréquation	Augmentation du pouvoir d'achat	Rapports Statistiques visites	Implication de la Commune	Appuis aux producteurs en période morte	Rapports Décharges
Activités				Cadre estimatif		
Pour R1 :3000000		Pour R2 :15000000		Libellés	Montants	
1.1. élaboration d'un fichier des producteurs		2.1 recensement des besoins des producteurs		Total investissement	18 000 000	
1.2. sensibilisation et formation des producteurs		2.2 chronogramme des besoins		Total Fonctionnement	280 000	
1.3. structuration des producteurs		2.3 organisation et procédures		Imprévus	500 000	
1.4. organisation et fonctionnement des marchés		2.4 appui technique, matériel et financier		Total estimatif	18 780 000	
1.5. suivi évaluation		2.5 suivi évaluation				

Tableau 50 : CL MINPMEESA

Stratégie		Indicateurs par niveaux de la stratégie et Sources		Suppositions	Indicateurs de suppositions et sources		
Niveaux	Formulations	Indicateurs	Sources		Indicateurs	Sources	
Vision, but, Objectif Global : développer et promouvoir l'artisanat	Intensifier la production artisanale	Volume de la production artisanale Volume des ventes Nombre d'artisans Structuration des artisans	Rapports visites	Disponibilité des moyens	Appuis aux artisans	Budget et rapports	
Objectif spécifique :	Promouvoir la compétitivité de la production artisanale de la commune	Qualité des produits Quantité des produits Niveau de professionnalisation des artisans Fiabilité des statistiques Promotion des produits Augmentation du niveau des revenus	Rapports Visites Publicité	Renforcement des capacités techniques et managériales des artisans	Appuis reçus	Rapports	
Résultats (Axes stratégiques)	1. Les capacités des artisans sont renforcées	Nombre de formations Degré de satisfaction des clients Dynamique unitaire des artisans Nombre d'expositions ventes	Rapports Modules/thèmes de formations Statistiques visites	Disponibilité et adhésion des artisans	Nombre des artisans	Rapports	
	2. Les artisans reçoivent un appui technique, matériel et financier	Encadrement reçu, Matériel reçu Financement reçu	Rapports PV de réception visites	Sensibilisation des artisans	Adhésion des artisans	Rapports	
Activités				Cadre estimatif			
Pour R1 :1000000		Pour R2 :3000000		Libellés		Montants	
1.1. élaboration d'un fichier des artisans		2.1 recensement des besoins des artisans		Total investissement		4 000 000	
1.2. sensibilisation et formation des artisans		2.2 classement des besoins		Total Fonctionnement		5 000 000	
1.3. structuration des artisans		2.3 sélection des bénéficiaires		Imprévus		1 000 000	
1.4. organisation et fonctionnement des expositions-ventes		2.4 appui technique, matériel et financier		Total estimatif		10 000 000	
1.5. suivi évaluation		2.5 suivi évaluation					

Tableau 51 : CL MINMIDT

Stratégie		Indicateurs par niveaux de la stratégie et Sources		Suppositions	Indicateurs de suppositions et sources	
Niveaux	Formulations	Indicateurs	Sources		Indicateurs	Sources
Vision, but, Objectif Global : développer et promouvoir les activités industrielles et minières	Développer les activités minières dans la Commune de Biwong- Bulu	Nombre d'artisans miniers Nombre d'industries minières Contribution de l'industrie minière à l'économie locale	Rapports visites	Volonté politique gouvernementale	Activités minières	Rapports

Objectif spécifique :	Valoriser le potentiel minier de la commune	Nombre entreprises minières Nombre de sites d'exploration et d'exploitation Volume exploité Nombre d'emplois directs créés	Rapports visites	Volonté politique gouvernementale Implication de la Commune	Activités minières Promotion du potentiel	Rapports
Résultats (Axes stratégiques)	1. Potentiel minier valorisé	Augmentation du pouvoir d'achat Création des activités génératrices de revenus connexes Augmentation des impôts locaux	Rapports Statistiques Spots publicitaires visites	Volonté politique gouvernementale Implication de la Commune	Activités minières Promotion du potentiel	Rapports
Activités				Cadre estimatif		
Pour R1 :2500000				Libellés	Montants	
1.1. élaboration d'un fichier du potentiel de la commune				Total investissement	2 500 000	
1.2. tenue du fichier				Total Fonctionnement	2 000 000	
1.3. renforcement des capacités				Imprévus	500 000	
1.4. appui technique, matériel et financier				Total estimatif	5 000 000	
1.5. suivi évaluation						

Tableau 52 : MINRESI

Stratégie		Indicateurs par niveaux de la stratégie et Sources		Suppositions	Indicateurs de suppositions et sources	
Niveaux	Formulations	Indicateurs	Sources		Indicateurs	Sources
Vision, but, Objectif Global : Densifier de la recherche au développement et de l'innovation	Améliorer la recherche et la diffusion des innovations	Nombre d'applications des résultats de la recherche Nombre d'entreprises innovantes créées Taux d'amélioration de la Productivité	Rapports visites	Disponibilité es ressources humaines, matérielles et financières	Allocations budgétaires	Rapports
Objectif spécifique :	Promouvoir le développement et la diffusion des connaissances scientifiques et techniques dans le secteur rural	Utilisation du matériel végétal et animal amélioré Augmentation de la productivité Augmentation des revenus	Rapports visites	Disponibilité es ressources humaines, matérielles et financières	Allocations budgétaires	Rapports
Résultats (Axes stratégiques)	1. Les résultats de la recherche diffusés et utilisés dans les domaines agricole, pastoral et piscicole	Taux d'utilisation des semences et races améliorées Volume de la production Taille des exploitations Rendements Revenu par exploitant	Rapports Statistiques visites	Disponibilité es ressources humaines, matérielles et financières	Allocations budgétaires	Rapports
Activités				Cadre estimatif		
Pour R1 :2000000				Libellés	Montants	
1.1. sensibilisation et formation sur les innovations				Total investissement	2 000 000	
1.2. vulgarisation des innovations				Total Fonctionnement	400 000	
1.3. appui technique, matériel et financier				Imprévus	100 000	
1.4. suivi évaluation				Total estimatif	2 500 000	

Tableau 53 : MINEDUB

Stratégie		Indicateurs par niveaux de la stratégie et Sources		Suppositions	Indicateurs de suppositions et sources	
Niveaux	Formulations	Indicateurs	Sources		Indicateurs	Sources
Vision, but, Objectif Global : développer les infrastructures dans l'éducation de base	Augmenter l'offre et la qualité de l'enseignement de base	Couverture scolaire Nombre des écoles avec les aménagements Ratio élèves par enseignant Ratio élèves par classe Ratio élèves par table banc	Rapports visites	Disponibilité du personnel enseignant Existence des infrastructures et du matériel didactique	État du personnel État des infrastructures, équipements et matériel	Rapports Rapports
Objectif spécifique :	Créer les établissements scolaires (écoles maternelles et primaires) Construire les salles de classe Construire les logements pour enseignants Aménager les établissements scolaires	Nombre d'établissement scolaire de base Nombre de salles de classe Nombre de logement pour enseignants Nombre de puits dans les écoles Nombre de latrine dans les écoles Nombre d'aires de jeu dans les écoles Reboisement des écoles Clôture dans les écoles	Arrêté de création Lettre commande Contrat PV de réception	Disponibilité du personnel enseignant Existence des infrastructures et du matériel didactique	État du personnel État des infrastructures, équipements et matériel	Rapports Rapports
Résultats (Axes stratégiques)	1. Etablissements de l'éducation de base créés	06 écoles primaires et 10 écoles maternelles créées	Arrêté de création	Disponibilité du personnel enseignant Existence des infrastructures et du matériel didactique	État du personnel État des infrastructures, équipements et matériel	Rapports Rapports
	2. Salles de classe construites, réhabilitées, réfectionnées et équipées	103 Salles de classes construites, 03 écoles réhabilitées, 15 écoles réfectionnées et équipées	Lettre commande Contrat PV de réception	Disponibilité du personnel enseignant Existence des infrastructures et du matériel didactique	État du personnel État des infrastructures, équipements et matériel	Rapports Rapports
	3. Logements pour enseignants construits	105 Logements pour enseignants construits	Lettre commande Contrat PV de réception	Disponibilité du personnel enseignant Existence des infrastructures et du matériel didactique	État du personnel État des infrastructures, équipements et matériel	Rapports Rapports
	4. Etablissements aménagés	43 Etablissements aménagés	Lettre commande Contrat PV de réception	Disponibilité du personnel enseignant Existence des infrastructures et du matériel didactique	État du personnel État des infrastructures, équipements et matériel	Rapports Rapports
Activités				Cadre estimatif		
Pour R1 :1600000	Pour R2 :560000000	Pour R3 :340000000	Pour R4 :150000000	Libellés		Montants
1.1. montage du dossier technique	2.1. montage du dossier technique	3.1. montage du dossier technique	4.1. montage du dossier technique	Total investissement		1 050 000 000
1.2. dépôt et suivi du dossier	2.2. dépôt et suivi du dossier	3.2. dépôt et suivi du dossier	4.2. dépôt et suivi du dossier	Total Fonctionnement		400 000 000
1.3. signature et publication arrêtés	2.3. procédure de passation des marchés	3.3. procédure de passation des marchés	4.3. procédure de passation des marchés	Imprévus		50 000 000

	2.4. réception des travaux	3.4. réception des travaux	4.4. réception des travaux	Total estimatif	1 500 000 000
	2.5. pérennisation	3.5. pérennisation	4.5. pérennisation		

Tableau 54 : MINESEC

Stratégie		Indicateurs par niveaux de la stratégie et Sources		Suppositions	Indicateurs de suppositions et sources	
Niveaux	Formulations	Indicateurs	Sources		Indicateurs	Sources
Vision, but, Objectif Global : développer les infrastructures dans l'enseignement secondaire	Augmenter l'offre et la qualité de l'enseignement secondaire	Taux Couverture scolaire Nombre des établissements avec les aménagements Ratio élèves par enseignant Ratio élèves par classe Ratio élèves par table banc	Rapports visites	Disponibilité du personnel enseignant Existence des infrastructures et du matériel didactique	État du personnel État des infrastructures, équipements et matériel	Rapports Rapports
Objectif spécifique :	Créer les établissements scolaires (Lycée, CETIC, CES) Construire les salles de classe Construire les logements pour enseignants Aménager les établissements scolaires	Nombre d'établissement secondaire Nombre de salles de classe Nombre de logement pour enseignants Nombre de puits dans les établissements Nombre de latrine dans les établissements Nombre d'aires de jeu dans les établissements Reboisement des établissements Clôture dans les établissements	Arrêté de création Lettre commande Contrat PV de réception	Disponibilité du personnel enseignant Existence des infrastructures et du matériel didactique	État du personnel État des infrastructures, équipements et matériel	Rapports Rapports
Résultats (Axes stratégiques)	1. Etablissements secondaires créés	01 lycée, 03 CES, 03 CETIC créés	Arrêté de création	Disponibilité du personnel enseignant Existence des infrastructures et du matériel didactique	État du personnel État des infrastructures, équipements et matériel	Rapports Rapports
	2. Salles de classe et blocs administratifs construits et équipés	25 Salles de classes et 05 blocs administratifs construits et équipés	Lettre commande Contrat PV de réception	Disponibilité du personnel enseignant Existence des infrastructures et du matériel didactique	État du personnel État des infrastructures, équipements et matériel	Rapports Rapports
	3. Logements pour enseignants construits	05 Logements pour enseignants construits	Lettre commande Contrat PV de réception	Disponibilité du personnel enseignant Existence des infrastructures et du matériel didactique	État du personnel État des infrastructures, équipements et matériel	Rapports Rapports

	4. Etablissements aménagés	05 Etablissements aménagés	Lettre commande Contrat PV de réception	Disponibilité du personnel enseignant Existence des infrastructures et du matériel didactique	État du personnel État des infrastructures, équipements et matériel	Rapports Rapports
Activités					Cadre estimatif	
Pour R1 :700000	Pour R2 :300000000	Pour R3 :125000000	Pour R4 :25000000	Libellés	Montants	
1.1. montage du dossier technique	2.1. montage du dossier technique	3.1. montage du dossier technique	4.1. montage du dossier technique	Total investissement	450 000 000	
1.2. dépôt et suivi du dossier	2.2. dépôt et suivi du dossier	3.2. dépôt et suivi du dossier	4.2. dépôt et suivi du dossier	Total Fonctionnement	100 000 000	
1.3. procédure de passation des marchés	2.3. procédure de passation des marchés	3.3. procédure de passation des marchés	4.3. procédure de passation des marchés	Imprévus	50 000 000	
1.4. réception des travaux	2.4. réception des travaux	3.4. réception des travaux	4.4. réception des travaux	Total estimatif	650 000 000	
1.5. pérennisation	2.5. pérennisation	3.5. pérennisation	4.5. pérennisation			

Tableau 55 : MINEFOP

Stratégie		Indicateurs par niveaux de la stratégie et Sources		Suppositions	Indicateurs de suppositions et sources	
Niveaux	Formulations	Indicateurs	Sources		Indicateurs	Sources
Vision, but, Objectif Global : développer les infrastructures dans la formation professionnelle	Augmenter l'offre et la qualité de la formation professionnelle	Taux d'accroissement des structures d'accueil Proportion des apprenants	Rapports visites	Disponibilité du personnel enseignant Existence des infrastructures et du matériel didactique	État du personnel État des infrastructures, équipements et matériel	Rapports Rapports
Objectif spécifique :	Créer les établissements de formation (SAR/SM) Construire les salles de classe Construire les logements pour enseignants Aménager les établissements de formation	Nombre d'établissements de formation Nombre de salles de classe Nombre de logements pour enseignants Nombre de puits dans les établissements de formation Nombre de latrines dans les établissements Nombre d'aires de jeu dans les établissements de formation Reboisement des établissements de formation Clôture dans les établissements	Arrêté de création Lettre commande Contrat PV de réception	Disponibilité du personnel enseignant Existence des infrastructures et du matériel didactique	État du personnel État des infrastructures, équipements et matériel	Rapports Rapports
Résultats (Axes stratégiques)	1. Etablissements de formation créés	05 SAR/SM créés	Arrêté de création	Disponibilité du personnel enseignant Existence des infrastructures et du matériel didactique	État du personnel État des infrastructures, équipements et matériel	Rapports Rapports

	2. Salles de classe construites et équipées	20 Salles de classes construites et équipées	Lettre commande Contrat PV de réception	Disponibilité du personnel enseignant Existence des infrastructures et du matériel didactique	État du personnel État des infrastructures, équipements et matériel	Rapports Rapports
	3. Logements pour enseignants construits	05 Logements pour enseignants construits	Lettre commande Contrat PV de réception	Disponibilité du personnel enseignant Existence des infrastructures et du matériel didactique	État du personnel État des infrastructures, équipements et matériel	Rapports Rapports
	4. Etablissements aménagés	05 Etablissements aménagés	Lettre commande Contrat PV de réception	Disponibilité du personnel enseignant Existence des infrastructures et du matériel didactique	État du personnel État des infrastructures, équipements et matériel	Rapports Rapports

Activités				Cadre estimatif	
Pour R1 :500000	Pour R2 :80000000	Pour R3 :10000000	Pour R4 :10000000	Libellés	Montants
1.1. montage du dossier technique	2.1. montage du dossier technique	3.1. montage du dossier technique	4.1. montage du dossier technique	Total investissement	100 000 000
1.2. dépôt et suivi du dossier	2.2. dépôt et suivi du dossier	3.2. dépôt et suivi du dossier	4.2. dépôt et suivi du dossier	Total Fonctionnement	40 000 000
1.3. procédure de passation des marchés	2.3. procédure de passation des marchés	3.3. procédure de passation des marchés	4.3. procédure de passation des marchés	Imprévus	10 000 000
1.4. réception des travaux	2.4. réception des travaux	3.4. réception des travaux	4.4. réception des travaux	Total estimatif	150 000 000
1.5. pérennisation	2.5. pérennisation	3.5. pérennisation	4.5. pérennisation		

Tableau 56 : MINESUP

Stratégie		Indicateurs par niveaux de la stratégie et Sources		Suppositions	Indicateurs de suppositions et sources	
Niveaux	Formulations	Indicateurs	Sources		Indicateurs	Sources
Vision, but, Objectif Global : Intensifier l'accès à l'enseignement supérieur	Faciliter l'accès à l'enseignement supérieur	Taux brut de scolarisation dans l'enseignement supérieur; % de la population active ayant une qualification de l'enseignement supérieur; Taux de transition entre le secondaire et le supérieur; Indice de parité filles/garçons; % des étudiants issus des couches défavorisées	Rapports visites	Implication de la Commune et autres partenaires	Nombre d'étudiants	Rapports et statistiques
Objectif spécifique :	Faciliter l'accès au logement des étudiants de la Commune dans les villes universitaires Appuyer financièrement les étudiants méritants Encourager les étudiantes méritantes	Nombre d'étudiants ayant accès au logement Nombre d'étudiants boursiers Nombres d'étudiantes	Rapport Fiches de décharge	Soutien de la Commune, des élites et autres partenaires Esprit de solidarité	Nombre et types d'appuis	Rapports

Résultats (Axes stratégiques)	1. L'accès à l'enseignement supérieur est facilité à tous les groupes sociaux sur la base des mérites individuels multiformes	Nombre de logements construits pour étudiants dans les villes universitaires	Titre foncier Attestation de propriété Permis de bâtir	Soutien de la Commune, des élites et autres partenaires Esprit de solidarité	Nombre et types d'appuis	Rapports
	2. Les étudiants talentueux bénéficient d'une assistance financière et matérielle	Nombre de bourses octroyées	Rapports Décharges	Soutien de la Commune, des élites et autres partenaires Esprit de solidarité	Nombre et types d'appuis	Rapports
	3. Les jeunes filles méritantes bénéficient de faveurs spéciales d'encouragement	Nombre d'appuis reçus par les étudiantes	Rapports Décharges	Soutien de la Commune, des élites et autres partenaires Esprit de solidarité	Nombre et types d'appuis	Rapports

Activités			Cadre estimatif	
Pour R1 :30000000	Pour R2 :4000000	Pour R3 :1000000	Libellés	Montants
1.1. montage du dossier technique	2.1. recensement des étudiants de la commune	3.1. recensement des étudiantes de la commune	Total investissement	35 000 000
1.2. dépôt et suivi du dossier	2.2. sélection des étudiants	3.2. sélection des étudiantes	Total Fonctionnement	15 000 000
1.3. procédure de passation des marchés	2.3. remise des bourses	3.3. remise des appuis	Imprévus	5 000 000
1.4. réception des travaux	2.4. suivi évaluation	3.4. suivi évaluation	Total estimatif	55 000 000
1.5. pérennisation				

Tableau 57 :MINSANTE

Stratégie		Indicateurs par niveaux de la stratégie et Sources		Suppositions	Indicateurs de suppositions et sources	
Niveaux	Formulations	Indicateurs	Sources		Indicateurs	Sources
Vision, but, Objectif Global : développer les infrastructures sanitaires	Renforcer les structures de santé et améliorer l'offre de santé	Le ratio professionnel de santé/population (au moins 1,5 pour 1000 habitants) Une formation sanitaire à une heure de marche pour au moins 70% de la population au moins 15% du budget de la commune alloué à la santé Au moins 80% sont satisfaits de la qualité des services et soins de santé	Rapports visites	Disponibilité du personnel soignant Moyens matériels et financiers Existence des infrastructures sanitaires en quantité et en qualité	État du personnel Montant alloué État des infrastructures	Rapports
Objectif spécifique :	Améliorer l'offre des services et de soins	au moins 90% des centres de santé fonctionnent de manière adéquate	Arrêté de création Lettre commande Contrat PV de réception	Disponibilité du personnel soignant Moyens matériels et financiers Existence des infrastructures sanitaires en quantité et en qualité	État du personnel Montant alloué État des infrastructures	Rapports

Résultats (Axes stratégiques)	1. Des centres de santé sont créés, construits réhabilités et équipés	05 Centres de santé créés, construits, 02 centres de santé réhabilités et équipés	Arrêté de création Lettre commande Contrat PV de réception	Moyens matériels et financiers Existence des infrastructures sanitaires en quantité et en qualité	Montant alloué État des infrastructures	Rapports
	2. Les populations sont sensibilisées au VIH/SIDA	Populations sensibilisées Nombre de séance	Rapports	Disponibilité du personnel soignant	État du personnel Montant alloué	Rapports
	3. Le personnel soignant est affecté et en poste	au moins 85% de structures de santé dotées des ressources humaines en adéquation avec les normes du secteur	Note d'affectation Rapports	Disponibilité du personnel soignant	État du personnel	Rapports
Activités				Cadre estimatif		
Pour R1 :582000000		Pour R2 :28000000		Pour R3 :14000000		Libellés
						Montants
1.1. montage du dossier technique	2.1. recensement des populations vulnérables	3.1. recensement des besoins	Total investissement	582 000 000		
1.2. dépôt et suivi du dossier	2.2. sélection des thèmes de sensibilisation	3.2. demande du personnel et suivi	Total Fonctionnement	210 000 000		
1.3. procédure de passation des marchés	2.3. organisation des séances de sensibilisation	3.3. affectation du personnel	Imprévus	65 000 000		
1.4. réception des travaux	2.4. suivi évaluation	3.4. mise en place du personnel	Total estimatif	857 000 000		
1.5. pérennisation	2.5.	3.5. suivi évaluation				

Tableau 58 : MINJEUN

Stratégie		Indicateurs par niveaux de la stratégie et Sources		Suppositions	Indicateurs de suppositions et sources	
Niveaux	Formulations	Indicateurs	Sources		Indicateurs	Sources
Vision, but, Objectif Global : développer l'emploi des jeunes	Promouvoir des emplois décents et durables et accroître l'employabilité de la population active	Au moins 80% de personnes des deux sexes formées ont accédé à des emplois décents et durables ; Le taux de chômage de population des deux sexes est réduit d'au moins 50% ; Au moins 65% de jeunes des deux sexes se sont créé des emplois	Rapports visites	Jeunesse active et dynamique	Nombre de jeunes	Statistique et rapports
Objectif spécifique :	Améliorer l'encadrement de la jeunesse	Adéquation formation-emploi Appui à l'emploi jeune Structure d'encadrement fonctionnel	Rapport Décharge PV de réception	Existence des infrastructures Implication de la Commune	État des infrastructures Types et volume des appuis	Rapports
Résultats (Axes stratégiques)	1. les capacités des jeunes sont renforcées et des appuis financiers offerts par les structures spécialisées	Nombre de séances Type d'appuis Nombre d'appui Nombre de bénéficiaire Structure d'appui	Rapport Décharge PV de réception	Existence des infrastructures Implication de la Commune	État des infrastructures Types et volume des appuis	Rapports
	2. Construction et équipement des infrastructures	Infrastructures construites et équipées	Lettre commande Contrat PV de réception	Existence des infrastructures	État des infrastructures	Rapports
Activités				Cadre estimatif		
Pour R1 :90000000		Pour R2 :65000000		Libellés		Montants

1.1. recensement des besoins	2.1. montage du dossier technique	Total investissement	155 000 000
1.2. sélection des bénéficiaires	2.2. dépôt et suivi du dossier	Total Fonctionnement	1 000 000
1.3. renforcement des capacités et appuis	2.3. création et procédure de passation des marchés	Imprévus	4 000 000
1.4. suivi évaluation	2.4. réception des travaux	Total estimatif	160 000 000
	2.5. pérennisation		

Tableau 59 : MINAS

Stratégie		Indicateurs par niveaux de la stratégie et Sources		Suppositions	Indicateurs de suppositions et sources	
Niveaux	Formulations	Indicateurs	Sources		Indicateurs	Sources
Vision, but, Objectif Global : intensifier l'encadrement des populations défavorisées	Améliorer la qualité de la vie des populations	Commune dotée d'un centre social ; 50% de groupes sociaux spécifiques (femmes/jeunes/handicapés/marginaux...) vulnérables sont économiquement insérés nombre jeunes garçons et filles en difficultés formes aux techniques de l'approche HIMO	Rapports visites	Mise à disposition d'un terrain	Existence d'un titre foncier	MINDAF
Objectif spécifique :	Renforcer l'encadrement des populations vulnérables	Existence structure d'encadrement Personnel d'encadrement en poste Existence Fichier des personnes vulnérables	Rapport Lettre commande contrat PV de réception	Existence et tenue d'un fichier des populations vulnérables Existence des infrastructures	Nombre et type des populations vulnérables État des infrastructures	Rapports
Résultats (Axes stratégiques)	1. Création/construction et équipement du centre social	Structure déconcentrée du MINAS créée, construite et équipée Prise en compte des personnes handicapées	Rapport Lettre commande contrat PV de réception	Existence et tenue d'un fichier des populations vulnérables Existence des infrastructures	Nombre et type des populations vulnérables État des infrastructures	Rapports
	2. affectation du personnel d'encadrement	Personnel affecté et en poste 02 travailleurs sociaux affectés	Note d'affectation Note de prise de service Rapports	Disponibilité du personnel	État du personnel	Rapports
	3. élaboration et tenue d'un fichier des personnes vulnérables et appuyées	Fichier des personnes vulnérables élaboré et tenue Type d'appuis Bénéficiaires	Rapports Décharge	Existence et tenue d'un fichier des populations vulnérables	Nombre et type des populations vulnérables	Rapports
Activités				Cadre estimatif		
Pour R1 :70000000		Pour R2 :2000000		Pour R3 :1000000		
				Libellés	Montants	
1.1. montage du dossier technique	2.1. recensement des besoins	3.1 identification des personnes vulnérables	Total investissement		75 000 000	
1.2. dépôt et suivi du dossier	2.2. demande du personnel et suivi	3.2 élaboration et tenue du fichier	Total Fonctionnement		3 000 000	
1.3. création et procédure de passation des marchés	2.3. affectation du personnel	3.3 sélection des bénéficiaires	Imprévus		500 000	
1.4. réception des travaux	2.4. mise en place du personnel	3.4 appuis matériel et financier	Total estimatif		78 500 000	
1.5. pérennisation	2.5. suivi évaluation	3.5 suivi évaluation				

Tableau 60 : MINPROFF

Stratégie		Indicateurs par niveaux de la stratégie et Sources		Suppositions	Indicateurs de suppositions et sources	
Niveaux	Formulations	Indicateurs	Sources		Indicateurs	Sources
Vision, but, Objectif Global : intensifier l'encadrement de la femme et de la famille	Promouvoir l'épanouissement de la femme et de la famille	Au moins 75% de familles ne connaissent plus des conflits conjugaux, familiaux et de manifestation de la délinquance ; Au moins 60% des personnes analphabètes (femmes) sont devenues autonomes et agents de développement Les enfants garçons et filles sont éduqués sans différence	Rapports visites	Existence des infrastructures Disponibilité du personnel	État des infrastructures État du personnel	Rapports
Objectif spécifique :	Promouvoir l'encadrement de la famille Promouvoir des activités génératrices de revenus pour les femmes	Nombre d'actes de mariage Nombre et types de cas de divorces ; Nombre et types de cas de conflits conjugaux et familiaux ; Niveau de revenu des femmes Niveau de dépendance économique des femmes	Rapport Statistique	Dynamisme des femmes Existence des infrastructures Disponibilité du personnel	Nombre et nature des activités État des infrastructures État du personnel	Rapports
Résultats (Axes stratégiques)	1. Création/construction et équipement des infrastructures	Structures déconcentrées du MINPROFF créées, construites et équipées	Rapport Lettre commande contrat PV de réception	Existence et tenue d'un fichier des associations féminines Existence des infrastructures	Nombre et type des associations féminines État des infrastructures	Rapports
	2. femmes sensibilisées sur leurs droits et organisation des mariages collectifs	Nombre de séance de sensibilisation Thèmes Nombre de mariage contractés	Rapport Registres d'état civil	Dynamisme des femmes Disponibilité du personnel	Nombre et nature des activités État du personnel	Rapports
	3. formation des femmes à l'entrepreneuriat féminin	Bénéficiaires Nombre de séances de formation Thèmes de formation	Rapports Décharge	Dynamisme des femmes Existence des infrastructures Disponibilité du personnel	Nombre et nature des activités État des infrastructures État du personnel	Rapports
Activités				Cadre estimatif		
Pour R1 :100000000		Pour R2 :20000000		Pour R3 :5000000		
				Libellés	Montants	
1.1. montage du dossier technique	2.1. recensement des besoins	3.1 recensement des besoins		Total investissement	125 000 000	
1.2. dépôt et suivi du dossier	2.2. demande d'appui MINPROFF et suivi	3.2 sélection des bénéficiaires		Total Fonctionnement	4 000 000	
1.3. création et procédure de passation des marchés	2.3. organisation des mariages collectifs	3.3 séances de formation		Imprévus	1 000 000	
1.4. réception des travaux	2.4. suivi évaluation	3.4 suivi évaluation		Total estimatif	130 000 000	

5.3. Coût estimatif du PCD

Tableau 61 : estimation des coûts du PCD

Secteurs	Investissement	Fonctionnement	Imprévus	Total
Travaux publics	300 000 000	100 000 000	50 000 000	450 000 000
Eau et énergie	1 000 000 000	280 000 000	120 000 000	1 400 000 000
Transport	150 000 000	16 000 000	9 000 000	175 000 000

Secteurs	Investissement	Fonctionnement	Imprévus	Total
Poste et télécommunications	50 000 000	16 000 000	3 000 000	69 000 000
Développement urbain et habitat	15 370 000	500 000	1 537 000	17 407 000
Domaines et affaires foncières	417 750 000	500 000	1 750 000	420 000 000
Agriculture	150 000 000	8 250 000	10 000 000	168 250 000
Elevage, pêches et industries animales	142 500 000	8 250 000	5 000 000	155 750 000
Forêt et faune	25 000 000	3 000 000	2 000 000	30 000 000
Environnement et protection de la nature	10 000 000	8 000 000	2 000 000	20 000 000
Administration territoriale et décentralisation	165 000 000	15 000 000	10 000 000	190 000 000
Tourisme	15 000 000	3 000 000	2 000 000	20 000 000
Petites et moyennes entreprises, économie sociale et artisanale	4 000 000	5 000 000	1 000 000	10 000 000
Mines, industries et développement technologique	2 500 000	2 000 000	500 000	5 000 000
Education de base	1 050 000 000	400 000 000	50 000 000	1 500 000 000
Enseignement secondaire	450 000 000	100 000 000	50 000 000	600 000 000
Emploi et formation professionnelle	100 000 000	40 000 000	10 000 000	150 000 000
Recherche scientifique et innovation	2 000 000	400 000	100 000	2 500 000
Enseignement supérieur	35 000 000	15 000 000	5 000 000	55 000 000
Santé	477 000 000	210 000 000	65 000 000	857 000 000
Jeunesse	155 000 000	1 000 000	4 000 000	160 000 000
Affaires sociales	75 000 000	3 000 000	500 000	78 500 000
Promotion de la femme et de la famille	125 000 000	4 000 000	1 000 000	130 000 000
Commerce	18 000 000	280 000	500 000	18 780 000
TOTAL	5 039 120 000	1 239 180 000	403 887 000	6 682 187 000

5.4. Esquisse du Plan d'utilisation et de gestion des terres de l'espace communal

L'espace communal a quatre zones :

- i. Une zone urbaine qui est en création ; plan d'urbanisation en confection (espace déjà délimité). Ce plan servira de boussole dans l'implantation de la ville, il tiendra compte des aspects socio environnementaux et permettra d'éviter les démolitions et les déguerpissements spontanés observés çà et là.

- ii. Une zone d'habitation dans les villages : c'est l'espace d'installation des villages où vivent tous les habitants ; construction des maisons, installation des infrastructures sociales...
- iii. Une zone de jachère ; autour des zones d'habitation. Elle est utilisée pour les cultures.
- iv. Une zone de forêt ; plus éloignée des zones d'habitation. C'est le domaine de la forêt secondaire et primaire. Ici on peut créer de nouvelles plantations, c'est aussi la zone privilégiée de l'exploitation forestière.

6. PROGRAMMATION

6.1. Cadre de Dépenses à Moyen Terme (CDMT)

Tableau 62 : cadre de dépenses à moyen terme

N°	ACTIVITES	PRODUITS/INDICATEURS RESULTATS	RESPONSABLE	PERIODES			RESSOURCES		
				AN 1	AN 2	AN 3	HUMAINES	MATERIELLES	FINANCIERES
1 - TRAVAUX PUBLICS (MINTP)									
1	Entretien du réseau routier prioritaire (route RD 39)	Au moins 175 km entretenus régulièrement	Maire, Président commission des grands travaux, DDMINTP	X	X	X			60 000 000
2	Extension réseau routier	25 km de route créés	Maire, Président commission des grands travaux, DDMINTP	X	X	X			20 000 000
2 - EAU ET ENERGIE (MINEE)									
1	Construction forages	03 forages construits	Maire, Président commission des grands travaux, DDMINEE	X	X	X			24 000 000
2	Construction puits à motricité humaine	25 puits réalisés et fonctionnels	Maire, Président commission des grands travaux, DDMINEE	X	X	X			125 000 000
3	Aménagement des sources	06 sources aménagées	Maire, Président commission des grands travaux, DDMINEE	X	X	X			120 000 000
4	Montage des dossiers techniques	Trois dossiers techniques montés	Maire, Président commission des grands travaux, DDMINEE	X	X		02 Personnes pour 07 jours		400 000

5	DAO	Trois DAO montés	Maire, Président commission de passation des marchés, DDMINEE	X	X	X			300 000
3 - TRANSPORT (MINT)									
1	Montage dossier technique	Dossier technique pour la construction d'une gare routière monté	Maire, Président commission des grands travaux, DDMINTP, DDMINT	X					300 000
2	Construction gare routière	Bâtiment gare routière construit	Maire, Président commission des grands travaux, DDMINTP		X	X			125 000 000
3	Aménagements connexes	Aménagements connexes réalisés	Maire, Président commission des grands travaux, DDMINTP		X	X			5 000 000
4	Maintenance	Une provision pour fonctionnement et maintenance effectuée	Maire, Président commission des grands travaux, DDMINT			X			3 000 000
4 - POSTES ET TELECOMMUNICATIONS (MINPOSTEL)									
1	Acquisition du site de 1 ha et indemnisation des cultures	Site acquis	Maire, président de la commission des grands travaux, chef de groupement et le chef de village	X					100 000
2	Levées topographiques	Levées topographiques disponibles	Maire, président de la commission des grands travaux DDMINDAF, chef de village		X				400 000

3	Aménagement du site	Site aménagé	Maire, président de la commission des grands travaux DDMINDUH		X				1 500 000
4	Construction et équipement bâtiments	Bâtiments bureau CAMPOST construits	Maire, président de commission de passation des marchés, DDMINTP, DRCAMPOST		X	X			50 000 000
5	Maintenance	Une provision pour fonctionnement et maintenance effectuée	Maire, DRCAMPOST			X			1 000 000
5 - DEVELOPPEMENT URBAIN ET HABITAT (MINDUH)									
1	Plan sommaire d'urbanisation	Un plan sommaire d'urbanisation élaboré et mis en œuvre	Maire, président de la commission des grands travaux, DDMINDUH	X					17 407 000
6 - DOMAINES ET AFFAIRES FONCIERES (MINDAF)									
1	Montage dossier technique	10 ha du domaine national indemnisés	Maire, président de la commission de développement, président de la commission des grands travaux DDMINDAF	X					17 500 000
		Levés topographiques réalisées							
		Reprographie réalisée							
2	dépôt et suivi du dossier	Dossier régulièrement suivi et abouti	Maire	X					1 750 000
3	Aménagements et viabilisation du site	10 ha du domaine national aménagés et viabilisés	Maire, DDMINDUH		X	X			50 000 000
4	Suivi et évaluation	Ecart rectifiés	Maire, président de la commission des grands	X	X	X			500 000

		Aboutissement heureux du projet	travaux, président de la commission de développement					
7 - AGRICULTURE ET DEVELOPPEMENT RURAL (MINADER)								
1	Appui à l'installation des jeunes agriculteurs	120 jeunes appuyés à raison de 40 jeunes agriculteurs appuyés par an	Maire, DDMINADER, président de la commission de développement	x	x	X		30 000 000
2	Appui à la mise en place des exploitations	60 exploitations appuyées à raison de 20 exploitations appuyées par an	Maire, DDMINADER, président de la commission de développement	x	X	X		120 000 000
3	Fonctionnement	Appuis suivis et évalués	Maire, DDMINADER, président de la commission de développement	X	X	X		8 250 000
8 - ELEVAGE PECHES ET INDUSTRIES ANIMALES (MINEPIA)								
1	Appui à l'installation des jeunes éleveurs et pisciculteurs	90 jeunes appuyés à raison de 30 jeunes éleveurs et pisciculteurs appuyés par an	Maire, DDMINEPIA, président de la commission de développement	x	x	X		22 500 000
2	Appui à la mise en place des exploitations	60 exploitations appuyées à raison de 20 exploitations appuyées par an	Maire, DDMINEPIA, président de la commission de développement	x	x	X		120 000 000
3	Fonctionnement	Appuis suivis et évalués	Maire, DDMINEPIA, président de la commission de développement	x	x	X		8 250 000
9 - FORETS ET FAUNE (MINFOF)								

1	Appui à la foresterie communautaire	01 processus d'attribution de FC appuyés	Maire, DDMINFOF, Chefs de village, président de la commission du développement, président de la commission des finances	X	X	X			3 000 000
2	Appui à la mise en place des exploitations des essences à usages multiples	01 exploitation appuyée	Maire, DDMINFOF, Chefs de village, président de la commission du développement,	X	X	X			3 000 000
10 - ENVIRONNEMENT ET PROTECTION DE LA NATURE (MINEP)									
1	Etude d'Impact Environnemental des projets à réaliser	EIE des projets à réaliser disponible	Maire, DDMINEP, président commission développement		X	X			2 000 000
2	Vulgarisation des foyers améliorés	Foyers améliorés adoptés	Maire, DDMINEP, président commission développement	X	X	X			300 000
3	Reboisement	Espaces reboisés	Maire, DDMINEP, DDMINFOF, président commission développement	X	X	X			250 000
4	Campagne d'hygiène et de salubrité	Campagnes organisées	Maire, sous préfet, DDMINEP, président commission développement	X	X	X			500 000
11 - ADMINISTRATION TERRITORIALE ET DECENTRALISATION (MINATD)									
1	Création des centres d'état civil et des chefferies ou désignation des chefs	Centres d'état civil et chefferies rapprochés des populations Chefferies fonctionnelles	Maire, sous préfet, chefs de groupements.	X	X	X			450 000

2	Opérationnalisation des forces de maintien de l'ordre	Présence effective des forces de maintien de l'ordre dans la commune	Maire, SED, DGSN	X	X	X			25 000 000
3	Viabilisation des services communaux	Ressources humaines, financières et matérielles adéquates	Maire, Sectoriels	X	X	X			30 000 000
12- MINES INDUSTRIES ET DEVELOPEMENT TECHNOLOGIQUE (MINIMIDT)									
1	Valorisation du potentiel minier	Potentiel minier valorisé	Maire, DDMINIMIDT, chefs de villages	X	X	X			750 000
13- TOURISME (MINTOUR)									
1	Elaboration et tenue du fichier du potentiel touristique	Fichier du potentiel touristique élaboré et tenu	Maire, DRMINTOUR, chefs traditionnels	X	X	X			250 000
2	Viabilisation et promotion du potentiel touristique	02 Sites touristiques viabilisés et promus	Maire, DRMINTOUR, chefs traditionnels	X	X	X			2 000 000
14- PETITES ET MOYENNES ENTREPRISES ECONOMIE SOCIALE ET ARTISANAT (MINPMEESA)									
1	Renforcement des capacités techniques des artisans	Capacités techniques des artisans renforcées	Maire, président commission de développement DDMINPMEESA, DDMINCULT	X	X	X			100 000
2	Appuis technique, matériel et financier des artisans	Appuis reçus par les artisans	Maire, président commission de développement et finances, DDMINPMEESA, DDMINCULT	X	X	X			500 000

3	Organisation des foires artisanales	Foires artisanales organisées	Maire, président commission de développement, président commission des finances, DDMINPMEESA, DDMINCULT Maire, président commission de développement DDMINPMEESA, DDMINCULT	X	X	X			100 000
15- COMMERCE (MINCOMMERCE)									
1	Organisation des marchés périodiques pour la commercialisation du cacao	Marchés périodiques organisés pour la commercialisation du cacao	Maire, représentant OP, président commission de développement DDMINCOMERCE	X	X	X			2 500 000
2	Mise en place d'un fonds de péréquation	Fonds de péréquation mis en place	Maire, représentant OP, président commission de développement DDMINCOMERCE	X	X	X			5 000 000
16 – EDUCATION DE BASE (MINEDUB)									
1	Création établissements	06 écoles primaires et 10 écoles maternelles créées	Maire, DDMINEDUB, président commission grands travaux	X	X	X			RAS
2	Construction et équipement salles de classe	10 salles de classes construites et équipées	Maire, DDMINEDUB, DDMINTP, président commission grands travaux	X	X	X			160 000 000

3	Construction logements pour enseignants	10 logements pour enseignants construits	Maire, DDMINEDUB, DDMINTP, président commission grands travaux	X	X	X			35 000 000
4	Réfection des établissements	5 écoles réfectionnées	Maire, DDMINEDUB, DDMINTP, président commission grands travaux	X	X	X			12 500 000
5	Fournitures du matériel didactique	Matériel didactique fournis aux établissements	Maire, DDMINEDUB, président commission finances	X	X	X			60 000 000
6	Construction inspection avec logement d'astreinte	Une inspection construite	Maire, DDMINEDUB, DDMINTP, président commission grands travaux	X	X	X			35 000 000

17 – ENSEIGNEMENT SECONDAIRE (MINESEC)

1	Création établissements	01 Lycée, 03 CES et 03 CETIC créés	Maire, DDMINESEC, président commission grands travaux	X					RAS
2	Construction salles de classe	5 salles de classes construites et équipées	Maire, DDMINESEC, DDMINTP, président commission grands travaux	X	X	X			90 000 000
3	Construction logements pour enseignants	02 logements pour enseignants construits	Maire, DDMINESEC, DDMINTP, président commission grands travaux	X	X	X			10 000 000

18 – ENSEIGNEMENT SUPERIEUR (MINESUP)

1	Octroie des bourses d'excellence	30 bourses octroyées	Maire, conseil municipal, élites	X	X	X			3 000 000
2	Octroie des appuis d'encouragement aux jeunes étudiantes	30 appuis octroyés	Maire, conseil municipal, élites	X	X	X			750 000
19 – SANTE(MINSANTE)									
1	Construction des centres de santé	01 centres de santé construits	Maire, président commission des grands travaux, CDS, DDMINTP	X	X	X			35 000 000
2	Acquisition matériel technique et mobilier de bureau	Matériel acquis et fonctionnel	Maire, président commission de développement, CDS	X	X	X			75 000 000
3	Acquisition réfrigérateurs mixtes (électricité et gaz)	04 réfrigérateurs mixtes acquis et fonctionnels	Maire, président commission des affaires sociales CDS	X	X	X			2 000 000
4	Construction maisons d'astreintes	01 logement construit	Maire, président commission des grands travaux CDS, DDMINTP	X	X	X			15 000 000
20 – JEUNESSE (MINJEUN)									
1	Construction et équipement de la délégation d'arrondissement MINJEUN	Bâtiment construit et équipé	Maire, DDMINJEUN, DDMINTP, président commission des grands travaux	X	X	X			50 000 000
21 – AFFAIRES SOCIALES (MINAS)									
1	Création d'un centre social	Centre social créé	Maire, DDMINAS, DDMINTP, président commission des affaires sociales	X	X	X			RAS
2	Affectation du personnel au centre social	Personnel affecté	Maire, DDMINAS	X	X	X			50 000

3	Elaboration et tenue d'un fichier des personnes vulnérables	Fichier des personnes vulnérables disponible	Maire, présidents commissions affaires sociales et développement, DDMINAS	X	X	X			350 000
22 – PROMOTION DE LA FEMME ET DE LA FAMILLE(MINPROFF)									
1	Création délégation	Délégation créée	Maire, DDMINPROFF, DDMINTP, président commission des grands travaux	X	X	X			RAS
2	Création des centres de promotion de la femme et de la famille (CPFF)	03 CPFF créés à Biwong- Bulu, Nselang et Nkoétyé	Maire, DDMINPROFF, DDMINTP, président commission des grands travaux	X	X	X			RAS
COUT TOTAL							1 574 100 000		

6.2. Cadre sommaire de gestion environnementale du CDMT

Le cadre sommaire de gestion environnementale du programme d'investissement triennal ou CDMT de la Commune de BIWONG-BULU, comprend :

- Les principaux impacts socio-environnementaux potentiels ;
- les mesures d'optimisation ou d'atténuation envisageables ;
- Le Plan Sommaire de Gestion de l'Environnement.

6.2.1. Principaux impacts potentiels et mesures envisageables

Le tableau ci-dessous donne une description des impacts environnementaux et sociaux positifs, négatifs et une détermination pour chaque catégorie d'impacts, les mesures d'optimisation ou d'atténuation. Les coûts afférant à ces mesures seront intégrés dans les coûts des microprojets. La liste exhaustive des microprojets du programme triennal seront analysés au plan socio environnemental.

Tableau 63 : Impacts potentiels et mesures envisageables

Type de microprojets contenus dans le CDMT	Impacts environnementaux positifs possibles	Impacts environnementaux négatifs possibles (risques environnementaux)	Mesures environnementales d'optimisation	Mesures environnementale d'atténuation
Microprojets de construction des infrastructures communautaires de base : - Construction des salles de classe ; - Construction de latrines ; - Construction des logements pour enseignants ; -construction inspection d'arrondissement MINEDUB -réhabilitation et réfection salles de classes -construction, réhabilitation et réfection des centres de santé	- Renforcement de la dynamique des populations à travers la mobilisation des fonds de contrepartie ; - Amélioration de la gouvernance locale ; - Amélioration des revenus des populations locales (main d'œuvre)	- Risques de déplacement involontaire et de réinstallation des populations avec perte d'actifs ; - Risques de conflits sur le choix du site - Risques d'insécurité pour les personnes et les biens ; - Risques de conflits au sein des bénéficiaires du micro projet ; - Risques de marginalisation des populations vulnérables	- Participation et sensibilisation des populations ; - Sensibiliser les communautés ; - Mettre en place les Comités de gestion	- Activer le plan de recasement (indemnisation des populations déplacées à juste prix) ; - Obtention d'acte de donation volontaire légalisé du propriétaire du site ; - Contre l'insécurité : nettoyage et cantonnement des alentours des

Type de microprojets contenus dans le CDMT	Impacts environnementaux positifs possibles	Impacts environnementaux négatifs possibles (risques environnementaux)	Mesures environnementales d'optimisation	Mesures environnementale d'atténuation
<ul style="list-style-type: none"> - Construction du centre multifonctionnel de promotion des jeunes - construction délégation d'Arrondissement de la jeunesse - Construction du centre social - Construction des foyers communautaires - Construction d'une Gare routière - Construction représentation CAMPOST 				<ul style="list-style-type: none"> ouvrages ; - Mise en place de sous-comité de vigilance - Construction des clôtures autour des ouvrages ; - Contre la marginalisation : identifier les priorités des minorités et les intégrer dans le PCD. - Contre les conflits : solliciter l'arbitrage des autorités traditionnelles, communales ou administratives - Etude d'impact environnemental sommaire
<p>Microprojets hydrauliques :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Construction des puits modernes ; - Construction de forages - Aménagement des sources 	<ul style="list-style-type: none"> - Renforcement de la dynamique des populations à travers la mobilisation des fonds de contrepartie ; - Amélioration de la gouvernance locale ; - Amélioration des revenus (main d'œuvre locale) - Diminution des maladies hydriques ; - Facilitation de l'accès à l'eau potable 	<ul style="list-style-type: none"> - Risques de déplacement involontaire et de réinstallation ; - Risques d'intoxication dû au mauvais dosage du chlore ; - Risques de mauvaises manipulations des ouvrages - Risques d'insécurité pour les personnes et les biens ; - Risques de conflits au sein des bénéficiaires du Micro Projet ; - Risques de marginalisation des populations vulnérables 	<ul style="list-style-type: none"> - sensibilisation des populations - encourager les projets HIMO 	<ul style="list-style-type: none"> - Activer le plan de recasement (indemnisation des populations déplacées à juste prix) ; - Obtention d'acte de donation volontaire légalisé du propriétaire du site ; - Contre les risques d'intoxication à l'eau de puits et autres : former le Comité de gestion au dosage de l'eau de javel dans les puits, - Gestion des risques d'envasement et

Type de microprojets contenus dans le CDMT	Impacts environnementaux positifs possibles	Impacts environnementaux négatifs possibles (risques environnementaux)	Mesures environnementales d'optimisation	Mesures environnementale d'atténuation
				<ul style="list-style-type: none"> - maintenance des ouvrages - Contre l'insécurité : nettoyage et cantonnement des alentours des ouvrages ; - Mise en place de sous-comité de vigilance - Construction des clôtures autour des ouvrages ; - Contre la marginalisation : identifier les priorités des minorités et les intégrer dans le PCD. - Contre les conflits : solliciter l'arbitrage des autorités traditionnelles, communales ou administratives
<p>Microprojets structurants :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Reprofilage des deux axes routiers de la Commune soit 165 km; - construction du réseau électrique 	<ul style="list-style-type: none"> - Renforcement de la dynamique des populations à travers la mobilisation des fonds de contrepartie ; - Amélioration de la gouvernance locale - Amélioration des revenus (main d'œuvre locale) - Amélioration de l'accès à l'énergie ; - Désenclavement des localités et 	<ul style="list-style-type: none"> - Risques de déplacement involontaire et de réinstallation ; - Risque d'augmentation de la prévalence du VIH /SIDA et autres maladies ; - Risques de marginalisation des populations vulnérables ; - Risques d'intensification du braconnage - Risques d'insécurité pour les personnes et les biens (accidents de circulation) ; - Risques de conflits au sein des bénéficiaires du Micro projet ; 	<ul style="list-style-type: none"> - Sensibilisation des populations 	<ul style="list-style-type: none"> - Activer le plan de recasement (indemnisation des populations déplacées) - Inclure la lutte contre le VIH SIDA et le braconnage dans le DAO (cahier de clauses environnementales et sociales) ; - Contre les accidents : mettre une signalisation routière ; limiter les vitesses.

Type de microprojets contenus dans le CDMT	Impacts environnementaux positifs possibles	Impacts environnementaux négatifs possibles (risques environnementaux)	Mesures environnementales d'optimisation	Mesures environnementale d'atténuation
	développement des activités socio économiques	- Risques d'incendies		- Contre les conflits : mettre en place un Comité de gestion - Etude d'impact environnemental sommaire
Microprojets de gestion des ressources naturelles : - Création des forêts communautaires	- Renforcement de la dynamique des populations à travers la mobilisation des fonds de contrepartie ; - Amélioration de la gouvernance locale - Amélioration des revenus ;	- Risques de déplacement involontaire et de réinstallation ;	- Education environnementale ; - Sensibilisation des populations - Attribuer une tranche de 10% de l'allocation au Micro Projet de Gestion des Ressources Naturelles - Former et mettre en place les Comités de gestion	- Activer le plan de recasement des populations déplacées (indemnisation) - Etude d'impact environnemental sommaire

6.2.2. Plan de Sommaire de Gestion l'Environnement (PSGE)

Tableau 64 : Plan sommaire de gestion de l'environnement

Mesures environnementales	Tâches	Acteurs de mise en œuvre	Périodes	Acteurs de suivi	Coûts	Observations
Recrutement d'un agent de développement local /responsabilisation d'un membre du comité de suivi du PCD		Mairie (commission communale de passation des marchés)	2011	Conseil municipal ; PNDP		
Formation de l'agent de développement local aux questions environnementales et au cadre de gestion environnementale et sociale du	-préparer les TDR	PNDP	2011-2012	Délégation MINEP ; Délégation MINAS ; PNDP ; Mairie	PM	

PNDP						
Utilisation systématique du formulaire d'examen socio environnemental lors du montage des microprojets		Consultant chargé de monter le microprojet	2011-2014	Délégation MINEP ; Délégation MINAS ; PNDP ; Conseil municipal ; Agent de développement	PM	Le coût y afférent doit être intégré dans les coûts de la conception du microprojet
Formation du COMES aux politiques de sauvegarde et de prise en compte des aspects sociaux environnementaux		PNDP, Mairie	2011-2012	Délégation MINEP ; Délégation MINAS ;	PM	
Réalisation des études d'impacts environnementaux sommaires pour les MP de foresterie communautaire et de création routière	-Préparer les TDR ; -faire approuver les TDR ; - recruter le consultant ; -réaliser l'étude proprement dite	PNDP, Mairie (conseil municipal)	2011-2014	Délégation MINEP ; Délégation MINAS ; PNDP ; Agent de développement ; Conseil municipal	Et son coût est d'au moins 7millionsFCFA pour une étude simplifiée, et environ 8 à 10 millions FCFA pour étude détaillée	
Provision pour les compensations des personnes déplacées		Mairie/Conseil municipal		-Mairie -MINDAF	A évaluer	
Suivi du plan de gestion environnementale et sociale, et des entrepreneurs, ainsi que des mesures environnementales des projets retenus	-extraction des mesures environnementales des MP ; -élaboration d'un plan de suivi des mesures	Agent de développement/Comité de suivi du PCD	Pendant les travaux ; 2011-2014	Délégation MINEP ;MINAS ; PNDP ; Conseil municipal	A évaluer	
Respect des clauses environnementales du DAO et des mesures environnementales des MP	-Inclure les clauses dans le DAO ; -Mise en œuvre des clauses	-Mairie, PNDP -Entrepreneurs		Délégation MINEP ; Agent de développement ; Conseil municipal	PM (intégrer dans le coût du MP)	

6.3. Plan d'investissement annuel (PIA) :

6.3.1. Ressources mobilisables et échéances

Tableau 65 : mobilisation des ressources Communales

N°	SOURCES DE FINANCEMENT	MONTANT	OBSERVATIONS
1	Budget d'Investissement Public (BIP)	20 000 000	indicatif
2	Programme National de développement Participatif (PNDP)	92 000 000	Acquis
3	CAC	40.263.540	Acquis
4	RFA communautés	16 500 000	Acquis
TOTAL		168 763 540	

6.3.2. Programmation annuelle des projets prioritaires

Tableau 66 : plan d'investissement annuel

PLAN D'INVESTISSEMENT ANNUEL (PIA) 2012

SECTEUR	ACTIVITES	RESPONSABLES	COUT UNITAIRE	QUANTITE	COUT TOTAL (F CFA)	SOURCE DE FINANCEMENT		
						PNDP	Commune/populations	autres (BIP, FEICOM, projets et programmes)
eau et énergie	construction puits à motricité humaine		7 000 000	13	91000000	66500000	24500000	
poste et télécommunications	acquisition site de 1ha		FORFAIT		100000		100000	
développement urbain et habitat	plan sommaire d'urbanisation		FORFAIT		17407000		17407000	
domaines et affaires foncières	montage dossier technique du lotissement communal		FORFAIT		17500000		17500000	
	dépôt et suivi du dossier		FORFAIT		1750000		1750000	
	suivi évaluation		FORFAIT		500000		500000	
santé	fournitures en médicaments des neuf centres de santé		FORFAIT		31000000	25500000	5500000	
	équipement des neuf centres de santé		FORFAIT					

	refection de deux centres de santé: Eminenvom2, Ngone et Nkolbityé		FORFAIT				
COUT TOTAL					159257000	92000000	67257000

6.3.3. Plan de Passation des marchés du PIA

Tableau 67 : plan de passation des marchés

PLAN DE PASSATION DES MARCHES 2012

Désignation	Responsable	Méthode de sélection	Montant	Préparation (Termes de Référence, DAO, DP)	Consultation, Avis d'Appel d'Offres	Evaluation technique et financière	Attribution et signature du contrat	Exécution	Réception provisoire
Construction de dix (10) puits équipés de pompe manuelle dans les villages : Eminenvom1, Sonkoé-retraité/sonel, Mang 3, Nkpwébaé1/chefferie, Obem, AKAK école, Biboulemam, nkong edjom/yendjok, adjap, kougoulou de la Commune de Biwong Bulu	CCPM	Appel d'offres restreint	70 000 000	9 au 29 janvier 2012	29 janvier au 29 février 2012	1er au 4 mars 2012	4 au 9 mars 2012	9 mars au 7 juin 2012	8 au 21 jun 2012
Fourniture en médicaments, équipements et réfections dans les centres de santé : Eminenvom 2, Biwong Bulu, Ebe, Ngone, Nkoétyé, Nkolbityé, Nselang, Mvong, ONDONDO de la commune de Biwong Bulu	CCPM	Appel d'offres restreint	31 000 000	9 au 29 janvier 2012	29 janvier au 29 février 2012	1er au 4 mars 2012	4 au 9 mars 2012	9 mars au 7 juin 2012	8 au 21 jun 2012
Elaboration Plan sommaire d'urbanisation	CCPM	Appel d'offres restreint	17 407 000	15 mai au 4 jun 2012	5 juin au 4 juillet 2012	5 juillet au 10 juillet 2012	11 juillet au 16 juillet 2012	17 juillet au 15 octobre 2012	16 au 29 octobre 2012
lotissement Communal	CCPM	Appel d'offres restreint	19 750 000	15 mai au 4 jun 2012	5 juin au 4 juillet 2012	5 juillet au 10 juillet 2012	11 juillet au 16 juillet 2012	17 juillet au 15 octobre 2012	16 au 29 octobre 2012

7. MECANISME DE SUIVI-EVALUATION

7.1. Composition et attributions du comité de suivi-évaluation du PCD

7.1.1. Composition

Au niveau communal, les acteurs du suivi-évaluation sont :

- Le Maire et le reste de l'exécutif communal;
- Le Comité de pilotage ;
- L'agent communal de développement ;
- Les services déconcentrés de l'Etat ;
- L'OAL et prestataires de services impliqués dans la mise en œuvre du PCD et des microprojets ;
- Les représentants des communautés bénéficiaires des microprojets ;
- Les organisations/associations à base communautaire.

Ainsi, le comité de suivi-évaluation du PCD de la Commune de BIWONG-BULU est composé de :

Un président : AKOM Salomon Daudet

Un secrétaire : OWONO MBARGA Justin Alfred, Secrétaire Général de la Mairie

Membres :

- ONDOUA MBA Richard
- ENGOTO Cyril
- L'agent communal de développement;
- Représentant de l'ADE.

Il peut, en cas de besoin, mettre sur pieds des commissions spécialisées en fonction des problèmes à résoudre (suivi spécifique de la réalisation d'un microprojet, maintenance des ouvrages, etc.) ;

Des délégués peuvent être désignés par secteur.

7.1.2. Attributions

Au niveau communal les responsabilités en matière de suivi-évaluation sont :

- La programmation des activités communales ;
- Le suivi de l'exécution des activités ;
- L'évaluation des impacts socio-économiques et environnementaux.

Les tâches qui se rapportent à ces activités sont :

- La collecte de données sur le terrain ;
- L'appui technique aux communautés ;
- La production des rapports de suivi au niveau communal.

Il en découle les missions suivantes :

- Informer la communauté de ses obligations et de sa contribution à la réalisation des microprojets ;
- Signer toute convention de partenariat avec les partenaires ;
- S'assurer de la maintenance des ouvrages ;
- Assurer, de manière périodique, la confection des rapports d'activité sommaire à adresser aux partenaires;
- Veiller à la cohérence du PCD avec les besoins prioritaires de la Commune;
- Assurer le montage des dossiers techniques de microprojets;
- Veiller à la mobilisation des contributions des bénéficiaires ;
- Recruter les prestataires de service ;
- Ordonner et contrôler la gestion des ressources allouées dans le cadre des microprojets ;
- Coordonner la mise en œuvre du PCD ;
- Assurer le suivi évaluation participatif, en créant, le cas échéant, des comités ad hoc par microprojet ;
- Assurer la réception des ouvrages avec l'assistance de techniciens.

7.1.3. Critères d'éligibilité dans le bureau exécutif

Pour être éligible comme membre du Comité de suivi-évaluation, il faut :

- Etre de bonne moralité ;
- Résider de préférence en permanence dans la Commune;
- Etre stable ;
- Etre disponible ;
- Avoir suivi le processus du diagnostic et planification participatifs ;
- Avoir les aptitudes suivantes : expression facile, écoute active, impartialité, flexibilité, humilité, ouverture, inspirer confiance et grande capacité de synthèse ;
- Etre un élu local (le cas échéant) ;
- Etre un agent de la Commune (SG, Agent de développement) ;
- Etre issu de la société civile ;
- Etre responsable sectoriel ;
- Avoir une bonne connaissance de la Commune ;

7.2. Indicateurs de suivi et d'évaluation (par rapport au PIA)

Pour s'assurer de la bonne mise en œuvre du PIA, le comité de suivi-évaluation veillera à l'atteinte des indicateurs suivants :

- 1) 10 puits réalisés et fonctionnels (Eminemvom1, Sonkoé-retraité/sonel, Mang 3, Nkpwébaé1/chefferie, Obem, AKAK école, Biboulemam, nkong edjom/yendjok, adjap, kougoulou)
- 2) Un Site de 1 ha acquis dans la zone urbaine pour la construction de la représentation CAMPOST à BIWONG-BULU
- 3) Un plan sommaire d'urbanisation de la ville de BIWONG-BULU élaboré et mis en œuvre ;
- 4) 10 ha du domaine national indemnisés, Levées topographiques réalisées, Reprographie réalisée, lotissement Communal disponible ;
- 5) Trois centres de santé réfectionnés (Biwong Bulu, Eminemvom 2 et Nkolbityé), équipements et Médicaments fournis dans les centres de santé de Eminemvom 2, Biwong Bulu, Ebe, Ngone, Nkoétyé, Nkolbityé, Nselang, Mvong, ONDONDO de la Commune de BIWONG-BULU

7.3. Dispositif, outils et fréquence du reporting

L'élaboration du Plan Communal de Développement précède d'un diagnostic participatif qui commence par le niveau village pour se consolider au niveau Communal. Au niveau du village ce diagnostic participatif consiste en l'identification par secteur des atouts et des contraintes. Les problèmes spécifiques à chaque village, ainsi que les solutions endogènes, sont programmés et mis en œuvre localement en impliquant fortement les populations concernées. C'est à ce niveau également que démarre le suivi-évaluation participatif de l'exécution des activités programmées. A l'aide d'outils simples tels que le tableau de suivi des actions planifiées, la cartographie villageoise, les membres de la communauté constitués en Comité de suivi, renseignent sur l'état de mise en œuvre des activités programmées et les résultats obtenus.

Sur la base des données qualitatives et quantitatives recueillies au niveau des villages à partir des outils de collecte spécifiques y compris ceux mentionnés ci-dessus (tableau de suivi des actions planifiées, carte villageoise), une consolidation est faite par l'Agent Communal de Développement en tenant compte des données collectées sur l'état d'avancement des activités programmées au niveau de la Commune. Cette consolidation donne lieu à un rapport présenté dans un canevas spécifique. Le projet de ce rapport fait l'objet d'une réunion d'examen et de validation présidée par le Maire et à laquelle prennent part, outre l'exécutif communal, les sectoriels représentés au niveau de la Commune et les forces vives de la localité (représentants d'associations, confessions religieuses, les élites intérieures et extérieures, etc.). Une fois validé, ce rapport est transmis entre autres, à la CRC pour consolidation et à l'Autorité de tutelle pour information.

Comme outils pour le suivi évaluation au niveau communal, nous avons :

- PCD/PIA
- Rapports périodiques des agents communaux
- Fiches de collecte des données
- Fiche de suivi du processus de planification
- Rapports des visites de terrain
- Compte rendus des réunions.
- Rapports divers (prestataires et consultants).

Les rapports sont produits chaque trimestre, semestre et année.

Le rapport trimestriel rend compte de l'exécution des activités programmées.

Le rapport semestriel, présente l'exécution des activités ainsi que des informations issues du rapport du trimestre correspondant et complété par des données de l'évaluation des impacts socio-économiques.

7.4. Mécanisme de préparation du PIA et de révision du PCD

A la fin de chaque année, compte tenu de l'évaluation du PIA, des actions programmées dans le CDMT et des actions nouvelles ; le comité de suivi-évaluation du PCD avec l'aide d'un facilitateur (le cas échéant) propose au conseil municipal élargi aux sectoriels une programmation des actions à mener l'année suivante pour amendement et validation.

A la fin de la troisième année, les données du PCD doivent être réactualisées par le comité de suivi-évaluation du PCD avec l'aide d'un facilitateur (le cas échéant) et proposées au conseil municipal élargi aux sectoriels ; sur la base des résultats de l'évaluation du PCD et des ambitions

nouvelles, une nouvelle programmation des activités pour les trois prochaines années pour amendement et validation est élaborée.

8. PLAN DE COMMUNICATION SUR LA MISE EN ŒUVRE DU PCD

8.1. OBJECTIFS DU PLAN

- Informer et sensibiliser les différents acteurs au niveau Communal
- Susciter une prise de conscience auprès des bénéficiaires de leur situation et surtout de la possibilité du changement ;
- Impliquer les acteurs au niveau local dans les actions de développement mises en œuvre au sein de la Commune ;
- Mobiliser les acteurs et les bénéficiaires pour l'action en vue de leur participation effective aux différentes étapes du processus de planification ;
- Appuyer les actions de gouvernance locale au sein de la Commune, notamment la vulgarisation du budget participatif en vue du contrôle citoyen par les bénéficiaires ;
- Assurer la collaboration entre les partenaires intervenant au niveau local ;
- Capitaliser les actions de développement menées dans la Commune et les bonnes pratiques en vue de leur diffusion ;
- Favoriser l'exercice du dialogue social entre les villages et la Commune à travers la production et la diffusion des informations en rapport les activités de la Commune, notamment la mise en œuvre du PCD;
- Accompagner les populations à s'approprier et à participer à leur développement ;
- Appuyer le maire dans la recherche des financements pour la Commune ;
- Assurer la bonne circulation de l'information au sein de la Commune ;
- Promouvoir l'image de marque de la Commune à l'extérieur.

8.2. ETAPES D'ELABORATION ET DE MISE EN ŒUVRE DU PLAN

- Envoi du plan générique de communication communal aux Communes (PNDP) ;
- Etat des lieux du système de communication (par l'agent de développement) ;
- Elaboration du plan (agent communal) ;
- Finalisation du plan au cours d'un atelier ;
- Validation du plan (conseil municipal) ;
- Restitution aux communautés (maire) ;
- Diffusion du plan auprès des différents acteurs (maire) ;
- Mise en œuvre (maire) ;
- Suivi évaluation (agent de développement).

8.3. STRATEGIE

- Finalisation du plan par l'agent de développement lors d'un atelier ;
- Production des outils de communication propres à la Commune et aux villages (compte tenu des réalités sociologiques différentes et des dynamiques locales de développement qui varient d'un milieu à un autre) ;
- Spécialisation de l'agent de développement dans la conduite du plan de communication en attendant la mise à disposition du maire d'un expert en la matière ;
- *Mise en place des relais de communication (point focaux) au niveau des communautés pour assurer la collecte et la remontée des informations au niveau local ;*
- *Renforcement préalable des capacités du maire, de l'agent développement et des relais communautaires en matière de communication (séminaire sur la production des supports de communication adaptés à la Commune, séminaire sur la gestion de la communication au niveau communal, etc).*

8.4. CIBLES DE LA COMMUNE

Cibles principales:

- Les acteurs institutionnels (Gouverneur, Préfets, Sous-préfets et assimilés) ;
- Les partenaires techniques et financiers ;
- Les projets et programmes de développement
- Les bénéficiaires (communautés rurales,) ;
- La société civile (ONG, élus locaux, prestataires de service...) ;
- Les services déconcentrés de l'Etat
- Les élites extérieures et la diaspora
- Les entreprises locales
- Les ONG et les Fondations occidentales

Cibles indirectes :

- Les relais locaux (Conseillers municipaux, Députés, AGC, CC, Chefs traditionnels, Griots, leaders d'opinion, Imams/Pasteurs, toutes les forces endogènes ayant une certaine emprise sur les populations) ;
- Les médias publics ou privés (Radios communautaires, etc) ;
- Les élites urbaines ;
- Les associations locales.

8.5. LES ATTENTES PAR CIBLES

- **Gouvernement et Bailleurs de fonds.**

Leur attente est de voir la Commune jouer efficacement son rôle de maître d'ouvrage (adhésion des populations et de la Commune, implication dans la mise en œuvre des actions développement, mobilisation de leur contribution, promotion du plan communal de développement, gestion durable des ouvrages réalisés, gestion transparente des ressources,

- **Partenaires techniques régionaux (ONG, projets de développement, prestataires de services)**

Voir la Commune s'impliquer dans leurs interventions et être associés aux actions mises en œuvre par la Commune.

- **Les élites et la diaspora**

Celles-ci souhaiteront être régulièrement informées des actions menées par la Commune afin d'envisager comment elles pourront apporter leur contribution.

- **Les femmes et les jeunes**

Leurs attentes seraient de voir la Commune prendre en compte les aspects Genre dans son approche de développement.

8.6. ACTIONS DE COMMUNICATION AU SEIN DE LA COMMUNE

1. **La communication interne** au sein de la Commune ;
2. **La communication institutionnelle** qui comprend :
 - la communication avec le Gouvernement (Sectoriels régionaux) ;
 - la communication avec et entre les bénéficiaires (Communes et leurs communautés rurales) ;
 - La communication avec la société civile et le secteur privé ;
 - La communication avec les partenaires ;
 - La communication avec d'autres Communes dans le cadre de l'intercommunalité ;
 - La communication avec les élites extérieures et la diaspora ;
 - La communication avec les médias ;
3. **La communication de masse** (destinée au grand public)
4. **La communication pour le développement** à travers les actions d'information, éducation et communication (IEC) qui porte sur la mobilisation sociale :
 - Causeries éducatives dans les villages ;
 - Boîtes à images
 - Emissions en langues locales sur les radios communautaires
 - Utilisation des relais tels que les pasteurs, les chefs traditionnels les imams, les griots, les tam tams pour faire passer des messages ou des occasions telles que les réunions du comité de développement, les deuils, les réunions de famille,
5. **La communication interpersonnelle** (porte à porte à travers des pairs éducateurs)

-
6. **Le plaidoyer et communication à vocation promotionnelle** (activités des relations publiques et de représentation) pour mobiliser les financements au profit de la commune.

8.7. DISPOSITIF DE COMMUNICATION AU NIVEAU COMMUNAL

Le dispositif de communication de la Commune repose sur le maire qui en est le principal animateur appuyé dans cette mission par son chargé de la communication.

Ce dispositif comprend :

1. **Le Conseil municipal** qui :
 - valide le programme de communication de la Commune;
 - définit les grandes lignes et les orientations.
2. **Le Maire** qui :
 - met en œuvre les actions de communication au niveau communal
 - conduit les actions de plaidoyer avec l'appui du chargé de la communication
3. **le Chargé de la communication** qui :
 - conseille le maire en matière de communication
 - veille à la bonne circulation de l'information
 - produit les supports et les outils de communication
 - gère la communication interne et externe
 - appuie le maire dans les activités de plaidoyer et de promotion pour capter les financements
4. **Les Opérateurs contractuels et les médias (radios communautaires, télé centres communautaires,**
 - Apportent un appui technique et logistique à la production des supports et messages
 - Diffuse les messages
5. **Les relais communautaires ont pour rôle de :**
 - Faire passer les informations à la base à travers leurs canaux spécifiques
 - Recevoir et transmettre les réactions de la base au niveau de la commune

8.8. Planification des activités de communication au niveau communal

1. Communication interne au sein de la commune en tant qu'institution

objectif	activité	émetteur	récepteur	Supports/outils	période	indicateurs
Assurer une bonne circulation de l'information en interne	-Créer des adresses email pour chaque personnel	chargé de communication	Conseiller municipaux	internet		
	-créer un carnet d'adresses	Chargé de la communication	Conseillers municipaux			
	-créer une fiche de circulation interne des documents	Chargé de communication	Maire et ses adjoints			
	-créer une boîte postale	Chargé de communication				Clé postale et fiche d'ouverture

2. La communication institutionnelle

a) La communication avec les autorités et les sectoriels

objectif	activités	émetteur	récepteur	Support/outil	période	indicateur
Informier régulièrement les autorités nationales, régionales et locales des activités de la commune les autorités	Produire et diffuser un rapport trimestriel d'activités	-Chargé de la communication -agent de développement	-membres du gouvernement -gouverneur -sectoriels -préfet	Rapport trimestriel	trimestriel	Cahier de transmission

b) La communication entre et avec les bénéficiaires

objectif	activités	émetteur	récepteur	Support/outil	période	indicateur
Sensibiliser les populations sur l'importance des	-organiser des causeries éducatives avec les	-maires -conseillers municipaux	-communautés	Plan communal de développement		Enquêtes participative

activités de développement	populations					
Expliquer le DSCE aux populations	Organiser des campagnes de sensibilisation et de vulgarisation sur le DSCE au niveau des communautés	-Délégués départementaux MINEPAT	-communes -communautés	DSCE		Liste de présence
Restituer le plan communal de développement aux populations pour les engager dans la mise en œuvre des actions convenues	Séance de restitution des PCD au niveau des communautés	-Maire -Conseillers municipaux	communautés	Plans communaux de développement		
Promouvoir la gouvernance locale	Communiquer sur le budget et le compte administratif de la commune	maire	communautés	-Médias locaux -Site internet communal -concertation avec les communautés -babillard de la commune		

c) Communication avec la société civile et le secteur privé

objectif	activité	émetteur	récepteur	Supports/outils	période	indicateurs
Impliquer la société civile et le secteur privé dans la conduite des actions de développement	Organiser des rencontres avec la société civile et le secteur privé	Le maire	Société civile/secteur privé	correspondances		
Constituer une banque de données sur la société civile et le	Mettre en place un répertoire	Chargé de la communication	maire			Répertoire disponible

secteur privé						
Informier régulièrement la société civile et le secteur privé sur les activités de la commune	Concevoir et diffuser un rapport d'activités trimestriel	Chargé de la communication	Société civile, secteur privé	-Rapport d'activités trimestriel, semestriel et annuel -site internet -mailing		Liste de diffusion du rapport

d) la Communication avec les partenaires techniques et financiers

objectif	activités	émetteur	récepteur	Support/outil	période	indicateur
Identifier les partenaires	Constituer un répertoire des partenaires	Chargé de la communication	maires	Plan communal de développement		Répertoire disponible
Sensibiliser et impliquer les partenaires dans le processus de développement de la commune	Organiser des séances de travail et créer des cadres de concertation entre la commune et les partenaires	Chargé de la communication	maires	Séances de travail		Compte rendu disponible
Informier régulièrement les partenaires sur l'exécution du plan de développement et des autres activités de la commune	Produire et diffuser le rapport d'activités	-Maire -Conseillers municipaux	Projets et programmes Bailleurs de fonds ONG	Rapport d'activités		Rapport diffusé

e) Communication avec les élites extérieures et la diaspora

objectif	activités	émetteur	récepteur	Support/outil	période	indicateur
Identifier les élites extérieures et acteurs de la diaspora	Constituer un répertoire des	Chargé de la communication	maires			Répertoire disponible
Sensibiliser et impliquer les élites extérieures et les élites de la diaspora dans le processus de développement de la commune	Organiser des campagnes de sensibilisation auprès des élites extérieures et les acteurs de la diaspora	Chargé de la communication	maires	Campagnes d'information avec plan communal de développement comme support		Compte rendu disponible
Informier régulièrement les élites extérieures et les acteurs de la diaspora sur l'exécution du plan de développement et des autres activités de la commune	Produire et diffuser le rapport d'activités	-Maire -Conseillers municipaux	Elites extérieures diaspora	Rapport d'activités transmis par email ou diffusé sur le site internet de la commune		Rapport diffusé

3. La communication de masse

objectif	activité	émetteur	récepteur	Support/outil	période	indicateur
Informier le grand public sur les activités de la commune, l'élaboration et la mise en œuvre du plan communal de développement	Organiser des émissions sur les radios communautaires ou régionales	Chargé de la communication	Grand public	Médias de masse		Nombre d'émissions diffusées
	Concevoir, mettre en ligne et actualiser régulièrement le site web de la commune	Chargé de la communication	Public national et international	Site internet		Site en ligne

	Organiser des points de presse	Chargé de communication	la journalistes	dossiers de presse		
	Réaliser des reportages et des documentaires sur les activités de la commune	Chargé de communication	la Grand public			
	Créer et diffuser un journal communal	Chargé de communication	la Grand public			Nombre d'éditions

4. Actions de plaidoyer

objectif	activité	émetteur	récepteur	Support/ outil	période	indicateur
Rechercher des financements alternatifs pour la mise en œuvre du plan de développement	Organiser des rencontres auprès du MINEPAT	maire	MINEPAT	PCD et état de mise en œuvre		
	Organiser des rencontres auprès des bailleurs et des projets ainsi que les programmes	Maire	partenaires	PCD et état de mise en œuvre		
	Organiser des rencontres auprès du secteur privé	Maire	Chefs d'entreprise	PCD et état de mise en œuvre		
	Organiser des rencontres avec la diaspora	Maire	Diaspora	PCD et état de mise en œuvre		

IX/ Coût du plan (à arrêter par la commune à l'issue d'une concertation interne et d'une priorisation des activités)

Annexe 1 : Fiches de projets du PIA

FICHE DE PROJET N° 1 : Hydraulique

Nom du projet	CONSTRUCTION DE TROIS FORAGES	
Lieu	Région du Sud ; Département de la Mvila ; Commune de Biwong Bulu Villages : Eminemvom1, Sonkoé-retraité/sonel, Mang 3, Nkpwébaé1/chefferie, Obem, AKAK école, Biboulemam, nkong edjom/yendjok, adjap, kougoulou et 03 autres villages à déterminer de la Commune de Biwong Bulu	
Délai de réalisation : Trois mois	Date début : Mars 2012 ; fin du projet : Juin 2012	
Coût d'objectif	86 500 000 FCFA	
Source(s) de financement	<ul style="list-style-type: none"> ✓ PNDP ✓ RFA ✓ Commune Biwong Bulu 	
Maître d'ouvrage	Commune de Biwong Bulu	
Maître d'œuvre	Montage technique du projet : consultants	
Contexte du projet :	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Aucun de ces villages ne dispose de point d'eau potable ✓ Recrudescence des maladies diarrhéiques dans les villages ✓ Les forages les plus proches se situent à plus de 4 km de ces villages ✓ Les populations se ravitaillent en eau de boisson dans les rivières 	
Objectif(s) du projet	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Approvisionnement des populations des 3 villages en eau potable ✓ Amélioration de la qualité de la vie 	
Résultat(s) attendu	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Les populations de ces 13 villages disposeraient de l'eau potable à portée de mains 	
Activités du projet	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Sondage (études géophysiques) ✓ Choix des sites appropriés ✓ Choix des entreprises ✓ Exécution du projet ✓ Sensibilisation des populations sur l'utilisation et la maintenance de l'ouvrage ✓ Suivi et évaluation par le commanditaire 	
Moyens	Pourcentage	Montant
PNDP	90 %	77 850 000 FCFA
Bénéficiaires	10 %	8 650 000 FCFA Site Sable Main d'oeuvre

FICHE DE PROJET N° 2 : MINPOSTEL

Nom du projet	Acquisition site pour la construction représentation CAMPOST	
Lieu	Région du Sud ; Département de la Mvila ; Commune de Biwong Bulu Village : Biwong Bulu	
Délai de réalisation : Un mois	Date début : Mai 2012	
Coût d'objectif	100 000 FCFA	
Source(s) de financement	Commune Biwong Bulu	
Maître d'ouvrage	Commune de Biwong Bulu	
Maître d'œuvre	Montage technique du projet : Commune Biwong Bulu	
Contexte du projet :	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Il n'existe pas un site réservé pour la construction de la représentation CAMPOST ; ✓ Le site donné par les populations pour cet effet nécessite une indemnisation symbolique 	
Objectif(s) du projet	✓ Acquérir un site pour la construction de la représentation CAMPOST	
Résultat(s) attendu	✓ La représentation CAMPOST dispose d'un site de 1 Ha	
Activités du projet	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Choix du site ✓ Délimitation du site ✓ Indemnisation symbolique des populations 	
Moyens	Pourcentage	Montant
Commune	100 %	100 000 FCFA

FICHE DE PROJET N° 3 : Domaine et affaires foncières

Nom du projet	Lotissement Communal	
Lieu	Région du Sud ; Département de la Mvila ; Commune de Biwong Bulu Centre urbain de Biwong Bulu	
Délai de réalisation : Trois mois	Date début : Juillet 2012 ; fin du projet : Octobre 2012	
Coût d'objectif	19 750 000 FCFA	
Source(s) de financement	✓ Commune Biwong Bulu	
Maître d'ouvrage	Commune de Biwong Bulu	
Maître d'œuvre	Montage technique du projet : consultants	
Contexte du projet :	<ul style="list-style-type: none"> ✓ La Commune ne dispose pas de lotissement ✓ Difficile accès à la propriété foncière ✓ Faiblesse des recettes de la Commune ✓ Inexistence de lots viabilisés 	
Objectif(s) du projet	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Dotation de la Commune d'un lotissement ✓ Amélioration de la qualité de la vie 	
Résultat(s) attendu	✓ lotissement Communal disponible	
Activités du projet	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Indemnisation de 10 ha de terrain du domaine national ✓ Levées topographiques ✓ Reprographie 	
Moyens	Pourcentage	Montant
Commune	100 %	19 750 000 FCFA

FICHE DE PROJET N° 4 : Développement Urbain et habitat

Nom du projet	Plan sommaire d'urbanisation	
Lieu	Région du Sud ; Département de la Mvila ; Commune de Biwong Bulu Centre urbain de Biwong Bulu	
Délai de réalisation : Trois mois	Date début : Juillet 2012 ; fin du projet : Octobre 2012	
Coût d'objectif	17 407 000 FCFA	
Source(s) de financement	✓ Commune Biwong Bulu	
Maître d'ouvrage	Commune de Biwong Bulu	
Maître d'œuvre	Montage technique du projet : Experts	
Contexte du projet :	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Le centre urbain de Biwong Bulu n'est pas doté d'un Plan d'urbanisation ✓ Les constructions sont anarchiques ✓ Les normes d'urbanisation ne sont pas respectées 	
Objectif(s) du projet	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Elaboration d'un plan sommaire d'urbanisation ✓ Amélioration de la qualité de la vie 	
Résultat(s) attendu	✓ La ville de Biwong Bulu est dotée d'un plan sommaire d'urbanisation	
Activités du projet	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Montage du dossier technique ✓ Dépôt et suivi du dossier ✓ Processus d'approbation du plan sommaire d'urbanisation ✓ Réception et mis en œuvre ✓ Suivi et évaluation de la mis en œuvre 	
Moyens	Pourcentage	Montant
Commune de Biwong Bulu	100 %	17 407 000 FCFA

FICHE DE PROJET N° 5 : Santé

Nom du projet	Réfection, équipement et fourniture des médicaments dans certains centres de santé	
Lieu	Région du Sud ; Département de la Mvila ; Commune de Biwong Bulu Villages : Eminemvom 2, Biwong Bulu, Ebe, Ngone, Nkoétyé, Nkolbityé, Nselang, Mvong, ONDONDO	
Délai de réalisation : Trois mois	Date début : Mars 2012 ; fin du projet : Juin 2012	
Coût d'objectif	31 000 000 FCFA	
Source(s) de financement	<ul style="list-style-type: none"> ✓ PNDP ✓ Commune Biwong Bulu 	
Maître d'ouvrage	Commune de Biwong Bulu	
Maître d'œuvre	Montage technique du projet : consultants	
Contexte du projet :	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Insuffisance de médicaments dans les centres de santé ✓ Manque d'équipements dans les centres de santé ✓ Délabrement de certains centres de santé ✓ Difficultés d'accès aux soins de santé 	
Objectif(s) du projet	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Améliorer l'accès aux soins de santé par les populations de la Commune 	
Résultat(s) attendu	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Offre des services de santé améliorée 	
Activités du projet	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Dossier technique ✓ Fourniture des médicaments ✓ Equipement des centres de santé ✓ Réfection des centres de santé ✓ Réception du matériel et des travaux 	
Moyens	Pourcentage	Montant
PNDP	90 %	27 900 000 FCFA
Bénéficiaires	10 %	3 100 000 FCFA Site Sable Main d'œuvre